



Bulletin spécial de la DOCUMENTATION ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE pour L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE

SPECIAL : Le nucléaire dans le conflit Russie/Ukraine : 1 -la catastrophe de Tchernobyl

Remarque : Il y aura deux épisodes à cette narration. Mais il ne sera traité que des problèmes dans les pays de l'Est, le problème du nuage radioactif qui atteint l'ouest de l'Europe sera traité plus tard, dans un autre spécial.

1932..... L'Ukraine est décimée par la famine : la politique de collectivisation et de dékoulakisation a des effets désastreux en Ukraine. L'URSS a en effet décidé de prélever plus de 40% des récoltes, ce qui provoque des manœuvres des paysans pour se soustraire à cette obligation. Face à cette situation, Staline réagit avec fermeté et fait déporter des milliers de paysans. Il s'en suit une terrible famine qui provoque la mort de cinq à six millions de personnes entre 1932 et 1933. L'objectif de Staline est alors de réformer le système agricole ancestral et de briser les aspirations nationalistes ukrainiennes. On parlera plus tard de génocide.

Septembre 1982..... Déjà en 1982, préfiguration de 1986. Le cœur de la centrale de Tchernobyl-1 (Ukraine - URSS) fond partiellement à la suite d'une opération incorrecte du personnel. Des projections de matériaux radioactifs contaminent l'ensemble du site et la ville de Pripjat. Le personnel chargé de réparer le cœur est irradié.

Documentation Ecologique
Voironnaise
32-34
rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendezvous par mail
gaby.rajon@gmail.com





L'ACCIDENT MAJEUR DE 1986

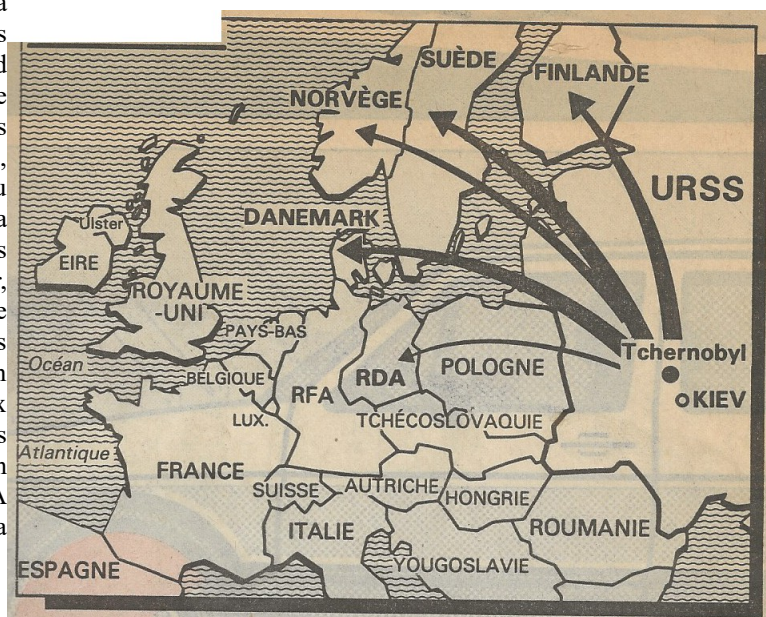
25-26 avril 1986..... Catastrophe nocturne à la centrale nucléaire de **Tchernobyl** (130 km au nord de Kiev, à Prypiat en Ukraine) en URSS, au bord du Dniepr: Lors d'essais d'un régulateur de tension, le cœur du réacteur n°4 de la centrale Lénine à eau bouillante de type RMBK, en service depuis 1977, explose, projetant des débris hautement radioactifs à plus de 2000 m d'altitude. Il s'en suit un incendie et un large nuage radioactif s'étend sur la région, puis sur l'Europe car, dix jours durant, des quantités considérables de gaz et de particules seront rejetées. D'une puissance de 1000MWe, ce réacteur est modéré au graphite et n'a pas d'enceinte de confinement. L'incident est classé au niveau sept de l'échelle de gravité. En un mois, on dénombre 15 morts et 200 blessés gravement contaminés. 32 décès dans les trois mois qui suivent. 49 000 personnes sont évacuées définitivement. Les retombées radioactives poussées par les vents d'altitude vont affecter la majeure partie de l'Europe, atteignant aussi l'est de la France. Il faudra trois jours aux autorités soviétiques pour reconnaître cet accident grave.

27 avril 1986..... Le nuage de Tchernobyl (Ukraine), qui a atteint la veille la Biélorussie et la Pologne, progresse vers la Finlande et la Suède où des retombées radioactives sont détectées, mais l'URSS refuse d'admettre qu'un accident grave se soit produit. Les suédois décideront d'abattre une partie des troupeaux de rennes qu'ils pensent contaminés par l'ingestion de lichen radioactif.

27 avril 1986..... Une flotte de 80 hélicoptères militaires est envoyée de Moscou à Tchernobyl pour tenter de noyer le brasier sous le sable et le plomb.

28 avril 1986..... L'URSS reconnaît par l'intermédiaire de l'agence de presse Tass qu'il y a eu un accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, qu'un réacteur est endommagé et qu'il y a des victimes. Le lendemain, à Moscou, le conseil des ministres de l'État soviétique fait état de deux morts. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été évacuées de la zone de sécurité de 30 kilomètres établie autour de la centrale. Le nuage radioactif, qui se dirigeait d'abord vers la Scandinavie, a changé de direction et va survoler la Pologne et l'Allemagne. Des informations américaines évaluent à 2000 le nombre des victimes en URSS.

29 avril 1986..... Le communiqué officiel de l'URSS : Vingt-quatre heures après avoir annoncé l'accident à la centrale nucléaire de Tchernobyl, le conseil des ministres de l'URSS a publié un communiqué, mardi soir 29 avril, retransmis par l'agence Tass, et lu à la télévision soviétique : «Comme il a été déjà annoncé dans la presse, un accident s'est produit dans la centrale électronucléaire de Tchernobyl, à 130 kilomètres au nord de Kiev. Une commission gouvernementale travaille sur place, sous la direction du vice-président du conseil des ministres Boris Chtcherbina. Elle comprend des responsables de ministères et de départements, des savants et spécialistes éminents. Selon des données préliminaires, l'accident s'est produit dans l'un des locaux du quatrième bloc énergétique et a provoqué la destruction d'une partie des éléments structurels du bâtiment abritant le réacteur, l'endommagement de ce dernier et une certaine fuite de matières radioactives. Les trois autres blocs énergétiques ont été arrêtés ; ils sont en bon état et sont en réserve d'exploitation. Deux personnes ont été tuées dans l'accident. Des mesures prioritaires ont été prises afin d'éliminer les conséquences de l'accident. A l'heure actuelle, le niveau de radiation dans la



centrale électrique et alentour est stabilisé et une aide médicale adéquate est administrée à ceux qui ont été touchés. Les habitants du complexe de la centrale électronucléaire et de trois localités situées à proximité ont été évacués. Le niveau de radiation à la centrale de Tchernobyl et aux alentours est surveillé en permanence. »

30 avril 1986..... Tchernobyl : Le cœur du réacteur atteint. Il y a tout lieu de penser qu'une partie du combustible (uranium enrichi) contenu dans le cœur du réacteur de la centrale de Tchernobyl a fondu en raison, sans doute, d'un arrêt du système de refroidissement, libérant ainsi une fraction non négligeable de produits radioactifs parmi lesquels se trouvent du krypton, du plutonium, du cobalt, du strontium, etc. Ces matières fortement radioactives ont-elles été confinées au bâtiment réacteur ? Il semble que non, d'après les mesures faites par les pays scandinaves. Quelles mesures de sécurité étaient prises à Tchernobyl pour pallier leur effet ? Nul ne le sait non plus. Reste que cet accident, s'il se confirme, est à rapprocher de celui qu'avait connu, en mars 1979, l'un des réacteurs de la centrale américaine de Three Mile Island (Pennsylvanie), dont le combustible - on le sait aujourd'hui - avait aussi en partie fondu. Seule différence, mais différence essentielle, l'ensemble des produits du cœur étaient restés confinés dans le bâtiment réacteur et cela n'avait donné lieu à aucun rejet de matières nucléaires dans l'atmosphère. L'affaire avait fait grand bruit, et ce d'autant plus que les autorités locales avaient, à juste titre, évacué un grand nombre de personnes dès que l'alerte avait été donnée. Autre différence aussi : il est clair que les responsables de l'exploitation des centrales nucléaires ne tireront pas, contrairement à ce qui s'est passé pour Three Mile Island, beaucoup d'enseignements de l'accident soviétique. En effet, ce type de centrale n'est construit nulle part ailleurs qu'en URSS, alors que la plupart des réacteurs installés dans le monde sont de type eau pressurisée uranium enrichi (PWR) comme l'était la centrale pennsylvanienne. Mais il y a tout lieu de penser qu'ils analyseront, si la possibilité leur en est offerte, le déroulement minute par minute de cet accident, pour voir s'il n'y a pas là un scénario pouvant se reproduire sur une de leurs centrales. Cet accident est grave et certainement plus important que celui qu'avait connu, en septembre 1973, la centrale à neutrons rapides de 350 mégawatts de Chevtchenko, installée sur les bords de la mer Caspienne. Une fissuration dans les circuits d'eau avait alors donné lieu à une réaction de type sodium-eau, conduisant à une production d'hydrogène dont l'explosion avait grandement endommagé un générateur de vapeur de la centrale. Les Soviétiques s'étaient alors bien gardés d'annoncer la nouvelle, qui avait été révélée par les services de renseignements américains et confirmée plus d'un an après par le président de la Commission soviétique pour l'utilisation de l'énergie atomique. Y avait-il eu ou non des morts dans cet accident ? Nul ne l'a jamais dit. Pas plus que les Soviétiques ne se sont hasardés à commenter la catastrophe nucléaire qui, à la fin de 1957 ou au début de 1958, a frappé la région de Tcheliabinsk, dans l'Oural du Sud, où existait un centre de stockage de déchets radioactifs. Selon le biologiste et dissident soviétique Jaurès Medvedev, exilé depuis 1973 en Grande-Bretagne, plusieurs centaines de kilomètres carrés avaient été stérilisés et des centaines de personnes avaient, paraît-il, trouvé la mort dans cette catastrophe.

30 avril 1986..... Annoncé par les pays nordiques et reconnu par Moscou, un accident de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl a fait plusieurs victimes. Un grave accident a affecté, le samedi 26 avril, un des réacteurs de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, située à 130 kilomètres au nord de la ville de Kiev (Ukraine). L'événement, d'abord tenu sous silence par les Soviétiques, a été rendu public dans la soirée de lundi. Ce n'est pas le premier accident nucléaire survenu en URSS, mais c'est la première fois que Moscou le reconnaît aussi rapidement. Catastrophe ? Nul ne le sait encore. L'agence Tass relate en quelques lignes qu'un des quatre réacteurs de 950 mégawatts de la centrale de Tchernobyl «a été endommagé», que «des mesures ont été prises pour pallier les conséquences», et que «des soins ont été donnés aux victimes». Sans doute aurait-il été difficile de cacher plus longtemps la vérité. Les vents du sud-est ont en effet trahi les Soviétiques. Dès lundi matin, les Suédois mesuraient dans l'atmosphère un taux anormal de radioactivité. Un moment, ils se demandaient même si cette anomalie ne venait pas d'une de leurs installations nucléaires et évacuaient aussitôt une partie du personnel de la centrale de Forsmark, sur la côte est de la Baltique. Dans les heures qui suivaient, les pays scandinaves s'interrogeaient sur l'éventualité d'un accident nucléaire survenu en Union soviétique. En dépit de leurs demandes, Moscou se refusait d'abord à répondre. Selon un responsable de l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire, les populations scandinaves ne risquent rien, mais il n'en va sûrement pas de même pour les populations habitant à proximité de cette centrale. A-t-on frôlé le fameux «syndrome chinois» porté à l'écran par les Américains, ou seulement connu un incident sans trop de conséquences sur l'environnement ? Il semble que l'affaire soit sérieuse. Ce que confirme l'appel à l'aide lancé, mardi, par les Soviétiques, qui ont demandé aux autorités suédoises si elles avaient l'«expérience» de la lutte contre «les incendies dans les centrales nucléaires».

30 avril 1986..... Les Soviétiques appellent les Suédois et les Allemands à l'aide pour savoir comment venir à bout d'un «feu» de graphite au centre de la centrale de Tchernobyl. En fait, l'accident n'est pas maîtrisé et les retombées radioactives se font officiellement sentir en Finlande, en Suède, au Danemark, en Pologne et en Allemagne. Des Allemandes préfèrent avorter plutôt que de mettre au monde un enfant irradié.

30 avril 1986..... Pas de contrôle international : L'accident de Tchernobyl fera probablement date dans l'histoire, encore toute jeune, du nucléaire civil. Jamais les défaillances techniques d'une centrale nucléaire n'avaient risqué d'affecter des pays voisins. L'accident de Three Mile Island, si célèbre que les professionnels le désignent sous ses initiales, TMI, a profondément modifié les techniques et les méthodes de contrôle de la plupart des réacteurs dans le



monde. Il n'avait fait pourtant aucune victime. Tchernobyl soulève d'autres questions. Ce réacteur relevant d'une technique connue mais unique au monde, d'ailleurs en passe d'être abandonnée en Union soviétique même, ses défauts fournirent peu d'enseignements aux autres pays. En revanche, l'accident, dont on peut redouter qu'il n'ait été majeur, pose le problème de la sécurité civile et surtout de l'absence totale de contrôle international. Il est choquant que l'Union soviétique n'ait pas jugé bon de prévenir ses voisins et n'ait reconnu les faits qu'un jour au moins après l'incident, lorsque les pays scandinaves en ont constaté les effets, sous forme de nuage radioactif. Il est d'ailleurs probable qu'on n'en aurait jamais rien su si les employés d'une centrale suédoise n'allaient remarquer lundi des signes alarmants de radioactivité. Mais aucune règle internationale n'existe à ce sujet, sinon celles créées par l'habitude et la collaboration des pays détenteurs de la technique nucléaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique, chargée par le traité de non-prolifération de vérifier le caractère pacifique de toutes les actions nucléaires des Etats non dotés de la bombe, n'a dans le domaine de la sécurité aucun pouvoir réglementaire ou contraignant. Pas plus d'ailleurs que les organismes spécialisés de l'OCDE ou de la CEE. La règle de la souveraineté nationale prévaut. Chaque pays est seul chargé d'assurer la protection de sa population. Aucune norme, aucun code international. Seule la coopération technique et scientifique, au demeurant largement développée, permet des échanges et une certaine concertation. La règle, peu à peu née de la pratique encouragée par les organismes internationaux, veut seulement que les pays membres informent leurs partenaires de tous les incidents techniques intervenus, afin qu'ils puissent en tirer des enseignements pratiques. L'URSS n'a pas appliqué ce code de bonne conduite. On comprend l'indignation des Etats scandinaves, bien qu'apparemment les degrés de radioactivité constatés soient très inférieurs aux seuils dangereux. La Suède a aussitôt demandé que l'Union soviétique soumette l'ensemble de ses installations civiles aux contrôles de l'AIEA. Mais ce contrôle, même élargi à l'ensemble des centrales soviétiques, ne servirait probablement à rien. La technique utilisée à Tchernobyl relève, soulignent les spécialistes, de l'utilisation civile du nucléaire, et l'AIEA, quand bien même elle l'inspecterait, n'a aucun pouvoir pour imposer à Moscou des normes de sécurité supplémentaires jugées éventuellement nécessaires. Les normes soviétiques sont-elles d'ailleurs moins draconiennes que d'autres ? Les experts scandinaves l'affirment. Les Français, eux, sont plus mesurés. L'URSS, constatant les défauts de son programme nucléaire., pourtant vital pour assurer l'équilibre énergétique du pays, a fait semble-t-il depuis quelques années d'énormes efforts pour améliorer tant son efficacité technique que la sécurité de ses installations. Pour la première fois le comité spécialisé chargé, du contrôle, créé en 1983, va être mis à l'épreuve.

1^{er} mai 1986..... Tandis que l'inquiétude gagne une grande partie de l'Europe, menacée par les vents radioactifs, l'agence TASS publie un bilan officiel faisant état de deux morts et 197 blessés, dont 18 dans un état grave. Les experts occidentaux jugent ces chiffres inconcevables, alors qu'à l'examen des photos prises par le satellite français d'observation spot l'incendie du réacteur semble à peu près maîtrisé (ce qui est faux).

2 mai 1986..... A Tchernobyl, l'inadmissible mystère. Moscou annonce que le sinistre est maîtrisé, rien ne permet de le prouver. Le bilan officiel fait état de 2 morts, 197 blessés dont 18 graves, mais les témoignages des étrangers restent accablants. Par la force des choses, il faut être très prudent quand on évoque des phénomènes dont les répercussions sont scientifiquement mal prévisibles... et plus encore, un événement que ses responsables dissimulent inadmissible à l'opinion publique. Il semble bien toutefois que d'une part l'accident nucléaire de Tchernobyl n'a pas pris ces derniers jours le développement apocalyptique qu'on pouvait craindre, d'autre part, la pollution radioactive qu'il a répandue dans l'atmosphère ne constitue pas un danger immédiat et généralisé pour les populations européennes. Au sujet de l'expansion du sinistre, les Américains avaient annoncé mercredi 30 avril qu'un second réacteur de Tchernobyl était entré en fusion. Ils ont implicitement démenti hier en rappelant que les satellites de télédétection pouvaient, en pareil cas, se tromper. A Tchernobyl depuis hier, si l'on en croit des informations en provenance de Suède, «l'incendie du réacteur serait maîtrisé ». On est plutôt enclin à penser que le sinistre est entré dans une phase d'amenuisement, qu'il est plus ou moins confiné, selon la terminologie des centrales atomiques. Mais on voit mal comment le dégagement de chaleur du cœur qui a fondu pourrait être stoppé. Même dans des conditions de fonctionnement normales, les déchets retirés des centrales restent à des températures de plusieurs centaines de degrés pendant des mois. Il est plus que probable d'autre part que la radioactivité aux abords du cœur reste considérable et ne permet pas les manœuvres de démantèlement. A Tchernobyl, reste le bilan immédiat de la catastrophe. Des estimations de radio-amateurs allaient jusqu'à 2000 morts. Toutes les autorités soviétiques maintiennent les chiffres de deux morts et de 197 blessés dont 18 graves. Simultanément, le cardinal archevêque d'Ukraine appelle à la charité de tous en regard de cette «immense tragédie ». Comment ne pas être effaré par tant de contradiction sur un événement hélas bien concret et qui ne devrait pas échapper au «droit d'informer » ?

2 mai 1986..... Tchernobyl :Les Soviétiques demandent l'aide des Occidentaux. Deux personnes auraient trouvé la mort dans l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine. C'est ce qu'affirme un communiqué officiel soviétique publié mardi 29 avril à l'issue du conseil des ministres. Ce bilan paraît bien modeste à certains responsables américains qui prétendent que le nombre des victimes s'élèverait au moins à deux mille personnes. Selon la chaîne de télévision NBC, «des informations en ce sens auraient été recueillies par les satellites espions-américains ». Il est vraisemblable que l'on ne saura jamais la vérité. L'agence Tass et la télévision soviétique sont bien avares de détails. Une seule chose paraît sûre aux experts occidentaux : le cœur du réacteur a au moins partiellement fondu et le graphite qui l'entoure a pris feu. Leurs conclusions s'appuient sur le fait que des éléments



radioactifs (notamment de l'iode et du césium) ont été détectés dans l'atmosphère, en Allemagne de l'Ouest. Cette fusion du réacteur explique sans doute qu'une zone de sécurité de 30 kilomètres autour de Tchernobyl a été aménagée. Quelque vingt-cinq mille personnes, dont une douzaine de ressortissants français, auraient été évacuées de Kiev. Mercredi 30 avril au matin, le feu qui s'était déclaré dans le réacteur n'était, semble-t-il, toujours pas circonscrit. Les Soviétiques se sont d'ailleurs adressés aux Suédois et aux Allemands de l'Ouest pour les aider à éteindre l'incendie. De leur côté, les Américains, les Britanniques et les Français ont proposé leurs services à Moscou. Dans un message aux autorités soviétiques, M. Jacques Chirac a indiqué que la France était prête à apporter une assistance «technique» pour maîtriser l'incendie. Les vents du sud-est qui soufflaient au début de la semaine sur l'Ukraine et entraînaient les particules radioactives vers l'Europe du Nord ont tourné depuis, et le nuage radioactif s'est déplacé au-dessus du nord-est de la Pologne. Des taux de radioactivité vingt fois supérieurs à la normale auraient été enregistrés dans ce pays, où il a été recommandé aux populations de ne pas boire de lait. Au Danemark, les autorités s'emploient à rassurer la population, nous signale notre correspondante, Camille Olsen. Le gouvernement s'apprêterait à protester énergiquement contre le silence observé par les responsables soviétiques, comme l'a déjà fait la Suède. Le silence de Moscou est critiqué de divers côtés. Le directeur exécutif du programme de l'ONU pour l'environnement a demandé à l'URSS de donner toutes les informations disponibles sur l'accident. De son côté, Washington a appelé Moscou à honorer {ses} obligations internationales ». Le commissaire à l'environnement de la CEE critique pour sa part l'irresponsabilité des Soviétiques, qu'il accuse d'avoir «enfreint leurs devoirs vis-à-vis du droit international» en ne faisant pas immédiatement état de l'accident de Tchernobyl. Les experts s'accordent pour dire que la France n'a aucun risque d'être contaminée par des matières radioactives en provenance de l'Ukraine, et aucune trace suspecte de radioactivité n'a d'ailleurs été relevée en Alsace ni ailleurs. La Bourse de New-York n'a pas tardé à réagir à l'événement. Elle a enregistré, mardi, une chute des actions de plusieurs compagnies d'électricité et de sociétés industrielles du nucléaire.

4 mai 1986..... La catastrophe de la centrale de Tchernobyl : Les

Soviétiques admettent qu'il s'agit du «plus grave accident nucléaire de l'histoire». Les Soviétiques commencent à reconnaître la gravité de l'accident survenu le 25 avril, à la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine. M. Andronik Petrossians, responsable de l'énergie atomique en URSS, a ainsi admis devant des diplomates occidentaux, le vendredi 2 mai, qu'il s'agissait là du plus grave accident du nucléaire civil de l'histoire et que celui-ci risquait de porter un «coup dur à l'exploitation de l'énergie nucléaire civile. Non seulement en URSS mais aussi dans le monde ». M. Petrossians a admis qu'il y avait bien eu fusion du cœur du réacteur et qu'une zone de protection de 30 kilomètres avait été aménagée autour de la centrale. Mais il s'est félicité que les experts soviétiques aient pu, seuls, venir à bout de l'incendie et a demandé à ses interlocuteurs de rassurer les ressortissants étrangers en URSS. De son côté, M. Boris Eltsine, le chef du Parti communiste de Moscou, a déclaré 'Vendredi à la télévision ouest-allemande que, si la radioactivité avait diminué au-dessus de la centrale, elle s'élevait toujours à 200 rads. D'après lui, les réserves d'eau de Tchernobyl sont contaminées mais pas les rivières. Quant au bilan provisoire de la catastrophe, tel qu'il a été publié par Moscou - deux morts, cent quatre-vingt-dix-sept blessés dont dix-huit dans un état grave - il semble plausible aux

spécialistes français du Commissariat à l'énergie atomique et d'Electricité de France. Si les Soviétiques se montrent un peu plus bavards devant les médias et les diplomates occidentaux qu'ils ne l'étaient au début de la semaine, la télévision soviétique donne toujours aussi peu de détails sur l'accident. Vendredi 2 mai au soir, elle est même passée à la contre-attaque en dénonçant la «campagne de calomnies lancée par les médias occidentaux à propos de Tchernobyl ». Tous les réacteurs du type de celui de Tchernobyl auraient été arrêtés en URSS, si l'on en croit des sources diplomatiques à Moscou citées, vendredi, par le Financial Times. Dans un article de Littérature ukrainienne, journal des écrivains paraissant à Kiev, cité par le Los Angeles Times, une responsable de la centrale de Tchernobyl se plaignait, le 27 mars dernier, des défauts constatés dans la construction des réacteurs et de la désorganisation du travail. Nombre de questions demeurent, notamment celles concernant l'incendie des réacteurs. Un rapport adressé samedi à M. Ronald Reagan, par le vice-président américain, M. Bush, indique, en effet, que la centrale de Tchernobyl est toujours en train de brûler. M. Reagan, dans son allocution hebdomadaire à la radio enregistrée depuis Tokyo, devait appeler, samedi, l'Union soviétique à rendre compte «pleinement» des circonstances de l'accident, et dénoncer «le refus entêté» de Moscou d'informer le monde à la suite de l'accident. «Un accident nucléaire qui entraîne la contamination d'un certain nombre de pays par des matières radioactives, n'est



La seule photo de la catastrophe de Tchernobyl diffusée par Moscou. A droite de la centrale, on peut voir un bâtiment en béton éventré, dans lequel on distingue un enchevêtrement de poutrelles métalliques. La grande cheminée centrale paraît intacte.



pas simplement un problème intérieur», devait souligner le président américain. D'autre part, un responsable de la Maison Blanche a déclaré «possible» que le sommet de Tokyo débouche sur une déclaration des Sept appelant l'Union soviétique à faire preuve de plus de coopération pour faire face à la catastrophe.

5 mai 1986..... Alors que, dans de nombreux pays européens, des rumeurs alarmistes circulent sur le taux anormalement élevé de la radioactivité et que des mesures préventives sont prises, en particulier en RFA et en Italie, les chefs d'État et de gouvernement des sept pays industrialisés, réunis au sommet de Tokyo, abordent le problème de la sécurité nucléaire. Communication de ce sommet : «Nous demandons une information complète sur l'accident de Tchernobyl». 1) Nous chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés et les représentants de la Communauté européenne. avons discuté des implications de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Nous exprimons notre profonde sympathie à ceux qui ont été touchés. Nous demeurons prêts à apporter une aide, en particulier médicale et technique. lorsque la demande en sera faite et dans la forme demandée. 2) L'énergie nucléaire est et continuera à être, si elle est convenablement gérée, une source d'énergie de plus en plus largement utilisée. Chaque pays a la responsabilité aux yeux du monde du maintien de la sûreté et de la sécurité. Chaque pays engagé dans un programme de production d'énergie nucléaire assume la pleine responsabilité de la sécurité de la conception, de la construction, du fonctionnement et de l'entretien de ses installations. Nos pays appliquent des normes exigeantes. Chaque pays est en outre responsable de la transmission rapide d'une information détaillée et complète sur les alertes et les accidents nucléaires, en particulier ceux qui sont susceptibles d'avoir des conséquences par-delà les frontières. Chacun de nos pays accepte ces responsabilités et nous demandons instamment au gouvernement de l'Union soviétique, qui ne l'a pas fait dans le cas de Tchernobyl, de fournir d'urgence une telle information, comme nos pays et d'autres l'ont demandé. 3) Nous notons avec satisfaction le désir de l'Union soviétique d'ouvrir des discussions cette semaine avec le directeur général de l'AIEA. Nous espérons que ces discussions amèneront l'URSS à participer à l'analyse consécutive à l'accident qui est souhaitée. 4) Nous approuvons et nous encourageons le travail de l'AIEA en vue d'améliorer la coopération internationale en ce qui concerne la sécurité des installations nucléaires, le traitement d'accidents nucléaires et de leurs conséquences et l'organisation d'une assistance mutuelle d'urgence. A partir des directives appropriées de l'AIEA, nous invitons instamment à l'établissement, à brève échéance, d'une convention internationale obligeant les parties à rendre compte et à échanger des informations en cas d'alerte ou d'accident nucléaire. Cela devrait être fait dans les plus brefs délais. »

7 mai 1986..... Dix jours après l'accident nucléaire, on estime que la centrale ukrainienne de Tchernobyl a projeté près de 12 milliards de milliards de Becquerels dans l'environnement (12x10 puissance 18 Bq), soit 30 000 fois l'ensemble des rejets radioactifs atmosphériques des installations nucléaires dans le monde en un an.

8 mai 1986..... L'Ukraine après l'accident de la centrale nucléaire : Ombres et doutes sur Tchernobyl. Les autorités de Kiev ont invité la population à sortir le moins possible, à fermer soigneusement les fenêtres et à laver les planchers à grande eau pour en éliminer les poussières radioactives, selon le témoignage d'un étudiant étranger resté dans la capitale ukrainienne qui a pu joindre par téléphone son ambassade à Moscou, mardi 6 mai, en début d'après-midi. Les consignes de sécurité diffusées à Kiev comportent également l'interdiction de boire l'eau municipale. Les écoles pourraient être fermées et les enfants d'âge scolaire évacués de Kiev, indique d'autre part cet étudiant. En attendant leur départ les enfants devraient rester à l'intérieur des maisons ou des appartements. Des distributions d'iode destiné à prévenir l'absorption par l'organisme d'éléments radioactifs ont commencé. Les étudiants, aussi bien soviétiques qu'étrangers, se sont vu conseiller par leurs professeurs de quitter également la ville. Kiev offrait mardi 6 mai, selon ce témoignage, l'aspect d'une ville morte, les habitants ayant appliqué les consignes et restant confinés chez eux. Un certain nombre d'écoliers et de lycéens auraient déjà été évacués. Un autre étudiant fait état d'une grande inquiétude dans la population, et de troubles isolés dus à quelques individus pris de panique. Deux envoyés spéciaux de Tass affirment mardi avoir constaté une tout autre atmosphère à Kiev. La capitale de l'Ukraine est pleine d'activité. L'artère centrale est remplie de monde. Les théâtres et les salles de concert sont comblés le soir comme toujours, écrivent-ils. Plusieurs hauts responsables ont également présenté un tableau léniifiant de la situation mardi après-midi à Moscou, au cours de la première conférence de presse organisée depuis l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, située à 130 kilomètres au nord de Kiev. Une brochette d'officiels avaient pris place pour l'occasion à la tribune du centre de presse du ministère des affaires étrangères pour répondre aux questions des journalistes, soviétiques et étrangers. Jamais peut-être le contraste n'a été si manifeste entre la conception soviétique et la conception occidentale de l'information. Les hauts responsables interrogés affirmaient inlassablement que l'URSS avait fourni à ses propres citoyens et au reste du monde toute l'information nécessaire et en temps utile. Les journalistes occidentaux présents dans la salle n'étaient pas convaincus mais n'avaient guère la possibilité de pousser bien loin leurs investigations, leurs questions étant regroupées et édulcorées par le meneur de jeu. Les journalistes soviétiques occupaient le terrain en demandant aux orateurs, ravis, de rappeler les divers accidents survenus dans les centrales nucléaires à l'étranger... Les hauts responsables assis à la tribune ne comprenaient pas qu'on puisse mettre en doute les capacités de l'Etat soviétique, de ses savants et de ses fonctionnaires, à faire face à un événement de ce genre. Ils estimaient qu'ils en avaient assez dit et qu'il suffisait, en somme, de leur faire confiance. «Un des traits essentiels du système politique soviétique est le sens des responsabilités en ce qui concerne la vie et la santé aussi bien des Soviétiques que des étrangers se trouvant dans notre pays », déclarait ainsi M. Anatoli Kovaliev, premier



vice-ministre des affaires étrangères. En dépit de cette rhétorique envahissante, un certain nombre d'informations ont été apportées au cours de cette conférence de presse. M. Evgueni Vorobiev, premier vice-ministre de la santé, a réitéré les déclarations officielles de ces derniers jours selon lesquelles il n'y aurait eu que deux morts. Il a précisé que le premier avait été brûlé à 80% et le second tué par des chutes d'objets ». Leur décès est survenu dans les vingt-quatre heures qui ont suivi l'accident », Cent personnes ont été, selon lui, contaminées après avoir respiré de l'iode radioactif et envoyées à Moscou pour y être soignées. Au total, 204 personnes ont été hospitalisées (le précédent bilan était de 197), dont 18 dans un état grave (chiffre inchangé). M. Boris Chtcherbina, vice-président du conseil des ministres et président de la commission d'enquête, a révélé pour sa part que les premiers responsables sur place avaient, au début, sous-estimé la situation ». Ses propos n'ont pas été repris par Tass. M. Chtcherbina a affirmé que l'accident avait eu lieu samedi 26 avril à 1h 23 du matin (vendredi à 23h 23, heure de Paris). Il n'a pas insisté sur l'erreur d'appréciation commise par les premiers arrivants, mais celle-ci explique vraisemblablement que l'évacuation des populations environnantes n'ait commencé que le lendemain 27 avril, à 14 heures. Elle s'est achevée, selon M. Chtcherbina à 16h 20. «Les autobus se sont arrêtés devant chaque maison, chaque escalier d'immeuble », a-t-il affirmé. La petite ville de Pripyat, la plus proche de la centrale, peuplée de 25 000 habitants, a alors été entièrement désertée. Le président de la Commission gouvernementale d'enquête a indiqué que 150 personnes travaillaient actuellement sur le site même de la centrale pour rétablir la situation et que 4000 tonnes de sable avaient déjà été déversées sur le réacteur accidenté. Ses propos laissaient à penser que l'émission de substances radioactives se poursuivait et que, sous le sable, le cœur du réacteur continuait à brûler. M. Chtcherbina estime qu'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions et que la cause même du désastre n'est pas établie. «Il nous faut du temps, mais l'explication la plus plausible est qu'il y a eu explosion chimique dans le réacteur », a-t-il affirmé. Les taux de radiation en Ukraine, en Biélorussie et en Moldavie n'ont pas dépassé, selon lui, les normes établies par l'Agence internationale de Vienne. Un taux élevé a été enregistré sur le territoire attenant au lieu de l'accident, mais à l'heure actuelle il n'excède pas 10 à 15 milli-rems par heure », a-t-il déclaré. La radioactivité naturelle à laquelle est exposé un être humain est de l'ordre de 200 milli-rems par an. La dose admissible, en deçà de laquelle on peut assurer l'innocuité est de 500 milli-rems par an. Certains chiffres fournis lors de cette conférence de presse ont été aussitôt mis en doute par les experts occidentaux présents dans la salle. Il en est ainsi de l'affirmation selon laquelle la radioactivité à Kiev serait actuellement de 0,2 milli-rem par heure, et nulle à Minsk, capitale de la Biélorussie. Un porte-parole de la commission pour l'énergie nucléaire a en effet indiqué que celle-ci n'avait été informée par téléphone que dans la soirée du 29 avril. La notification écrite ne lui est parvenue que le 30 avril, quatre jours après l'événement. Des contradictions sont d'autre part apparues entre les versions successives des autorités. RadioMoscou avait dénoncé le 30 avril les «rumeurs répandues en Occident sur un prétendu incendie» à la centrale de Tchernobyl. La Pravda du 6 mai rendait hommage au courage des pompiers qui avaient combattu des flammes «hautes de 30 mètres »...

10 mai 1986..... Nouveau mystère autour du réacteur de Tchernobyl : Le cœur s'enfonçait-il ? De. experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, qui ont visité la centrale nucléaire de Tchernobyl, ont déclaré que la température du réacteur accidenté y restait élevée, mais que le feu du cœur de graphite était éteint. Une autre déclaration de l'AEIA faite hier dans une conférence de presse à Moscou indique par ailleurs que l'objectif est maintenant d'enchaîner l'ensemble du réacteur dans du béton, tant au-dessus qu'en-dessous. De plus, les récentes déclarations d'un des «cerveaux» soviétiques en matière atomique, précisant que des travaux sont effectués sous le réacteur, donnent à penser que le cœur en fusion du réacteur a pu percer la dalle de béton supportant initialement l'édifice et pénétrer dans le sol. Dans ce cas, les Soviétiques se trouveraient en pleine situation de «syndrome chinois », ce film sorti aux Etats-Unis quelques jours avant l'accident de Three Mile Island. Un film d'ailleurs qui avait été diffusé sur les écrans soviétiques pour bien montrer les dangers encourus «de l'autre côté de l'Atlantique » et la crise de conscience des responsables américains hésitant entre l'information complète et permanente de l'opinion publique, et la censure la plus absolue à propos de l'accident nucléaire... En ce qui concerne les taux de radioactivité dans les environs de la centrale de Tchernobyl, c'est toujours l'inconnu. De même que pour le bilan réel des victimes. Il semblerait que les chiffres officiels soient pour l'heure de trois morts et 204 blessés, dont 18 graves, même s'ils apparaissent comme relativement peu élevés. Reste la contamination radioactive qui pourrait, à terme, alourdir ce bilan curieusement «léger » quand on sait que l'explosion est survenue brutalement le vendredi 26 avril - ce sont les Soviétiques qui l'ont dit - et que les mesures d'évacuation ont traîné en longueur. Hier, les Soviétiques reconnaissent avoir «déplacé » 84 000 personnes dans la région de Tchernobyl. Et rien ne semble totalement réglé. Ainsi, les vacances scolaires ont été avancées à Kiev «à cause de la catastrophe de Tchernobyl », a reconnu le ministre ukrainien de la Santé. Initialement prévues le 15 mai, ces vacances ont débuté avec une semaine d'avance et les enfants de 6 à 13 ans ont été «envoyés en colonies ». Malgré tout, les responsables locaux continuent le refrain du «ne vous inquiétez pas. Tout va bien ». «La situation s'est remarquablement améliorée, a poursuivi le même ministre ukrainien de la Santé. Maintenant la radiation se situe dans la limite des normes recommandées par les organisations nationales et internationales, et ne constitue pas de danger pour la santé de la population, y compris des enfants ». Alors, pourquoi ces vacances scolaires avancées ?

11 mai 1986..... Une déclaration de l'agence atomique de Vienne : «Les incendies ont été éteints à Tchernobyl».



Voici la déclaration faite par l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), dont le siège est à Vienne ; lors d'une conférence de presse donnée à Moscou, vendredi 9 mai : * Une description complète et autorisée de l'accident, de ses raisons et de ses conséquences ne peut émaner que des autorités soviétiques après les analyses nécessaires. * Nous avons toutefois préparé la brève description suivante sur la foi de ce que nous avons appris au cours d'un certain nombre d'entretiens avec des ministres, des fonctionnaires compétents et des experts et dans une certaine mesure, de nos propres observations visuelles au cours d'un survol en hélicoptère des abords de la centrale nucléaire de Tchernobyl. * Le 26 avril, à 1h 23 (heure locale), des explosions se sont produites dans la quatrième unité de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Le réacteur [...] opérait à 7% de sa puissance. [...] Il n'existe jusqu'ici que des hypothèses sur les causes spécifiques de l'accident. * Les explosions ont entraîné un incendie. Le bâtiment abritant le réacteur, l'équipement qui s'y trouvait, le réacteur lui-même ainsi que le cœur du réacteur ont été profondément endommagés, entraînant des fuites radioactives se répandant au-delà de la zone de la centrale nucléaire. * La réaction en chaîne s'est automatiquement arrêtée au moment de l'accident. Cela est confirmé par le fait que l'examen médical des personnes affectées ne montre aucun signe d'une irradiation à une dose élevée de neutrons. * Une part importante des fuites radioactives est composée d'émissions de radionucléides à effet de brève durée de vie. Les mesures effectuées montrent que jusqu'à 50% des émissions se sont produites sous la forme d'iode 131. * Des équipes de lutte contre l'incendie ont été rapidement dépêchées sur le site. Le travail a été rendu compliqué par le fait que ni l'eau ni les produits chimiques ne pouvaient être utilisés. Les pompiers et certains des membres du personnel de la centrale nucléaire figurent parmi les personnes irradiées. * La plupart des habitants des zones adjacentes se trouvaient dans leur intérieur au moment de l'accident, réduisant ainsi leur exposition aux radiations. * En début de matinée du 26 avril, les équipements de contrôle enregistrèrent une augmentation de la radioactivité et la signalèrent. L'évacuation commença le 27 avril, les femmes et les enfants d'abord. Jusqu'à 48 000 personnes furent évacuées de Tchernobyl et des autres lieux, dans un rayon de 30 km. * Par mesure préventive, des comprimés d'iode de potassium ont été très largement distribués, tant à l'intérieur de la zone de 30 kilomètres de rayon qu'à l'extérieur. * 203 personnes, parmi lesquelles des membres du personnel de la centrale nucléaire et des pompiers, ont été irradiées du premier au quatrième degré, 18 d'entre elles ayant été atteintes au quatrième degré. Les 203 personnes ont toutes été hospitalisées à Moscou [...] Dans certains cas, des transplantations de moëlle osseuse ont été réalisées. * Les fuites radioactives de l'unité endommagée ont été réduites de façon significative en établissant un bouclier à l'aide de matériaux absorbant les neutrons - sable, bore, argile, dolomie et étain - lâchés par hélicoptères au-dessus du réacteur, entraînant une diminution des niveaux de radioactivité dans la zone de 30 kilomètres de rayon [...]. * Certaines sections du graphite du réacteur endommagé ont été incendiées. Ces incendies ont été éteints, mais les températures demeurent élevées. La récriticalité n'est pas considérée comme un problème. Le but recherché est d'enfermer l'ensemble de la quatrième unité dans du béton, et le travail a déjà débuté en vue de placer des fondations en béton sous le réacteur. * Bien qu'aucune donnée systématique sur les niveaux de radiation n'ait été communiquée, certaines indications ont été fournies. * Le niveau maximal de radiation à l'intérieur de la zone de 30 kilomètres de rayon a été de 1015 millirems /heure. Dès le 5 mai, il avait baissé à environ 2-3 millirems/heure. Le 8 mai, il était tombé à un maximum de 0,15 à la périphérie de la zone. Le niveau de radioactivité du réservoir d'eau de Kiev est toujours demeuré dans les limites normales. »

11 mai 1986..... L'inquiétude de Kiev après l'accident de Tchernobyl : 250 000 enfants vont être évacués de la capitale de l'Ukraine. Les Douze devaient décider, ce samedi 10 mai, la fermeture de leurs frontières aux produits alimentaires en provenance des pays de l'Est. La France avait pris unilatéralement, la veille, une mesure similaire. Des journalistes occidentaux ont pu se rendre à Kiev. Le premier - et bref séjour, puisque limité à vingt-quatre heures - d'un groupe restreint de journalistes occidentaux dans la capitale ukrainienne a permis d'entrevoir la confusion des esprits derrière la façade d'une ville célébrant dans le calme le quarante et unième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie. La troisième étape de la Course cycliste de la paix est suivie avec intérêt dans les rues de la ville alors qu'à la télévision les autorités locales appellent une nouvelle fois la population à ne pas prendre d'iode ou d'autres médicaments, le taux de radioactivité se maintenant à un «niveau raisonnable ». Sous le soleil, des dizaines de barques forment un ballet nautique sur un bras du Dniepr, au moment même où le ministre de la santé d'Ukraine demande aux parents de ne pas laisser leurs enfants jouer à l'extérieur plus de deux heures par jour. La nouvelle d'une explosion et d'un incendie à Tchernobyl a circulé bien avant qu'elle ne soit annoncée officiellement, «mais beaucoup n'y ont pas cru », rapporte une interprète. Le jour suivant l'explosion dans la centrale, on célébrait encore des mariages dans la ville de Pripiat, aux portes mêmes de la centrale, où la vie continuait dans l'ignorance des conséquences de l'accident sur l'environnement. A Kiev, ce n'est que dans les jours qui ont suivi, quand le vent a rabattu début mai sur la capitale ukrainienne la pollution radioactive de Tchernobyl, que des signes d'affolement ont été perceptibles. Des cas d'empoisonnement sont ainsi traités dans les hôpitaux de la ville, suite à l'absorption incontrôlée de médicaments. Puis une sérénité apparente est revenue avec la multiplication des informations et des conseils donnés quotidiennement à la télévision locale. Désormais, l'inquiétude qui affleure dans chaque conversation est la peur du lendemain. Chaque heure, l'eau et l'air sont analysés. Que va-t-il se passer dans les jours, les semaines, les mois qui viennent ? Les autorités locales avouent ne pas le savoir - comme tout un chacun - face à une situation inédite : le plus grave accident de l'ère des centrales électronucléaires. La même impression prévaut



après une rencontre avec des «réfugiés» de la région de Tchernobyl dans un village où ils ont été hébergés à moins de 100 kilomètres du réacteur endommagé. Ces personnes sont visiblement encore choquées. Elles ne réalisent véritablement ni la nature ni l'ampleur de ce danger diffus qui les menace. Pourquoi les a-t-on fait partir alors qu'aucune destruction n'est visible, que tout est intact ? Elles ont pu partir avec leurs chats et leurs chiens, leurs papiers d'identité et quelques objets de famille. Leurs craintes se sont cristallisées sur la durée de l'éloignement de leurs maisons et villages. Elles commencent seulement à comprendre qu'il pourrait s'agir de plusieurs mois, si elles peuvent finalement y retourner vivre. Les contrôles de santé - prises de sang et mesure du taux de radioactivité sur les cheveux et vêtements - sont permanents. Même à Kiev, 20 000 personnes ont déjà été auscultées. Les rues et les trottoirs de la capitale de l'Ukraine et toutes les routes des alentours sont arrosés deux ou trois fois par jour. L'ennemi, c'est la poussière avec les particules radioactives. La ville, où les groupes de touristes se font de moins en moins nombreux, se vide aussi de ses enfants, 250 000 d'entre eux - ceux de sept à quatorze ans vont partir en colonie de vacances. Les parents avec de jeunes enfants partent en grand nombre grâce à des trains et des avions supplémentaires. Le bureau de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot était encore, vendredi après-midi, littéralement assiégé par une foule en quête de billets. Dans l'avion qui a ramené les journalistes à Moscou dans la nuit, il n'y avait que cinq hommes pour quatre-vingts places. Tous les autres sièges étaient occupés par des enfants (trente et un) accompagnés de leur mère où de leur «babouchka».

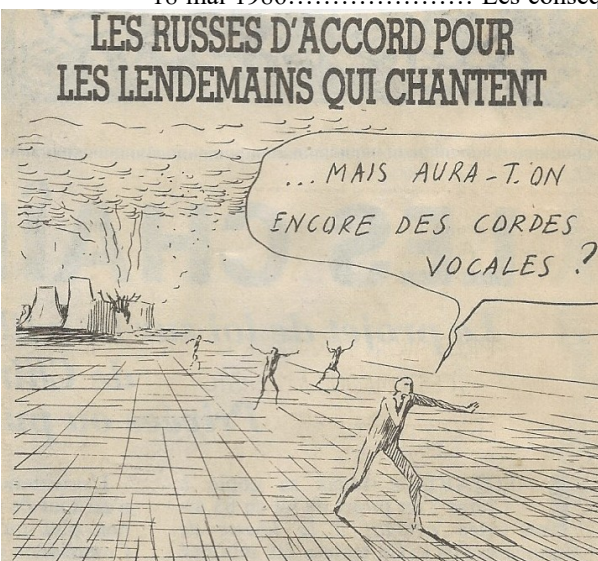
14 mai 1986..... Avec six morts, moins de fuites radioactives et cent ans de refroidissement, Tchernobyl à «cœur» ouvert : Plus de quinze jours après la catastrophe, les Soviétiques ont appris dans la Pravda d'hier que le cœur chauffé à blanc du réacteur numéro quatre de leur centrale nucléaire de Tchernobyl a failli s'enfoncer dans le sol, et qu'il s'agit maintenant de l'enrober dans une masse de béton où il mettra plusieurs siècles à refroidir. De son côté le président de la Commission gouvernementale d'enquête sur l'accident du 26 avril, M. Boris Chitchebina, a fait hier un exposé aux diplomates étrangers sur les opérations de décontamination. Les Soviétiques ont fourni des indications quelque peu contradictoires, affirmant d'abord qu'il n'y avait «plus aucune émission de radioactivité en date de mardi matin, puis nuanciant par la suite : les émissions ont «pratiquement cessé», et que deux stations de surveillance seulement sur sept enregistraient une radioactivité supérieure à la normale. Ces deux stations, dont une est en Moldavie, sont au sud-ouest de la centrale, soit sous le vent, compte tenu de la situation météo d'hier. Le doute a été levé sur le bilan des morts : un communiqué officiel avait annoncé lundi 12 au soir que six personnes étaient mortes de brûlures et d'irradiation et l'on ne savait si elles venaient s'ajouter aux premières victimes. M. Ivan Yemelyanov, directeur adjoint de l'organisme qui a conçu la centrale, a rectifié : le bilan total des morts était bien de six, depuis la catastrophe. 35 blessés sont dans un état grave. C'est par des «confidences» à la «Pravda» de M. Yevgeny Velikhov, l'un des responsables de la décontamination, que le public soviétique a pu en savoir un peu plus sur ce qui s'est passé et sur le danger plus grand encore auquel il a échappé. M. Velikhov a dit qu'il faudra encore des mois pour enrober complètement le réacteur et museler ainsi son cœur. Du béton sera également injecté dans le circuit de refroidissement du réacteur et dans d'autres parties du système. Une fois muselé, le réacteur devra rester enfoui dans le béton pendant «plusieurs centaines d'années», le temps que le cœur radioactif se décompose en substances inoffensives, a-t-il expliqué. M. Yemelyanov a confirmé que les réacteurs n'ont pas d'enveloppe de protection pour empêcher les fuites en cas d'incident comme dans les centrales occidentales. Le réacteur avait bien des «blocs hermétiques» de sécurité pour leur partie inférieure, mais pas de «capuchon» pour la partie supérieure.

16 mai 1986..... M. Gorbatchev et Tchernobyl : M. Gorbatchev a donc parlé et c'est en soi un événement. Depuis l'appel dramatique lancé par Staline à sa population après l'agression allemande de 1941, jamais dirigeant soviétique n'avait voulu - ou dû - parler à chaud et eu public d'une catastrophe nationale. Sans mettre sur le même plan les deux drames, notons simplement que dans les deux cas le numéro un s'est fait attendre une bonne dizaine de jours. Et, cette fois, M. Gorbatchev est non seulement le premier mais le seul membre de la direction collégiale qui se soit prononcé : deux de ses collègues du Politburo MM Ligatchev et Ryjkov s'étaient rendus à Tchernobyl, mais ils n'allaient pas pris la parole en public. Plusieurs points de l'allocution du secrétaire général retiennent l'attention. On peut trouver rassurant, comme on l'a fait à Washington, le fait que, selon lui, «le pire est passé». Mais l'on peut aussi s'inquiéter d'apprendre que l'accident «ne peut être considéré comme clos» et qu'il faudra «encore beaucoup de temps» pour empêcher les infiltrations souterraines et décontaminer les abords de la centrale accidentée. On est frappé également par le ton catégorique voire offensif, avec lequel M. Gorbatchev justifie la conduite de toutes les autorités soviétiques dans cette affaire, y compris en matière d'information, au risque d'aller contre l'évidence et de se livrer à une comparaison plus que douteuse avec l'attitude américaine dans l'accident de Three Mile Island. Il est vrai que la presse soviétique a rattrapé honorablement le temps perdu en donnant depuis le 6 mai un volume d'information sans précédent en URSS sur une affaire elle-même sans précédent. Mais le secrétaire général du parti a voulu tout assumer et tout «couvrir» y compris les flottements du début. Plus positives sont les conséquences à long terme tirées par le secrétaire général sur le plan international. Son appel à une coopération renforcée pour la prévention et la maîtrise des accidents nucléaires a été bien accueilli à Washington et il est probable que la conférence d'experts proposée dans le cadre de l'Agence atomique de Vienne (AIEA) sera réunie dans les prochains mois. L'AIEA apparaît en tout cas, d'ores et déjà, comme la grande bénéficiaire, si l'on peut dire, de la catastrophe. Les propos modérés tenus par son directeur lors de son récent séjour en URSS ont visiblement rassuré le dirigeant



soviétique, qui a demandé une plus large dotation de l'agence en crédits et en autorité.

18 mai 1986..... Les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl : 100 000 personnes surveillées pour le reste de



leur vie. Trois semaines après la catastrophe de Tchernobyl, les autorités sanitaires de différents pays continuent de prendre un certain nombre de mesures. Ayant de quitter Moscou, le docteur Robert Gale, spécialiste américain des greffes de moelle osseuse, a déclaré, le 16 mai, au cours d'une interview accordée aux principales chaînes de télévision américaines que plus de 100 000 personnes devront subir des examens réguliers pour le reste de leur vie. Le bilan de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl s'élève désormais à treize morts, et d'autres décès sont encore à craindre parmi la vingtaine de survivants du groupe le plus irradié, a déclaré, le vendredi 16 mai, le docteur Robert Gale. Le spécialiste californien des transplantations de moelle osseuse a fait cette confidence avant de prendre l'avion pour Los Angeles en compagnie de M. Armand Hammer, le milliardaire américain qui a financé son voyage. Il devrait revenir dans quelques jours à Moscou pour effectuer de nouvelles greffes. mais «le pire est passé », a-t-il dit. M. Gorbatchev avait déclaré, mercredi à la télévision, que neuf personnes avaient péri, parmi lesquelles les deux surveillants des tableaux de contrôle, tués au moment même de l'explosion, le 26 avril. Parmi les décès les plus récents figurent cinq pompiers qui ont combattu l'incendie pendant plusieurs heures,

immédiatement après l'accident, et ont été exposées à des doses mortelles de radiations. Les médias soviétiques avaient les premiers jours présenté cet incendie comme une «invention occidentale ». Trois quotidiens soviétiques ont décrit vendredi l'héroïsme des pompiers. L'un d'eux. Viktor Kibenok, âgé de vingt-trois ans, est mort quinze jours après l'accident. «Le feu, comme ils l'ignoraient encore, n'était pas leur plus grand ennemi. Celui-ci était ailleurs, invisible à l'œil, perfide : le rayonnement radioactif», écrit ainsi Komsomolskaya Pravda, reconnaissant ainsi implicitement que les pompiers n'avaient pas été mis au courant des risques de radiation. La tâche des pompiers était particulièrement dangereuse puisqu'ils se tenaient au-dessus du réacteur en feu à 70 mètres au-dessus du sol. L'incendie s'était propagé du réacteur n°4, celui qui a explosé, au toit du réacteur n°3 dans le même bâtiment. Leur intervention a sans doute permis d'éviter une seconde catastrophe. Cet incendie sur le toit du troisième réacteur, jamais signalé jusqu'ici, explique sans doute les déclarations officielles américaines fondées sur une photo satellite, selon lesquelles le troisième réacteur risquait lui aussi de fondre. Rien n'a été révélé jusqu'ici sur le sort des pilotes d'hélicoptères qui ont survolé à d'innombrables reprises le site contaminé pour déverser des sacs de sable, de bore et de grenaille de plomb. Le quotidien de l'armée, l'Etoile rouge, se contente de faire l'éloge de leur courage. Ces pilotes, presque tous des «anciens » d'Afghanistan, étaient vêtus de combinaisons spéciales et de masques à gaz. Après avoir hésité, les médias soviétiques ont donc finalement décidé d'exploiter l'événement à des fins d'édification. Le jeune pompier Viktor Kibenok, auquel sa femme venait d'annoncer qu'elle attendait un enfant et dont l'oncle avait lui-même été pompier pendant trente-trois ans, fait incontestablement figure de «héros ». Tass a publié, vendredi, un reportage sur les marchés de Kiev d'où il ressort, malgré un souci de rassurer, que les restrictions sur les produits alimentaires sont relativement sévères. «La vente de lait, de fromage blanc, de crème fraîche est momentanément interdite, de même que celle des bouquets garnis, ciboulette, salade, épinards et, en général, tous légumes dont on consomme les feuilles », écrit Tass. Les autres légumes ainsi que les fruits sont lavés à grande eau avant d'être vendus. Des contrôles radioactifs sont opérés. «Les arrivages ne discontinuent pas sur les vingt-deux marchés de Kiev, car les travaux agricoles ne sont suspendus qu'à l'intérieur de la zone de 30 kilomètres autour de la centrale», poursuit l'agence soviétique. Tass affirme que la décision prise en Europe occidentale d'interdire l'importation de produits alimentaires venus de l'Est est seulement due à des «prétextes inventés de toute pièce ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Vladimir Lomeiko, a indiqué, vendredi, pour sa part, que l'URSS n'était pas responsable des mesures non motivées prises à l'étranger, telle la destruction des denrées agricoles. Moscou ne remboursera donc pas les agriculteurs lésés en Europe occidentale. On s'en doutait. Cela est désormais dit sans aucune ambiguïté.

20 mai 1986..... Malgré Tchernobyl, Moscou poursuivra exactement son programme nucléaire. L'accident de Tchernobyl n'a pas fini de faire parler de lui: de «50 000 à 100 000 personnes pourraient être affectées à long terme par les radiations émises après l'accident », selon le Dr Robert Gale, spécialiste américain des greffes de moelle osseuse. Mais le gouvernement soviétique, de son côté, n'a pas l'intention de modifier son programme nucléaire. «Nous savons qu'il y a des dommages «physiques irréversibles {...} Il y aura malheureusement des décès supplémentaires» a déclaré le médecin américain, dépêché à Moscou pour venir en aide aux victimes. Sur 300 personnes considérées comme «substantiellement irradiées », 35 le sont fortement, a-t-il ajouté. Onze personnes (en plus des deux techniciens tués par l'explosion au moment de l'accident) sont mortes à l'hôpital des suites des radiations. «Nous pensons que nous pouvons sauver un nombre important des 35, et peut-être les 265 autres », a-t-il



dit. Quant au gouvernement soviétique, sa position ne variera pas d'un iota, a expliqué en substance hier Ivan Iemelianov, directeur adjoint de l'institut d'état de recherche sur le nucléaire : le programme de construction de réacteurs nucléaires ne sera pas modifié en raison de l'accident de Tchernobyl, et ces réacteurs resteront construits dans les zones habitées. Le réacteur accidenté, le numéro quatre, n'était pas équipé d'une enceinte de confinement des radiations, contrairement à la pratique occidentale. Mais M. Iemelianov a assuré que les Soviétiques étaient satisfaits des blocs hermétiques destinés à sceller les réacteurs. M. Iemelianov, dont l'Institut avait dessiné les plans de la centrale de Tchernobyl, a précisé lors d'une conférence de presse que la commission d'enquête sur l'accident était entrée en fonctions dès le premier jour de la catastrophe, le 26 avril. D'autres responsables soviétiques avaient pourtant souligné qu'il avait fallu attendre deux jours pour obtenir des informations sûres concernant l'accident. La Pravda fait d'ailleurs une longue confession à ce sujet hier, remarquant cependant que depuis, l'information a « bien circulé ». Par ailleurs, a déclaré M. Iemelianov, les émissions de radioactivité en provenance du réacteur numéro quatre ont cessé. Radio Moscou annonçait dans le même temps que le réacteur ne cause plus de danger, mais requiert encore une attention constante. Ce réacteur, les techniciens soviétiques tentent de le noyer sous une chape de béton. Ivan Iemelianov « ne sait pas » combien de temps doit durer l'opération. Mais, selon certains responsables, cela pourrait prendre des mois.

20 mai 1986..... L'accident de Tchernobyl : La «Pravda» critique l'insuffisance des informations fournies aux Soviétiques. Plus de trois semaines après l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, les Izvestia ont annoncé, dimanche 18 mai, qu'une onzième personne - un pompier - est décédée des suites de la catastrophe. Pour sa part, le spécialiste américain des greffes de la moelle osseuse, M. Robert Gale, de retour de Moscou, a indiqué que l'accident avait fait treize morts et quelques trois cents blessés. A Tchernobyl, la température du réacteur accidenté continue à baisser et n'excédait pas, samedi soir, 200 à 250 degrés Celsius, si l'on en croit le vice-premier ministre, M. Ivan Silaev. L'heure est maintenant à la décontamination des terres autour de la centrale, qui va demander « d'assez longs travaux de recherche scientifique ». En URSS encore, la Pravda a, pour la première fois dimanche, critiqué le manque d'informations fournies aux Soviétiques à la suite de l'accident de Tchernobyl. « L'information parfois tardive sur la situation réelle à la centrale accidentée » a eu pour effet de semer l'incertitude parmi les habitants de la région, écrit le quotidien. « Cela doit nous servir de leçon: il faut faire confiance aux gens », ajoute la Pravda. Vingt-deux jours après la catastrophe « l'inquiétude demeure (...) bien qu'il n'y ait pas eu de panique ». Un responsable des Komsomols (Jeunesse communiste) de la centrale de Tchernobyl a, d'autre part, été limogé pour n'avoir « pas été vu le jour de l'accident » et pour « ne pas avoir participé aux secours », indique la Komsomolskaïa Pravda. Les témoignages des pompiers : Les Izvestia ont publié dimanche un reportage à l'hôpital numéro 6 de Moscou, où sont soignés les grands malades irradiés évacués de la centrale de Tchernobyl. Il s'agit surtout de pompiers, dont cinq sont déjà décédés. Le quotidien du soir décrit les transfusions de sang, les transplantations de moelle osseuse, et insiste à la fois sur l'héroïsme tranquille des patients et la propreté de l'hôpital où ils sont traités. Un pompier biélorusse âgé de trente ans, Yvan Chavrei, raconte ainsi comment avec ses camarades il est monté à deux reprises, dans la nuit du 26 au 27 avril, sur le toit du réacteur numéro 4 en feu : Ils ne pouvaient y rester que quinze à vingt minutes chaque fois, épuisés. Ils n'en descendaient que pour s'allonger dans les ambulances. Un autre pompier, Andrei Polovinkine, fait également l'éloge de ses compagnons ainsi que de son chef, un lieutenant qui « savait parfaitement » qu'il serait lui aussi irradié, mais a tenu à monter quand même sur le toit. Les Izvestia écrivent que les sapeurs n'ignoraient rien des risques qu'ils couraient. On peut légitimement mettre en doute cette affirmation dans la mesure où les pompiers ont été dans les premières heures exposés à des doses mortelles de radiations et ont déversé de l'eau, ce qui a éteint l'incendie du toit mais a provoqué sans doute des dégâts plus importants dans le cœur du réacteur lui-même. Le graphite qui entoure l'uranium brûle en effet au contact de la vapeur... Les premières équipes de pompiers dépêchées sur place pensaient visiblement avoir affaire à un incendie ordinaire. Ce qui explique peut-être que les autorités locales aient tardé à avertir Moscou qu'une catastrophe majeure venait de se produire. La Pravda de ce lundi 19 mai décrit abondamment le nouveau matériel destiné à combattre les conséquences de la catastrophe. Il s'agit notamment d'un bulldozer télécommandé à chenilles pesant 19 tonnes, construit à Tcheliabinsk, dans l'Oural. Cet engin a été livré directement de Tcheliabinsk à Kiev par avion. D'autres appareils télécommandés du même genre devraient être livrés d'urgence. La Pravda évoque également les lettres envoyées de tout le pays à Tchernobyl et proposant l'assistance de simples citoyens. « Je suis physicien, j'ai trente ans, je suis en bonne santé et je pourrais être utile », écrit l'un d'eux. Un couple de Leningrad a envoyé plus de 1000 roubles pour venir en aide aux victimes, et un professeur de musique de Tbilissi (Géorgie) a proposé sa maison pour héberger pendant cet été des enfants évacués de Tchernobyl. Les médias soviétiques insistent sur l'effort de solidarité qui se développe dans le pays. Un compte bancaire a été ouvert à Moscou, où sont centralisées les aides financières destinées aux victimes de la catastrophe. On parle d'autre part de concerts qui pourraient être organisés prochainement et dont les recettes serviraient à venir en aide aux évacués et aux malades. Une célèbre chanteuse soviétique, Ala Tougatcheva, aurait proposé ses services en ce sens. La propagande ne perd pourtant jamais ses droits. Les médias continuent à dénoncer la façon dont la catastrophe a été présentée à l'Ouest. Tass s'indigne en particulier du « faux grossier » qui a été présenté par les chaînes de télévision américaines ABC et NBC et repris par des chaînes italiennes. Le film qui était montré était censé représenter la centrale de Tchernobyl. Les télé-spectateurs



italiens ont cependant reconnu un hôpital de la région de Trieste...

- 24 mai 1986..... Les suites de l'accident de Tchernobyl : L'Agence atomique de Vienne réclame des moyens supplémentaires. Le dernier bilan de l'accident de Tchernobyl s'élève à quinze morts et deux cent quatre-vingt-dix-neuf blessés, dont vingt sont dans un état critique. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 22 mai, M. Hans Blix, directeur de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), sur la base d'informations qui lui ont été transmises par des responsables soviétiques. La température du réacteur accidenté est actuellement de 200 à 250 degrés a précisé M. Blix, se référant aux mêmes sources. Rendant compte d'une réunion extraordinaire de l'AIEA qui s'est tenue à Vienne, mercredi 21 mai, M. Blix a précisé que les trente-cinq observateurs de l'Agence ont décidé d'élaborer des accords internationaux rendant obligatoires l'information et l'assistance mutuelle en cas d'accident nucléaire. Un médecin israélien, M. Yaïr Reisner, est rentré dans son pays après dix jours passés à Moscou, où il a enseigné une technique de greffe de moelle osseuse à des médecins soviétiques. Arrivé en URSS sans visa et muni d'un passeport israélien, M. Reisner a raconté à l'hebdomadaire Tribune juive qu'il y avait été chaleureusement accueilli. Selon lui, parmi les 35 personnes sérieusement irradiées, 19 seront traitées par greffe de la moelle osseuse, 6 autres sont des cas sans espoir et 10 ne sont pas suffisamment atteintes pour en avoir besoin. Estimant qu'aucun pays occidental n'est capable de surmonter une catastrophe telle que celle de Tchernobyl, M. Reisner a suggéré la création de banques spéciales de moelle osseuse et d'autres équipements pouvant servir en cas d'accident nucléaire.
- 26 mai 1986..... Le baromètre médiatique annonce une accalmie sur Tchernobyl : Alors que le journal «The Observer» avance de nouvelles explications de l'accident, la presse soviétique se veut rassurante. Les «Izvestia» cependant, se font l'écho de l'inquiétude de la population. Qui semble légitime. Une erreur humaine serait à l'origine de la catastrophe de Tchernobyl, affirmait hier le journal anglais The Observer. Une fausse manœuvre d'un technicien aurait entraîné l'effondrement d'une grue de 200 tonnes, alors que le réacteur fonctionnait à environ 7% de sa capacité. L'Observer, qui rapporte les indications officielles d'enquêteurs soviétiques, indique qu'une grue utilisée pour recharger le réacteur, et située au-dessus de lui, s'est effondrée, provoquant un incendie gigantesque. Selon ces mêmes experts soviétiques, un dixième des éléments radioactifs contenus dans le réacteur endommagé s'est échappé dans l'atmosphère pendant la catastrophe. Cherchant à rassurer la population, les autorités soviétiques ont permis à une équipe de télévision de se rendre dans la zone de la centrale. «Cela signifie que le risque d'irradiation est minime», a affirmé le présentateur. Les cameramen soviétiques n'ont toutefois pas été autorisés à s'approcher du réacteur accidenté. L'émission télévisée a présenté les événements sous un jour rassurant ; elle a montré une fabrique de béton (voisine de la centrale) «déjà décontaminée», qui fournira le matériau pour le coffrage du réacteur. La décontamination du sol et des autres bâtiments de la centrale se poursuit, de même que le nettoyage du bassin de la rivière Pripiat et du Dniepr, tandis que les eaux stagnantes sont pompées et évacuées dans des réservoirs spéciaux. Le journal des syndicats, Trud, rapporte que des hélicoptères arrosent de caoutchouc liquide synthétique le sol et les bâtiments entourant la centrale pour combattre la poussière radioactive. Malgré ces informations qui se veulent apaisantes, le journal Izvestia révèle que de plus en plus de Soviétiques sont inquiets des risques de contamination, notamment alimentaire. Il a reçu de nombreuses lettres de lecteurs qui se demandent s'il n'est pas risqué de passer les vacances au bord de la mer Noire ou sur la côte balte. L'inquiétude est tout à fait compréhensible si l'on en croit les éléments de mesure parvenus ce week-end. D'une part, l'ambassade des Etats-Unis en URSS a fait analyser de la laitue, du lait et des yaourts. L'échantillon de lait a révélé une radioactivité double (1500 picocuries), ce qui n'est pas recommandé pour les enfants et les femmes enceintes. d'après les normes "américaines. D'autre part, deux wagons transportant des caisses chargées le 10 mai à Kiev ont été immobilisés à Ravensbourg (sud-ouest de la RFA) : une forte radioactivité a été détectée (200 000 becquerels par mètre carré). En revanche, la situation s'est améliorée en Pologne et en Italie. où les autorités estiment que le lait n'est plus contaminé.
- 27 mai 1986..... Tchernobyl : 19 morts. Une explosion et une boule de feu. Le bilan des victimes de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, est maintenant de 19 morts, a annoncé hier M. Yevgeny Velikhov, président adjoint de l'académie des sciences d'URSS. A l'origine de l'accident, une série «d'opérations incorrectes». Par ailleurs, un mois jour pour jour après cette catastrophe, la «Pravda» publie des témoignages d'ouvriers dont l'un raconte qu'il a vu une boule de feu au-dessus du site. L'organe du parti communiste soviétique précise que ces témoignages ont été rédigés sur leur lit d'hôpital par des victimes de la catastrophe dont certaines «ne sont plus des nôtres». Un ouvrier dit qu'il se trouvait près du centre de contrôle du réacteur, lorsqu'il a entendu s'échapper un jet de vapeur. Mais il ne s'en est pas inquiété et s'est éloigné pour prendre une pause. «A ce moment – l'explosion s'esr produite – Je me suis précipité à la fenêtre et là, tout s'est passé très vite. J'ai vu une boule de feu s'élever au-dessus du toit du secteur des machines des l'unité des quatre». «Nous sommes restés jusqu'à la fin, jusqu'à ce que nous aillions éteint le feu. Nous sommes ensuite descendus et avons été emmenés en ambulance. Nous étions en mauvais état».
- 29 mai 1986..... Le docteur Robert Gale, spécialiste américain des greffes de moelle osseuse, qui soigne à Moscou les malades les plus atteints par Tchernobyl, annonce que 23 personnes sont mortes et que 14 autres sont toujours dans un état critique.
- 30 mai 1986..... Un concert de bienfaisance au profit des victimes de la catastrophe de Tchernobyl réunit 30 000 personnes dans un stade de Moscou où se produisent des vedettes et des groupes de rock soviétiques.



- 2 juin 1986..... Les Soviétiques percent un tunnel jusqu'au réacteur de Tchernobyl : Les sapeurs de l'armée soviétique ont réussi à percer un tunnel jusqu'au réacteur numéro quatre de la centrale de Tchernobyl. en plaçant soigneusement les charges pour éviter de provoquer des effondrements. Le tunnel a été équipé de tuyaux pour acheminer le ciment qui sera déversé au-dessous et autour du réacteur numéro quatre qui doit être isolé de tout contact pendant des centaines d'années, le temps que cesse la radioactivité.
- 4 juin 1986..... En URSS., le bilan s'alourdit pour Tchernobyl. Le nuage est passé, mais les retombées n'en ont pas fini de secouer l'URSS et les états européens concernés. Au premier plan. les habitants de la région de Kiev (Ukraine). Le bilan des victimes de la catastrophe atteint désormais 26 morts, avec deux nouveaux décès survenus hier. Sur les 300 personnes qui avaient été hospitalisés après la catastrophe, 89 ont pu quitter l'établissement, mais une trentaine sont «dans un état critique, a annoncé hier le Dr Leonid Ilyine, directeur de l'hôpital 6 de Moscou, où les blessés les plus touchés ont été emmenés. Des soldats qui ont participé aux opérations de sauvetage, aux alentours du réacteur, ont aussi, à leur tour, été irradiés et sont hospitalisés à Kiev. «L'Etoile rouge », organe des forces armées, qui donne l'information, ne précise ni leur nombre ni la gravité de leurs blessures.
- 5 juin 1986..... Tchernobyl : la radioactivité atteint un périmètre de 150 km. La «zone rouge» est étendue. Des nouvelles zones contaminées ont été découvertes en dehors du périmètre dangereux de 30 km qui avait été défini par les autorités soviétiques autour de la centrale nucléaire de Tchernobyl, et de nouvelles évacuations ont dû être ordonnées, a révélé hier la «Pravda ». Le quotidien du PC ne donne ni le nombre de personnes supplémentaires évacuées, ni la localisation précise de ces «taches sales» extérieures à la zone de danger sur la carte de la région, sinon qu'elles ont été détectées dans la région de Gomel, dans la partie sud de la Biélorussie. Le journal rapporte par ailleurs que les produits agricoles des lopins privés des agriculteurs dans le sud de la Biélorussie sont achetés par l'Etat qui les soumet à des examens avant de les mettre sur le marché. Les produits qui présentent une contamination dangereuse seront enterrés. Désormais donc, est déclaré «zone radioactive dangereuse» un secteur étendu jusqu'à 150 kilomètres au nord du site nucléaire de Tchernobyl. La «zone d'évacuation » a été imposé dans toute la partie sud de la région de Gomel. Après la catastrophe, la première «zone de danger radioactif » ne s'étendait pas sur 30 kilomètres autour de la centrale accidentée. La «Pravda » écrit également que dans cette région des puits ont été fermés et d'autres ont été décontaminés. De nouveaux puits artésiens sont creusés, pour remplacer les puits fermés.
- 9 juin 1986..... Remise en service à Tchernobyl : les équipes techniques de la centrale nucléaire préparent la remise en service du premier réacteur. épargné par la catastrophe du 26 avril dernier, a indiqué hier la télévision soviétique. Le communiqué ne précisait cependant pas en quoi consistent ces préparatifs ni à quelle date la première unité pourrait être remise en service. La principale condition pour sa réouverture est la complète décontamination du site, indiquait la télévision, ajoutant que le premier et le second réacteur étaient aptes à reprendre du service normalement.
- 12 juin 1986..... Défaillance en Finlande : Le bureau finlandais de la protection contre les radiations ionisantes a finalement mis au compte d'une défaillance des instruments de mesure, la brusque poussée de radioactivité enregistrée lundi 9 juin en soirée par une station scientifique proche du territoire soviétique. La radioactivité atteignait 1,8 milliroentgen par heure. Elle était quatre fois plus élevée que les niveaux enregistrés dans le pays depuis l'accident de Tchernobyl et le vent soufflait d'URSS vers la Finlande.
- 28 juillet 1986..... Tchernobyl, un certain aveu : la meilleure défense, c'est l'attaque. Fait sans précédent, Moscou avoue... Il aura fallu près de trois mois à Mikhaïl Gorbatchev pour désigner et sanctionner les responsables du plus grave accident de l'histoire du nucléaire civil, survenu le 26 avril à la centrale ukrainienne de Tchernobyl. Du coup, le numéro un soviétique a reconnu ce que la propagande officielle s'était jusqu'alors employée à démentir l'explosion (qui a fait à ce jour 28 morts et a conduit 203 personnes à être traitées pour irradiation, dont 30 sont encore hospitalisées) est le résultat d'un enchaînement impressionnant de défaillances humaines. Fidèle à sa politique de «transparence », le dirigeant soviétique a fait publier, le 19 juillet, un long communiqué du Politburo censé révéler les conclusions tant attendues de la commission d'enquête gouvernementale. Mais le rapport, rédigé dans l'habituelle langue de bois, laisse le lecteur sur sa faim, tant sur la cause de la catastrophe que sur l'identification des vrais coupables. Si l'on en croit le texte, l'explosion a eu pour origine «une série de grossières violations des règlements » par les employés de la centrale. Ceux-ci se sont rendus «coupables d'irresponsabilité, de négligences et d'indiscipline » en procédant à «des expériences sur les régimes opérationnels du turbogénérateur » alors que le réacteur 4 tournait au ralenti pour subir une révision nocturne. Qui a ordonné ces mystérieuses «expériences ». qu'aucun responsable soviétique, notamment l'académicien Evgueni Velikhov, conseiller de Gorbatchev pour les questions nucléaires, n'a à ce jour accepté d'évoquer plus en détail ? Le communiqué n'en souffle mot, ajoutant que les spécialistes de la centrale «ne s'y étaient pas préparés» et n'avaient même pas jugé utile d'en aviser les autorités compétentes. L'aveu est de taille. Il donne la mesure de l'improvisation dans un secteur que l'on croirait, à juste titre, étroitement surveillé. L'accusation ravale le personnel de Tchernobyl au rang d'une bande de dilettantes qui n'a songé ni à prendre «les mesures de sécurité adéquates» ni à assurer une «supervision » des expériences. Quant aux autorités de tutelle - dont le ministère de l'Energie électrique - elles sont «coupables de ne pas avoir contrôlé la situation à Tchernobyl ». Coupables également et limogés, le ministre de la Sécurité nucléaire, Evgueni Koulov (nommé en 1983 par Youri Andropov), le premier vice-ministre des «constructions mécaniques moyennes » (qui supervise les programmes nucléaires militaires), un vice-ministre de l'Energie et de l'Electrification, mais aussi et surtout Ivan



Emelianov, l'un des constructeurs du type de réacteurs de Tchernobyl (RBMK-1000), qui ont la particularité de ne pas être protégés par une enceinte de confinement. Quant au directeur limogé en juin, il est exclu du parti. Enfin, des poursuites judiciaires ont été engagées contre les employés de la centrale présumés coupables. Affaire à suivre. La facture des dégâts occasionnés par l'accident est chiffrée à 2 milliards de roubles, soit 2,6 milliards de dollars. Une zone d'un millier de kilomètres carrés a été contaminée, la production agricole et l'activité industrielle y ont été arrêtées, «plusieurs centaines de milliers » de gens ont dû subir des examens médicaux, et 100 000 personnes ont été évacuées. Pour les reloger, il faudra construire pas moins de 700 000 mètres carrés de surface habitable. A raison de 10 mètres carrés par personne - la moyenne nationale - c'est dire que 30 000 habitants de la région ne regagneront plus jamais leur logis. Afin d'améliorer la sécurité nucléaire, un ministère de l'Energie atomique est créé, tandis que le parti renforce sa mainmise sur ce secteur : désormais, les secrétaires du PC de toutes les centrales nucléaires seront nommés par le comité central. Quant aux quelque 30 000 spécialistes attachés à la quarantaine d'établissements du genre, ils seront soumis à des tests d'aptitude réguliers. Le fait de publier un rapport sur un événement «négatif » comme celui-ci et d'annoncer des sanctions spectaculaires et massives est sans précédent en URSS, comme l'est d'ailleurs l'accident lui-même. Pour la première fois aussi, le pouvoir n'a pas mis en avant des aspects «positifs », tels que l'«héroïsme » des sauveteurs, auxquels il se contente de rendre un hommage rituel en leur promettant décorations et médailles. Tout en faisant amende honorable, la direction soviétique ne manque pas de tirer «la sérieuse leçon» de l'affaire de Tchernobyl. Elle invite ainsi les autres pays à créer conjointement des «réacteurs d'une nouvelle génération ». Une façon d'admettre que les réacteurs soviétiques ne sont pas les meilleurs du monde. Et de rappeler la thèse défendue par Gorbatchev lors de sa première intervention sur Tchernobyl, le 14 mai, selon laquelle le renforcement de la sécurité nucléaire sera vain si... l'Occident continue à «préparer une guerre nucléaire ». Mieux, le Politburo préconise cette fois la mise sur pied d'un «système fiable de prévention du terrorisme nucléaire» qui pourrait viser des centrales atomiques. A chaque occasion, Moscou se plaît à appliquer un vieil adage: la meilleure défense, c'est l'attaque. Il n'a pas échappé, pour l'affaire de Tchernobyl, à cette habitude.

- 29 juillet 1986..... Le Groupe de Moscou et Tchernobyl. Yuri Medvedkov ; «Nous avons d'abord été silencieux dans les premiers jours qui ont suivi la catastrophe parce que nous ne connaissions pas la réalité du désastre, nous n'avions pas les éléments. Nous avons attendu le 5 mai, une semaine avant la déclaration de Gorbatchev. L'essentiel de notre prise de position était de sauver les vies humaines et de sauver le climat de confiance international qui avait été sévèrement endommagé par Tchernobyl ». Alexei Zverev : «Chaque chose que nous avons suggérée, le gouvernement l'a fait, non pas parce que nous l'avons suggérée, mais parce que c'était une bonne logique ! Mais le Groupe de Moscou l'avait dit le premier. Le silence total des média occidentaux sur notre prise de position montre qu'il faut que les mouvements de paix, en tant que communauté internationale, développent un esprit et un programme de surveillance publique du nucléaire dans le domaine des armements, de l'énergie, des mines d'uranium, du stockage des déchets, etc. Nous ne pouvons pas compter sur les gouvernements ou les média pour faire cela à notre place». Yuri Medvedev : «Peut-être que quand vos collègues occidentaux des mouvements de paix liront ces lignes, ils auront de l'herbe verte, un ciel bleu et des oiseaux qui chantent. A Tchernobyl, nous avons de l'herbe verte, un ciel bleu, mais plus d'oiseaux. Les populations de vos pays ne doivent pas s'imaginer que vos centrales sont à l'abri de tels accidents». (Propos extraits des interventions de membres du Groupe de Moscou, dans une réunion d'information le 29 juillet à Moscou).
- 14 août 1986..... L'URSS remet à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) un rapport sur le déroulement de l'accident survenu le 25 avril 86 à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ce document décrit, pour la première fois, l'enchaînement des circonstances ayant conduit à la catastrophe : des erreurs humaines ont eu lieu lors de contrôles expérimentaux sur le réacteur n°4.
- 21 août 1986..... Lors d'une conférence de presse donnée à Moscou, le président du comité d'État pour l'utilisation de l'énergie nucléaire en URSS reconnaît que l'accident de Tchernobyl a été provoqué par l'atmosphère d'irresponsabilité, d'incurie et d'indiscipline qui régnait à la centrale. Si elle dénote un ton nouveau dans les déclarations officielles soviétiques, cette révélation, en accablant l'équipe en place à Tchernobyl, évite de remettre globalement en cause la politique nucléaire de l'URSS. Des précisions sont fournies sur le bilan de la catastrophe : 31 personnes sont mortes et sur les 203 malades irradiés trois sont dans un état grave. D'autre part, les 135 000 personnes évacuées ne pourront regagner la région avant au moins quatre ans.
- 25 août 1986..... Tchernobyl: le savant calcul des victimes en sursis. Avant que la conférence de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) consacrée à l'accident de Tchernobyl ne commence ce matin à Vienne en Autriche, on obtenait hier des précisions sur les chiffres révélés vendredi par le New York Times, selon lesquels il pourrait y avoir 6350 décès dans les 70 ans des suites de radiations. On apprenait ainsi, sans réelles explications, qu'il pourrait y avoir dans la région proche de la centrale 280 cas supplémentaires de morts par cancer dans les 70 prochaines années. Le rapport, qui n'a toujours pas été officiellement remis à la presse, ne donne pas textuellement ce chiffre, mais des formules permettant de le calculer. Ainsi, selon les Soviétiques, sur 114 000 personnes évacuées (un chiffre à manier avec précaution, puisque, ailleurs dans le rapport, on cite le chiffre de 135 000 personnes évacuées), les décès naturels par cancer dans les 70 ans à venir sont estimés à 14 000. A cause de Tchernobyl, ce taux naturel de décès est augmenté de «moins de 2% ». soit de moins de 280 cas. En ce qui concerne les 6250



personnes qui pourraient mourir, dans l'avenir, des effets de l'irradiation (4750 des effets directs, et 1500 à cause d'aliments contaminés), le calcul a été le suivant : le rapport prend en compte une population beaucoup plus élargie que précédemment, où l'on retrouve par exemple la ville de Kiev, des villes de Biélorussie, etc. La dose collective sur 50 ans, reçue après Tchernobyl, a été évaluée à 29 millions d'hommes-rem. Dans cette population, on prévoyait 9,5 millions de cancers naturels. Tchernobyl augmente ce chiffre, selon le rapport, de 0,05%, soit 4750 personnes. A cela, il faut ajouter de possibles décès plus spécifiques dus au cancer de la thyroïde: 15 000 cas naturels étaient attendus, auxquels Tchernobyl rajoute 1%, soit 1500 cas. Dans l'absolu, ces 6530 décès éventuels sont difficiles à admettre; rapportés au nombre naturel de décès, ils paraissent dérisoires : comme souvent, on peut faire dire aux chiffres ce que l'on veut...

25-29 août 1986..... Les experts internationaux du nucléaire se réunissent à Vienne (Autriche), sous les auspices de l'AIEA, pour une conférence consacrée à la catastrophe de Tchernobyl et à ses conséquences. Le chef de la délégation soviétique souhaite une coopération internationale efficace afin de prévenir de nouveaux accidents. Selon le rapport soviétique, la radioactivité pourrait être à l'origine de 24 000 décès par cancer dans les 70 années à venir, chiffre jugé tout à fait excessif par des experts occidentaux. Au terme des débats, 13 recommandations sont adoptées visant à accroître les échanges d'informations et la coopération internationale en matière de sécurité nucléaire.

26 août 1986..... Tchernobyl, les 400 pages d'autopsie des médecins soviétiques. Des brûlures qui s'étendent, des greffes qui tuent mais un programme nucléaire qui continue. Après la pauvreté d'informations reçues de Tchernobyl, le rapport médical soviétique est d'une troublante précision. Plus de 350 pages extrêmement détaillées. Le rapport soviétique après la catastrophe de Tchernobyl, sur lequel planchent depuis hier à Vienne 400 experts du nucléaire, n'est pas destiné à minimiser le plus grave accident du nucléaire civil. A la réunion prévue pour la semaine au siège de l'AIEA (Agence internationale d'énergie atomique) est venue une nombreuse délégation soviétique -24 personnes annoncées hier - de très haut niveau, selon les experts occidentaux. En premier lieu a été cité le Dr Guskova, qui a dirigé le traitement des irradiés à Moscou, une question à laquelle le rapport ne consacre pas moins de 70 pages approfondies. Ce qui frappe aujourd'hui - contrastant avec le black-out d'informations après la catastrophe - est la rapidité d'intervention des sections médicales: une assistance a été donnée aux 29 premières victimes dans les premières 30-40 minutes. Quatre heures après l'accident, 108 personnes étaient hospitalisées, selon le rapport. Après 36 heures, 350 personnes avaient été examinées et 1000 analyses de sang effectuées. Puis, vite, les malades ont été répartis en quatre catégories selon la dose de radiations estimée (moins de 200 rads environ, 200-400 rads, 420-630 rads, au-delà). Un programme était mis sur pied pour effectuer des transplantations de moelle osseuse, notamment avec l'aide du professeur américain Robert Gale. L'affaire, qui a reçu une immense publicité, retombe aujourd'hui comme un soufflé. Le rapport est clair: «Les transplantations de moelle osseuse n'ont pas été un facteur décisif du traitement après cet accident particulier.» Encore plus précis: «Dans des accidents dus aux radiations, la proportions de malades pour laquelle cette opération est absolument indiquée et pour qui le traitement sera manifestement bénéfique est très faible.» Ces tentatives de greffe ont cependant permis de faire une découverte médicale : pour une certaine dose de radiations reçues (entre 600-800 rads), une greffe qui «marche» peut même avoir des effets négatifs (maladies secondaires entraînant la mort du malade). Selon les commentaires d'un spécialiste occidental, «il faut, dans de tels cas, se poser la question de la greffe. mais ne pas greffer les yeux fermés». «Sur 13 greffés, 4 ont survécu », nous a reprécisé hier le professeur Robert Gale. «La transplantation de moelle se révèle "plus complexe" qu'on ne le pensait. » Autre découverte surprenante, le comportement des brûlures radiologiques: chez les malades dont la peau avait à l'origine été altérée à 25-30%, on a vu la «brûlure» s'étendre de façon imprévue après plus de trois semaines sur 90% à 100% du corps. Rien de tel n'a jamais été constaté pour des brûlures thermiques habituelles. De façon plus générale, les dommages subis par la peau de nombreux irradiés ont été la raison principale de leur mort. Très clair aussi, le rapport l'est quand il réaffirme la ligne générale du développement de l'énergie nucléaire en URSS. «En 1985, la puissance des centrales a atteint 170 000 millions de KWh. Et, en l'an 2000, elle sera de 5 à 7 fois supérieure », réaffirme le rapport. Monsieur Legasov, qui dirige la délégation soviétique, n'a d'ailleurs pas manqué d'insister sur cette question dans son discours d'ouverture, hier matin: «Un accident. même aussi grave que celui de Tchernobyl, ne marquera et ne peut marquer l'arrêt de l'utilisation future du nucléaire. » Néanmoins, il a affirmé que les Soviétiques étaient «prêts à soumettre leur programme de sûreté à des examens critiques constructifs », sans préciser quelles installations pourraient effectivement être examinées. Il a également laissé planer le doute sur la poursuite ou non de la filière RBMK (dite Tchernobyl), se contentant de rappeler les prévisions d'avant l'accident. Aujourd'hui, il est permis de se demander ce qu'il adviendra de la construction des cinquième et sixième tranches prévues à Tchernobyl.

28 août 1986..... Selon les experts de l'AIEA réunis à Vienne, la catastrophe de Tchernobyl pourrait être à l'origine de 24 000 décès par cancer. A mesure que sont



examinées les données fournies par les Soviétiques sur l'accident de Tchernobyl, les estimations des effets de la catastrophe sur la santé des populations évoluent. Et le nombre des cancers mortels qui pourraient en résulter augmente, tout en restant en valeur relative très faibles. Mardi 26 août, les experts réunis à Vienne, sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), se sont interrogés sur les conséquences de l'accumulation des rejets de césium 137 tout au long de la chaîne alimentaire. Pour les 75 millions d'habitants d'Ukraine et de Biélorussie, la consommation de ces produits contaminés représente une dose cumulée sur soixante-dix ans - selon les données soviétiques - de 3,3 rem par personne. Si l'on considère, comme le font les experts occidentaux qu'une dose de 1 rem provoque un cancer mortel sur un million de personnes, on peut estimer à plus de vingt-quatre mille le nombre d'excès de décès qui seront dus au césium. Ce chiffre, important, ne représente pourtant qu'une augmentation de 4/1000 des cancers développés spontanément - en l'absence de toute irradiation - par les populations des deux républiques soviétiques. En outre, en l'absence de données fiables sur les effets des faibles doses de rayonnement, on en est réduit à faire des extrapolations linéaires sur ce que l'on sait des conséquences de fortes doses, telles celles reçues par la population d'Hiroshima, précisent les experts occidentaux. Aussi considèrent-ils les estimations soviétiques comme pessimistes. M. Max Rosen, directeur de la division de sûreté nucléaire de l'AIEA, va plus loin lorsqu'il indique que l'on peut comparer ce chiffre aux «150 000 cas de cancer mortel que provoquera la radioactivité naturelle en Ukraine et en Biélorussie en soixante-dix ans ». Ou encore lorsqu'il précise qu'à production d'électricité égale et dans la même période, «les centrales au charbon génèrent un million de cancers en excès ». Aussi, malgré l'accident de la centrale de Tchernobyl, M. Rosen a-t-il réaffirmé sa confiance dans l'énergie nucléaire. «Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, - ce qui est loin d'être le cas - a-t-il dit, je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante ».

29 août 1986..... Tchernobyl : Dix ans de malheur. Un rapport sévère pour les responsables du programme nucléaire... Depuis le 25 août, à Vienne, des experts nucléaires épluchent ligne par ligne - à huis clos - les documents remis par les Soviétiques à l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le rapport russe et ses 400 pages d'annexes décrivent, en termes mesurés, la plus grande catastrophe de toute l'histoire de l'atome civil : l'explosion, le 26 avril dernier, du réacteur de Tchernobyl, en Ukraine. On le sait officiellement depuis la conférence des responsables soviétiques à Moscou : c'est en effectuant une expérience sur le réacteur n°4 que les opérateurs ont perdu le contrôle de la machine. Mais cette expérience ne relève, en aucun cas, d'une initiative locale. Elle avait été décidée en haut lieu et concernait l'ensemble des réacteurs de ce type. Son but : savoir comment - en cas de perte d'alimentation électrique - un turbogénérateur pouvait continuer à fournir du courant par inertie, pour laisser le temps nécessaire aux moteurs de secours, des diesels, de se mettre en marche. Ce programme d'essais, dit le rapport, «n'avait pas été préparé et mis au point de manière adéquate... Aucune mesure supplémentaire de sécurité n'avait été prévue... Le personnel ignorait les dangers éventuels ». Jusqu'ici, on a eu trop tendance à accuser les lampistes, à parler d'erreur humaine. C'est plutôt la conception générale de la sûreté de ces réacteurs qui se trouve remise en question. Ainsi que la compétence des autorités qui décident des «expériences ». Il existe actuellement quinze réacteurs de ce type - RBMK - en URSS, et plusieurs sont en construction. Les Soviétiques, malgré l'accident de Tchernobyl, continuent de croire en l'avenir de cette filière. Et semblent demander aujourd'hui à l'Occident de les aider à rendre les RBMK plus sûrs. Toutefois, dans le rapport, avec un art consommé de la litote, les auteurs vantent, parmi les «avantages » de ces engins, «l'absence de bâtiments dont la construction exigerait une main d'œuvre coûteuse »... C'est-à-dire qu'ils n'entendent pas revenir sur le manque d'enceinte de confinement du réacteur. Un tel bâtiment aurait pu empêcher la dissémination de produits radioactifs lors du drame. Des experts français estiment d'ailleurs qu'on ne peut ajouter aujourd'hui un dôme de protection aux centrales existantes. Il faut, expliquent-ils, que cette enceinte de béton ait été prévue au moment de la conception. Le rapport insiste également sur un autre «avantage », militaire, cette fois : «On obtient un cycle du combustible qui s'adapte facilement aux variations conjoncturelles du marché. » Puisqu'un tel commerce n'existe pas, il faut lire, entre les lignes, qu'on peut fabriquer aisément, dans ces centrales, du plutonium à usage militaire. La description de l'accident lui-même réserve des surprises. «Tout se déroule, dit un spécialiste, comme si on mettait le cœur du réacteur sur la pelouse et qu'on regardait ce qui se passe ! » Aucun expert en physique nucléaire n'étant présent, personne n'a compris l'enchaînement des phénomènes conduisant à la catastrophe. La gravité même de la catastrophe a échappé aux protagonistes, puisqu'ils n'ont arrêté le réacteur jumeau que quatre heures après l'explosion du n°4, et les deux autres unités vingt-quatre heures plus tard. Les observations médicales et la contamination nucléaire sont au centre des débats. Le rapport ne contient pas de prévisions quant aux conséquences de l'accident sur la santé des populations, alors que certains experts américains ont annoncé que l'on dénombrait plusieurs milliers de morts supplémentaires par cancer. Après la grand-messe de Vienne, un petit comité de sages va préparer un texte pour la réunion intergouvernementale de l'AIEA, toujours à Vienne, les 24 et 25 septembre. En attendant, les Soviétiques poursuivent la construction d'un sarcophage pour le réacteur défunt. Aujourd'hui, ses cendres dégagent 2 mégawatts thermiques. Il semble que dans dix ans il restera encore, sur ces ruines, l'énergie d'un fer à repasser... Pendant que la nucléocratie se penche sur le cas Tchernobyl, la centrale de Cattenom, dans l'est de la France, où une fuite d'eau non radioactive s'est produite sur le circuit tertiaire, catalyse les craintes des Luxembourgeois et des Sarrois. Car c'est l'une des leçons inoubliables de la catastrophe russe : l'atome n'a rien à voir avec les frontières.



29 août 1986..... Selon les responsables soviétiques, Tchernobyl est contaminée pour plusieurs années. Les habitants de la région de Tchernobyl ne pourront pas regagner leurs terres avant plusieurs années du fait de la présence de certains produits radioactifs à vie longue comme le césium. La délégation soviétique présente à la réunion de l'AIEA à Vienne a été interrogée par les experts occidentaux soucieux de mieux comprendre les mécanismes de la catastrophe. Il apparaît que la sûreté des réacteurs analogues à celui de Tchernobyl est à revoir. Une certaine déception régnait à Vienne, dans la soirée du mercredi 27 août, à l'issue de la première séance consacrée aux questions sur l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Pourtant, les deux premières journées de la réunion convoquée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont tenues, de l'avis général, dans un climat «d'honnêteté, de confiance et d'ouverture d'esprit». Nombreux étaient ceux qui se disaient impressionnés par la qualité et la clarté des exposés des Soviétiques sur l'accident. Tous attendaient donc cette journée de mercredi où ils pourraient interroger les Soviétiques sur leur expérience. Si les spécialistes de la médecine nucléaire et de la radiologie sont sortis satisfaits de ces premières discussions et du «véritable dialogue» qu'ils ont pu instaurer avec leurs homologues soviétiques, d'autres, qui s'intéressaient au fonctionnement du réacteur et au déroulement de l'accident, se sont montrés plus réservés. Certes, comme le soulignent les Soviétiques, plus de quatre cents questions avaient été posées et «il était matériellement impossible d'y répondre en quelques heures». Mais on craint, dans les milieux occidentaux, que la réunion ne soit détournée de son objectif initial et qu'elle ne se transforme en un «débat général sur la sûreté nucléaire». Les explications données jusqu'ici par les Soviétiques soulèvent en effet de nouvelles questions. Les experts occidentaux sont à la fois admiratifs et perplexes devant l'efficacité de l'évacuation et des soins qui ont été organisés dans les jours qui ont suivi l'accident : rapidité avec laquelle, une fois l'évacuation décidée, les autorités soviétiques sont parvenues à acheminer 1100 bus pour transporter hors de Pripjat et de Tchernobyl 139 000 personnes; efforts des équipes médicales qui, en quelques heures, ont apporté les premiers soins aux irradiés et dirigé les plus sévèrement touchés vers les hôpitaux de Kiev et de Moscou. Mais cette «incroyable efficacité», qui s'accommode mal de surcroît avec l'«indiscipline» régnant dans la centrale peu avant l'accident, amène certains observateurs à se demander si les Soviétiques n'ont pas déjà dû faire face dans le passé à des accidents nucléaires, lesquels les auraient conduits à élaborer le plan d'urgence mis en œuvre à Tchernobyl.

29 août 1986..... A Tchernobyl, selon les responsables soviétiques, la décontamination durera plusieurs années. S'il paraît peu probable que la réunion de Vienne apporte des éclaircissements sur ce point, il paraît acquis, selon le chef de la délégation soviétique, M. Valéry Legassov, que les travaux de coffrage du réacteur accidenté seront achevés fin septembre ou début octobre. Alors pourra être fortement réduite la radioactivité sur le site, qui, du fait des poussières qui s'échappent du réacteur, s'élève encore à quelque 10 curies par jour. Les opérations se déroulent normalement, a-t-il indiqué. tout en démentant fermement les informations de la presse américaine faisant état du refus de certains techniciens de se rendre sur les lieux de l'accident. «Si certains refusaient d'aller à Tchernobyl, a-t-il ajouté, nous trouverions de toute façon de nouveaux volontaires pour les remplacer.» Tout sera donc fait, a précisé M. Legassov, pour que les réacteurs numéro 1 et 2 de Tchernobyl puissent redémarrer au plus vite, «si possible avant la fin de l'année». Quant au retour des populations évacuées, il ne pourra être envisagé, précise pour sa part M. Leonid Iliyn, vice-président de l'académie de médecine, que lorsqu'on aura l'assurance qu'il n'y aura plus aucun risque et que la radioactivité sera revenue à un niveau normal. Cela demandera plusieurs années. Le temps que l'ensemble du site industriel soit décontaminé, mais aussi que la radioactivité ait décréu, de façon suffisante dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale (un ou deux ans dans le cas des sols et trois à quatre ans dans celui des forêts de conifères). Le temps aussi que soit achevée la construction des ouvrages hydrauliques destinés à protéger les eaux souterraines et de surface de la contamination. Les autorités soviétiques craignent que les éléments radioactifs, dont on sait qu'ils s'accumulent dans les plantes aquatiques et dans l'organisme des poissons, ne se retrouvent, par ce biais, dans la chaîne alimentaire. Aussi prévoient-elles d'organiser une étude à long terme sur les effets radiobiologiques de l'accident, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de 30 kilomètres autour de la centrale. Des réacteurs RBMK qui sont délicats à piloter : L'accident de Tchernobyl a été provoqué par une série d'erreurs humaines, mais leurs conséquences catastrophiques ont été facilitées par la conception même des réacteurs RBMK soviétiques. Ceux-ci présentent, en effet, ce que les spécialistes nomment un «coefficient de vide positif» qui fait qu'une augmentation intempestive de la température accroît la réactivité dans le cœur, laquelle élève à nouveau la température et conduit très vite à une situation non maîtrisable. Les Soviétiques en conviennent et ont décidé de modifier dans le sens d'une plus grande sécurité les réacteurs RBMK dont quatorze tranches étaient en service au moment de l'accident. Leur premier objectif vise à améliorer les systèmes de barres de contrôle utilisées pour piloter les réacteurs. A mesure qu'on les enfonce dans le cœur, ces barres absorbent les neutrons et, de ce fait, ralentissent ou stoppent les réactions nucléaires. Aussi les Soviétiques prévoient-ils de faire passer leur nombre de trente à quatre-vingt et de les laisser en permanence enfoncées d'un mètre vingt à l'intérieur du cœur. Cela devrait faciliter l'arrêt d'urgence du réacteur en cas d'accident. Pour compléter ce dispositif, il est envisagé par la suite de remplir quelques-uns des canaux actuellement réservés au combustible d'un «gaz, d'un liquide ou d'un solide» susceptible de ralentir les neutrons. A plus long terme, les Soviétiques songent à utiliser comme combustible de l'oxyde d'uranium plus enrichi (2,4% au lieu de 2%), ce qui aurait pour effet de diminuer encore le coefficient de vide. Outre ces modifications, il est prévu d'améliorer, dans les salles de contrôle, tous les dispositifs de visualisation et de



commande qui permettent à l'homme de commander plus aisément la machine. Les Soviétiques pensent faire appel à la coopération internationale pour les aider. Ces différentes mesures seront-elles réellement efficaces ? les experts français estiment qu'elles devraient empêcher la répétition d'un accident de l'ampleur de celui de Tchernobyl. Mais ils jugent que, mêmes modifiés, les réacteurs RBMK resteront délicats à piloter.

Septembre 1986..... Les soldats estoniens refusent de travailler à Tchernobyl. Des grèves et des échauffourées se sont produites entre les soldats chargés de la décontamination à Tchernobyl et les autorités. Cela se passait fin juin et c'est un journal estonien "Noorte Haar" qui s'en est fait l'écho en URSS, c'est le journal des jeunes communistes d'Estonie. 300 soldats ont refusé un jour de reprendre un boulot jugé trop harassant : depuis deux mois, il fallait travailler de 6 heures du matin à 8 h du soir, et l'on venait leur annoncer que les travaux ne dureraient pas deux mois comme prévu, mais au moins six mois ! Qu'est-ce que ça va être dans quelque temps quand on leur dira que six mois, ce n'est pas suffisant: en effet, il semble que le réacteur continue à émettre de la radioactivité, et donc il faut sans cesse recommencer la décontamination: lors du congrès de Vienne, fin août, un responsable soviétique du nucléaire a annoncé que les travaux dureraient plusieurs années, et que si des personnes refusaient d'y travailler, il y aurait toujours d'autres "volontaires". Un soldat interrogé à TF1, en ce début septembre, reconnaissait toucher une solde 6 fois supérieure à la normale... l'argent fait le bonheur, même en pays marxiste.

9 septembre 1986..... Tchernobyl : Les experts s'interrogent encore sur les effets à long terme de la catastrophe nucléaire survenue en URSS. Mais la zone contaminée est aussi un formidable champ d'expérience et d'observation. «Le site de Tchernobyl nous permettra de disposer d'un immense laboratoire en plein air ». Cette boutade toute britannique, lancée la semaine dernière par un spécialiste anglais de l'environnement, M. J. Dunster, lors de la conférence de Vienne sur l'accident, traduit en fait le sentiment de nombreux scientifiques. Certes, l'explosion du réacteur de la centrale ukrainienne a, avant toutes choses, été une catastrophe pour les habitants de la région, dont trente sont décédés, deux cent trois ont dû être hospitalisés et cent trente-neuf mille ont été évacués hors de la zone sinistrée. Certes, elle a gravement affecté la population et les autorités soviétiques. Mais l'heure est maintenant venue de «tirer les leçons douloureuses de cet accident, comme l'a souligné le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, et, pour les experts de la sûreté nucléaire, de profiter des enseignements que fournira l'analyse de cette «expérience » unique dans l'histoire du nucléaire civil. Des scientifiques de tous bords - des physiciens, des environnementalistes, des radiologistes et des médecins trouveront là une véritable banque de données qui leur permettra de vérifier la validité d'un certain nombre de modèles théoriques dont ils avaient dû se contenter jusqu'ici. Les Soviétiques, les premiers, en ont conscience et, malgré les importants budgets qu'ils ont dû consacrer à faire face aux conséquences de l'accident, ils annoncent déjà leur intention de dégager des crédits pour faire des études sur les effets à long terme des radiations sur les hommes et sur l'environnement. Mais pour l'heure, leurs principales préoccupations restent l'immobilisation de la radioactivité résiduelle et la décontamination du site de la centrale qui devront être rapidement achevées si, comme le souhaitent les responsables du nucléaire soviétique, les réacteurs 1 et 2 de Tchernobyl doivent être remis en service avant la fin de l'année. L'explosion du réacteur 4 a eu pour effet d'éjecter dans l'atmosphère 50 millions de curies, ce qui représente environ 3,5% de la quantité de matières radioactives présentes dans le cœur au moment de l'accident. On sait maintenant que le combustible pulvérisé est en majeure partie retombé dans le bâtiment du réacteur. Mais 0,5% des particules radioactives se sont aussi déposées sur le site, 1,5% dans la zone de 20 kilomètres de rayon entourant la centrale, le reste ayant été entraîné plus loin par les vents. Une fois les incendies de graphite éteints, les Soviétiques ont donc tout fait pour limiter les rejets de radioisotopes. Aussi ont-ils très rapidement déversé 5000 tonnes de sable, plomb, bore et dolomite sur les cendres du réacteur. Mais cela n'a pas permis de stopper totalement les rejets, comme en témoigne le fait qu'à la fin août 10 curies par jour s'échappaient encore du cœur, et il a donc fallu entreprendre un véritable coffrage du réacteur. Outre ce «sarcophage », dont la réalisation devrait être achevée, si l'on en croit l'académicien Valeri Legasov, fin septembre ou début octobre, on compte construire un mur extérieur de protection autour du réacteur, ériger une cloison métallique dans la salle des machines entre les tranches 2 et 3 et recouvrir cette salle d'un toit de protection. Dès les premiers jours qui ont suivi l'accident, d'autres équipes ont entrepris de décontaminer le site pour limiter la propagation des particules radioactives qui se sont déposées sur le sol et sur les toits des bâtiments. Lavage, étalage de films polymères destinés à emprisonner les poussières, enlèvement d'une couche de 5 à 10 centimètres du sol ont été opérés à cette fin. Ainsi la situation radiologique du site pourra-t-elle peu à peu revenir à la normale et les terrains être un jour, espèrent les Soviétiques, à nouveau exploités à des fins agricoles. Mais toutes ces précautions n'empêcheront pas les éléments radioactifs à longue vie de menacer, pendant plusieurs années encore, l'environnement et dans une certaine mesure, la santé des populations. On craint relativement peu les effets du strontium 90, métal peu volatil qui s'est donc échappé en faibles quantités du cœur du réacteur et est en majeure partie retombé sur le site. Mais le césium 137, d'une demi-vie de trente ans, pose en revanche problème. Ce radioélément se dépose d'abord sur le sol et sur les plantes et peut s'accumuler dans la chaîne alimentaire par l'intermédiaire de la viande et du lait. C'est pour prévenir ce risque que les Soviétiques ont déjà abattu une grande quantité de bétail et interdit la consommation de lait. Dans les années à venir, le problème se posera toutefois à nouveau. Le césium, entraîné par les pluies, se sera alors enfoncé dans le sol. Il pourra s'accumuler dans les racines des végétaux, puis de là dans leurs feuilles, et un dangereux cycle recommencera. Pendant combien de temps doit-on



craindre cette contamination ? C'est pour l'heure difficile à estimer, et « cela dépendra de la nature des sols », comme le précise M. Jacques Lefuma, directeur du département de protection sanitaire du CEA. Selon les Soviétiques, il faudra attendre au moins un an pour se prononcer sur ce sujet, le temps que s'achève le cycle des saisons. Le temps aussi que les radio-éléments, qui se sont déposés de manière non homogène sur les sols soient à nouveau entraînés par les vents et que l'on assiste à une redistribution de la dose radioactive. L'attente sera plus longue encore pour ce qui est des forêts de conifères, dont les aiguilles, après la tombée des pluies, se chargent de particules radioactives. La décontamination des arbres ne pourra pas être effective avant le renouvellement des aiguilles, c'est-à-dire avant trois ou quatre ans. Mais tous les risques ne seront pas éliminés pour autant car, en tombant à terre, les aiguilles s'enfonceront dans le sol qu'elles contamineront. Les autorités soviétiques se préoccupent aussi beaucoup de la pollution des eaux souterraines et de surface. Certes, elles affirment que le niveau de la radioactivité dans l'eau potable ne dépasse pas des valeurs considérées comme normales. Mais un risque demeure pour les nappes phréatiques, les fleuves et les étendues d'eau, et l'on craint que la flore et la faune aquatiques n'en fassent les frais. Le tribut le plus lourd, indiquent les Soviétiques, « sera payé par la matière vivante qui se trouve dans le réservoir de refroidissement de la centrale », long de 20 kilomètres, et dans lequel une forte radioactivité (atteignant 5 rads par heure) a été mesurée. Mais, ajoutent-ils, « les effets se feront sentir sur certaines espèces de poissons proliférant dans les rivières et autres étendues d'eau de la région. » Des études devraient être entreprises pour évaluer les conséquences à long terme de ce phénomène, et des précautions devraient être prises pour éviter toute consommation de poissons contaminés.

Novembre 1986..... Lettre de Tchernobyl : Une habitante de Tchernobyl raconte... On a beaucoup écrit sur Tchernobyl, à juste titre. Il est nécessaire de poursuivre le bilan de cet accident écologique sans précédent. Mais qu'ont vécu les habitants de Tchernobyl, ce 25 avril 1986 ? Une femme soviétique, professeur de philosophie à Tchernobyl, l'a raconté au correspondant en URSS d'un journal italien La Repubblica. Notre confrère britannique «Peace News» a repris cet article son numéro d'octobre. Il nous a semblé intéressant de vous le faire connaître. C'est le premier soir où la température était plus douce, après un dur et interminable hiver. Et ce fut notre malchance. Beaucoup de gens flânaient dans les rues ou étaient à leurs fenêtres assez tard dans la soirée. Les enfants prolongeaient leurs jeux. Nous ne les grondions pas car, comme nous, ils sentaient le plaisir de l'arrivée du printemps. Et le lendemain, il n'y avait pas d'école. Tout arriva comme dans un conte mystérieux. Très haut dans le ciel apparut soudain une grande roue de feu composée d'énormes étoiles qui semblaient aussi en feu et qui d'un seul coup retombèrent, comme des feux d'artifices géants. Nous étions fascinés par ce spectacle magnifique et extraordinaire. Et nous appelâmes les enfants pour qu'ils le voient. Nous ne comprenions pas ce qui arrivait, mais nous ne pouvions détourner les yeux du ciel. Puis, les étoiles disparurent et il resta seulement une traînée de fumée colorée. Nous allâmes nous coucher. Le lendemain, tout le monde parlait de l'événement. Personne ne songeait à la centrale nucléaire. Ce samedi, tout le monde vaqua à ses occupations et le soir venu, tourna la tête vers le ciel. Le spectacle ne se reproduisit pas, mis à part quelques lueurs passagères. Le dimanche, nous avons presque oublié lorsque les bruits commencèrent à circuler, venant du village où habitent les techniciens de la centrale et leurs familles. On disait qu'il y avait eu une panne du réacteur mais que ce n'était pas grave. Cependant, le spectacle auquel nous avons assisté nous mettait mal à l'aise. Les autorités locales restant silencieuses, il nous semblait que pour le moment les dimensions de l'accident étaient limitées. Il y eut des mariages ce dimanche là à Tchernobyl. Et tout se passa selon les traditions, musique, fleurs, décorations, fêtes. Le soleil était chaud. Il nous apparut légèrement voilé par une sorte de givre qui n'était pas vraiment blanc. L'alarme commença le lundi matin. Nous vîmes des camions venant du village des techniciens. Nous commençâmes à comprendre que quelque chose de sérieux était arrivé. Mais nous n'étions pas encore affolés. Nous ne voyions aucun signe de catastrophe et notre lenteur traditionnelle, notre somnolence russe ancestrale, notre fatalisme bien enraciné, nous fit penser que ce n'était pas irréparable. Mais quand les enfants revinrent de l'école, plus tôt que d'habitude, et nous apprirent qu'on leur avait dit de ne pas quitter la maison, de se laver les cheveux, de changer de vêtements, alors, à ce moment là, nous avons pensé que le spectacle du vendredi soir n'était pas naturel, mais une sorte de convulsion provoquée par l'homme, et dont les conséquences pouvaient être très dangereuses. Je quittai la maison pour faire mes courses. Les gens étaient préoccupés, craintifs. Chacun se demandait : qu'est-il arrivé à la centrale ? Les conseils donnés aux enfants nous faisaient toucher nos cheveux et regarder nos vêtements avec une peur que nous n'avions jamais connue. J'observai les arbres pour essayer de lire quelques signes sur leurs feuilles. Et les fleurs, quelques-unes, me sembla-t-il, étaient parsemées de poudre blanchâtre, d'autres semblaient tout à fait normales. C'était peut-être seulement l'effet de ma panique. En rentrant, je trouvai mon mari à la maison. Il me dit qu'on avait demandé aux travailleurs de son usine d'être prêts à évacuer Tchernobyl, avec leurs familles. Nous nous regardâmes, terrifiés, et nous nous étreignîmes. C'est alors que nous eûmes la sensation de la catastrophe. C'était le troisième exode que nous allions vivre. Alors que nous étions enfants, nous avons été emmenés loin de Moscou, la deuxième année de la guerre, et nous avons été logés avec nos parents au-delà de l'Oural. Puis, en 1970, nous nous sommes mariés, et parce que l'usine de mon mari ferma, nous dûmes aller à Tchernobyl. Nous avons trois enfants et nous avons vécu heureux. Où allons-nous nous retrouver maintenant ? Dans la famille à Sverdlosk ? Que va nous dire le gouvernement ? Nous avons d'abord téléphoné à Sverdlosk, puis à Moscou où nous avons des amis. tous les parents et amis furent très surpris de la nouvelle. Ils étaient prêts à nous recevoir. Il ne se passa rien jusqu'au



soir. Dans l'anxiété, nous attendîmes les informations à la télévision. Au milieu du journal, il y eut seulement quelques mots comme quoi il y avait eu un accident à la centrale mais rien de plus. Le lendemain, mardi, tout commença très tôt. Les soldats vinrent nous demander si nous étions prêts à partir et où nous voulions aller. Nous préférions aller à Moscou, plus proche. Mais cela dépendait de la durée de notre exode. Sur ce point, ils nous répondirent qu'ils ne savaient rien et ajoutèrent qu'ils passeraient nous prendre dans trois heures. Nous descendîmes à l'étage en dessous où une vieille amie habitait. Une vieille dame de 80 ans qui vivait seule. Elle nous dit qu'elle ne s'en irait jamais de chez elle, qu'elle se cacherait, qu'elle avait survécu à la guerre et qu'elle survivrait aussi aux radiations de Tchernobyl. Nous essayâmes de la convaincre mais sans résultat. Trois heures plus tard, les soldats revinrent. Nous sommes montés dans un camion avec d'autres familles. On prit la route vers Kiev pour ensuite gagner Moscou par le train. Le long de la route, nous vîmes beaucoup de soldats qui essayaient de convaincre des Kolkosziens de partir. Ils refusaient. Les paysans, comme partout dans le monde, refusent toujours de quitter leurs terres, leur maison, leurs animaux, leurs outils. Un tremblement de terre ou une famine, peut-être, mais pas les radiations ! Où est le danger ? A Kiev, tout nous sembla normal, mis à part le gros trafic de camions civils et militaires. La gare était encombrée et beaucoup de gens se pressaient autour du train pour Moscou. Nous qui venions de Tchernobyl avions la priorité. Nous partîmes donc vers Moscou. Personne ne savait rien de précis sur ce qui s'était réellement passé. Nous faisons des hypothèses. Un ingénieur de Tchernobyl nous dit que Gorbatchev n'avait été informé que le dimanche soir. A Moscou, nos amis nous attendaient à la gare. Ils nous demandèrent des nouvelles que nous ne pouvions pas donner. Mais, avant d'aller chez eux, on nous conduisit à l'hôpital n°7 pour un examen. C'est là que nous avons appris qu'il y avait des malades sérieusement atteints. Personne ne nous dit combien ils étaient. On sentait une atmosphère de peur devant l'inconnu. Nous fûmes examinés avec un mélange d'autorité et de gêne. Nous sommes restés deux jours à l'hôpital pour y subir des examens de toutes sortes: thyroïde, sang, cheveux, yeux, et naturellement les vêtements. Pendant ce temps, d'autres personnes arrivaient et nous apprirent que le territoire était évacué sur 30 à 40 km. Mardi soir : à nouveau les informations. On parle de deux morts et plusieurs dizaines de blessés. Nous ne savons pas qu'en penser, alors que les radios occidentales annoncent 2000 morts. A en juger par ce que nous avons vu, nous étions plutôt enclins à croire notre gouvernement. Presque un mois a passé. Nous sommes toujours là et personne nous a dit si nous pourrions, et quand, retourner à Tchernobyl. On a aidé mon mari à trouver un emploi temporaire, mais il est évident que, dans peu de temps, nous allons avoir à décider : rester à Moscou aller à Sverdlovsk, ou retourner à Tchernobyl. La troisième solution est la plus improbable. Des amis de là-bas, que nous avons rencontrés à Moscou, m'ont dit que leur famille qui est restée dans une région proche de la zone évacuée, avait remarqué des phénomènes étranges. Un grand nombre de champignons aux formes bizarres ont poussé et personne ne doit les toucher. L'ordre est formel et répété toutes les heures. Les plus grands arbres semblent se dessécher jour après jour. D'autres sont tout courbés. Les champs de blé jaunissent, l'eau des rivières semble changer de couleur. Je ne sais quelle valeur accorder à ces signes mystérieux. La seule chose que je puisse dire c'est que ma conscience a du mal à faire le lien entre le spectacle fascinant du ciel illuminé par ces énormes étoiles et les monstrueux champignons qui poussent maintenant à cet endroit. Ce mélange de beauté et d'horreur marquera dorénavant ma vie. Malheureusement, je ne serai pas la seule !

15 décembre 1986..... Un rapport des autorités soviétiques sur les suites de Tchernobyl : «Un travail héroïque» a été

réalisé à Tchernobyl mais il n'est pas encore temps de baisser les bras. C'est, en substance la teneur du rapport rendu public samedi 13 décembre par les autorités soviétiques. L'information a été donnée sous forme d'une déclaration conjointe du comité central du Parti communiste et du Conseil des ministres lue au journal télévisé de la soirée. Rappelant que le nombre de victimes est toujours de 31 personnes décédées, le texte fait surtout un bilan de la situation près de huit mois après la catastrophe. Il indique que le réacteur accidenté (le numéro quatre) est maintenant totalement encastré dans du béton et qu'il «a cessé d'être une source de pollution radioactive pour l'environnement ». Le texte confirme que les réacteurs numéro un et deux ont été remis en route. Les autorités rendent grâce au «travail héroïque » des ouvriers, des ingénieurs, des techniciens, des scientifiques et de l'armée. En ce qui concerne les

autres centrales, «les mesures nécessaires sont prises pour garantir la sécurité de toutes les centrales nucléaires soviétiques en fonctionnement» et les instances de contrôle font maintenant preuve de plus de rigueur et d'exigence. Le rapport précise que l'explosion du réacteur a entraîné l'évacuation de 116 000 personnes et le versement par l'Etat de quelque 800 millions de roubles (environ 8 milliards de francs français ou 1,2 milliard de dollars américains au cours officiel, pour divers dédommagements non précisés. Mais les citoyens soviétiques se sont aussi montré



Contrôle de radioactivité après la catastrophe



généreux puisque le total d'aide récoltée atteint 520 millions de roubles (5 milliards de francs ou 750 millions de dollars). 12 000 maisons individuelles et 200 écoles, hôpitaux et boutiques ont été construits en dehors de la zone contaminée pour accueillir les personnes évacuées. Sur les 237 personnes hospitalisées à la suite de la catastrophe, «la plupart sont retournées à leurs activités ». Les anciennes estimations publiées par les Soviétiques fixaient le coût de l'accident et les pertes en électricité à deux milliards de roubles (20 milliards de francs, trois milliards de dollars). Grâce au travail accompli, le texte du gouvernement souligne qu'il y a eu «une amélioration extrême des conditions de radioactivité» dans une zone de 30 kilomètres autour de la centrale. En revanche les autorités soviétiques ne précisent pas si le retour des habitants évacués pourra se faire un jour ou l'autre. En ce qui concerne la qualité de l'eau dans la région de Kiev, la construction de dizaines de kilomètres de barrages a, semble-t-il permis de contenir la contamination. Ainsi le bassin du Dniepr, principale source d'eau potable de la capitale de l'Ukraine (Kiev, troisième ville de l'URSS) « correspond aux normes sanitaires ». Toutefois, et en guise de conclusion provisoire à une situation difficile à normaliser, Moscou explique qu'il «reste beaucoup à faire» sans toutefois donner détails. Les autorités appellent à l'achèvement complet du travail entrepris, conformément au programme établi par le gouvernement.

- 25 avril 1987..... Tandis que des manifestations se déroulent partout en Europe pour dénoncer les risques liés à la catastrophe de Tchernobyl, l'URSS annonce que les réacteurs 5 et 6 de la centrale ne seront pas construits. Il s'agit d'un recul flagrant du gouvernement soviétique qui, jusqu'à ces derniers jours, affirmait au contraire continuer et terminer ces tranches RMBK.
- 25 avril 1987..... L'information nucléaire en URSS. Les Nouvelles de Moscou, hebdomadaire soviétique édité en plusieurs langues, s'est plaint, dans son édition du jeudi 23 avril, des difficultés croissantes que rencontre la presse soviétique pour obtenir des informations sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. «L'expression «non pour la presse» est de plus en plus souvent utilisée », écrit l'hebdomadaire. Le magazine souligne que la politique officielle à l'égard de la presse soviétique était plus souple dans les premiers jours qui ont suivi la catastrophe.
- 6 mai 1987..... Le deuxième des quatre réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine) a été arrêté pour des travaux de maintenance préventive, jusqu'au 1er juin, a annoncé l'agence Tass. Elle ajoute que la première unité de la centrale ukrainienne fonctionne à plein rendement et que les travaux de décontamination continuent dans le troisième réacteur, qui jouxte la quatrième unité accidentée le 26 avril 1986.
- 7 juillet 1987..... A Tchernobyl (Ukraine), ouverture du procès de six ingénieurs accusés d'être responsables par violation des règles de sécurité de la double explosion nucléaire qui dévasta, le 26 avril 1986, la centrale nucléaire, faisant, selon le bilan officiel, 32 morts et causant d'immenses dégâts. Une dizaine de correspondants étrangers sont admis dans la salle pendant les premières heures du procès, mais en seront exclus ensuite jusqu'au verdict.
- 29 juillet 1987..... La cour du procès de Tchernobyl (Ukraine) condamne l'ancien directeur de la centrale nucléaire, Viktor Brioukhanov, ainsi que deux de ses anciens adjoints, à la peine maximale de 10 ans de camp chacun. Les trois autres accusés sont condamnés à des peines de cinq, trois et deux ans de privation de liberté. Ils sont reconnus coupables de négligences ou de violations des règles de sécurité. Le 31, avec 48 heures de retard, la radio soviétique rend brièvement compte du verdict. Les autres médias le passent sous silence.
- 6 décembre 1987..... Trois morts et trente-six accidents à la centrale de Tchernobyl depuis le début de l'année. Le réacteur n°3 de la centrale de Tchernobyl (Ukraine), frère jumeau du réacteur n°4 qui avait explosé le 26 avril 1986, a été remis en exploitation le 4 décembre, annonce l'agence Tass. Au même moment, le journal Sotsialistitcheskya Industria, citant le responsable du Parti communiste de la ville nouvelle de Slavutisch, qui abrite le personnel de la centrale, indique que trois personnes sont mortes ces derniers mois au cours d'opérations d'extraction du combustible nucléaire. Toujours selon ce responsable, V. Lukyanenko, il y aurait eu trente-six accidents à la centrale de Tchernobyl au cours des dix derniers mois. Trois responsables de ces accidents, survenus en juin dernier au réacteur n°2, ont été sanctionnés pour violation des règles de sécurité. Le 9 décembre, démenti de l'URSS : «Aucun de ses accidents mortels n'a de lien avec le travail de la centrale et aucun n'est dû à la radioactivité ». Deux personnes sont mortes sur un chantier de construction d'une maison et une autre s'est noyée dans le Dniepr.
- 22 janvier 1988..... Tchernobyl, la forteresse irradiée. En 1986, le plus grand accident nucléaire connu de l'Histoire. Aujourd'hui, 20 000 hommes tentent d'effacer les traces de la catastrophe. Ses parois d'acier semblent monter à l'assaut du ciel; elles recouvrent 300 000 mètres cubes de béton. On l'appelle «le sarcophage », mais «mausolée » conviendrait tout aussi bien. Dans plusieurs siècles, il témoignera encore de la première grande catastrophe de l'ère nucléaire : l'explosion, le 26 avril 1986, du réacteur n°4 de la centrale soviétique de Tchernobyl. Bilan : 31 morts, et un nuage radioactif qui inquiéta toute l'Europe. Si, depuis, les trois autres tranches du site ont redémarré, Tchernobyl et Pripiat demeurent des villes mortes. Les 135 000 personnes vivant à moins de 30 kilomètres, qui ont été évacuées dans les cinq jours suivant l'explosion, n'ont toujours pas regagné leurs foyers. A l'exception des habitants d'une douzaine de villages, sur les 200 que compte ce périmètre. Cette zone, soigneusement gardée par l'armée, est pourtant le théâtre d'une intense activité. Quelque 20 000 ouvriers et techniciens, amenés chaque jour par autocar, y travaillent : 4000 employés de la centrale et environ 16 000 hommes. Dont 10 000 militaires, chargés de la «liquidation des conséquences» de l'accident. « Les travaux effectués sur le site sont impressionnants », explique Jacques Leclercq, ancien chef du service de la production thermique à EDF, l'un des rares Français à s'être rendus



sur place. Le plus urgent était d'éviter la contamination du Dniepr, qui alimente en eau la ville de Kiev (2,5 millions d'habitants). Pour cela, le réacteur accidenté a été isolé de la nappe phréatique par une tranchée de 45 mètres de profondeur, emplie d'un mélange de béton et d'argile, et 136 «pièges à limon» - des barrages poreux - filtrent les particules radioactives contenues dans les eaux de ruissellement. Aux environs immédiats de la centrale, le sol a été gratté sur une épaisseur allant de 10 centimètres à 1 mètre. Les arbres d'une forêt de conifères de 80 hectares, «grillés» par les radiations, ont été abattus et enterrés. Toutes les routes, surélevées, puis refaites. Les toits et les murs des immeubles de Pripiat, décontaminés, probablement par simple lavage au jet... Dans un rayon de 10 kilomètres autour du réacteur, les équipes s'efforcent de fixer les particules radioactives en projetant des produits qui favorisent leur diffusion dans le sol. Coût des travaux: 20 milliards de francs. C'était le prix pour limiter les dégâts. «Actuellement, on ne détecte que 3 millirads par heure à 300 mètres du sarcophage», déclare Jacques Leclercq, admiratif. «Les Soviétiques pensent pouvoir cultiver assez rapidement les terres au-delà d'une limite de 10 kilomètres autour de la centrale, ajoute Leclercq. Certains terrains seront reboisés. Des essais de culture de légumes ont lieu à Pripiat, dans des serres qui existaient avant l'accident, sur de la terre dont la contamination correspond à celle des champs situés à 20 kilomètres du réacteur.» Les responsables semblent cependant plus réservés sur le retour des habitants, souligne encore Leclercq: «Cela devrait être possible. Mais de petites poches de radioactivité peuvent avoir échappé à la décontamination, rendant une telle mesure un peu hasardeuse. En attendant, le but principal des autorités est d'éviter absolument que les conséquences de l'accident ne débordent la zone atteinte.» C'est aussi le souhait de tous les responsables du nucléaire: il y va de l'avenir de leur industrie...

27 avril 1988..... Tchernobyl an II : Oublier Tchernobyl, le voudrait-on qu'on ne le pourrait pas. Deux ans ont passé depuis ce samedi noir du 26 avril 1986 où, à la suite d'une incroyable série d'erreurs humaines et de violations de consignes de sécurité, le réacteur n°4 de la centrale ukrainienne de Tchernobyl a volé en éclats et craché une partie de ses produits radioactifs sur toute l'Europe. Depuis, tout a changé ou presque. Le temps n'est plus en effet où un responsable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) affirmait avec une belle assurance, quelques mois après la catastrophe, que, même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, le nucléaire resterait une source d'énergie intéressante. Le temps n'est pas non plus où certains responsables occidentaux, par trop optimistes, clamaient bien haut que l'accident de Tchernobyl ne leur apprendrait rien sous prétexte que leurs réacteurs étaient de conception différente. Les mentalités ont changé, comme elles avaient changé en avril 1979 après l'incident de la centrale américaine de Three Mile Island. Dans le domaine des programmes d'équipement électronucléaire comme dans ceux de la sûreté des installations et de l'information du public. Car, même si la France et la Grande-Bretagne maintiennent à un rythme lent leurs programmes nucléaires malgré une opinion publique plus réservée que naguère, d'autres, en Europe, ont fait des choix plus catégoriques. L'Italie dont le président du conseil, M. Giovanni Gorla, a dû démissionner pour avoir décidé la reprise des travaux de la centrale de Montalto. Les petits pays nucléaires (Suède, Finlande, Pays-Bas, Suisse et Autriche) ont ou bien renoncé à étendre leur parc, ou décidé de «sortir» de l'atome civil. Quant à la France elle s'interroge sur l'amélioration de la sûreté et l'information du public. Des plans de protection des populations ont été réaménagés dans les départements du Rhône et de l'Isère où la densité des installations nucléaires est particulièrement élevée. On a réexaminé les centrales graphite-gaz dont la construction n'obéit pas aux mêmes normes que celles des réacteurs à eau pressurisée. Enfin des mesures ont été prises par la ministre de la santé, Mme Michèle Barzach, pour mettre en place des techniques de tri rapide des populations exposées au cours d'un accident et le conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire vient d'établir une sorte d'échelle de Richter des accidents et incidents nucléaires. De son côté, l'Union soviétique, première victime de Tchernobyl, n'évite pas le débat sur le nucléaire civil. Dans un article publié le 24 avril, la Pravda révèle que l'exploitation de la centrale ukrainienne a pris le pas sur «la qualité des travaux de réparation et d'entretien du matériel», que «les réparations ont été effectuées (...) sans vérification convenable et sans étude technologique» et que le ministère chargé de l'énergie nucléaire, qui n'a fourni «aucune aide effective» aux personnels de la centrale, a fait «preuve d'indulgence à l'égard des calculs et des fautes les plus graves». Bref, un sévère rappel à l'ordre pour un accident qui a fait plus de trente morts, entraîné l'évacuation de 135 000 personnes et la stérilisation d'une zone de 30 kilomètres de diamètre et coûté en définitive, selon des représentants du Politburo, quelque 8 milliards de roubles (80 milliards de francs).

30 avril 1988..... Tchernobylgate, version «Pravda» : La centrale et les zones concentriques sont gérées aujourd'hui "comme s'il n'y avait jamais eu d'accident". Perestroïka oblige, l'organe central du parti ne mâche pas ses critiques. L'URSS raffole des anniversaires qui sont toujours l'occasion de célébrer les succès et d'oublier les échecs. Le deuxième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl a pourtant manqué à la règle. L'année dernière, le premier anniversaire avait suivi scrupuleusement la tradition et donné lieu aux bilans les plus optimistes. Travaux de remise en route de la centrale, gestion des conséquences de l'accident : tout avait été fait dans les meilleurs délais et de la meilleure façon possible. Depuis, la presse a continué sur cette lancée. On pouvait s'attendre à un deuxième anniversaire encore plus triomphaliste, mais, décidément, la «perestroïka» perturbe les traditions soviétiques les mieux ancrées. C'est par une véritable volée de bois vert que la «Pravda» du 24 avril a ouvert la commémoration. Pour l'organe central du parti, le site de Tchernobyl, la centrale elle-même et les deux zones concentriques de 10 et 30 km (où il y a eu évacuation des populations) sont gérées aujourd'hui avec «la même insouciance qu'avant et



comme s'il n'y avait jamais eu d'accident ». La supervision de tous les travaux ainsi que l'exploitation de la centrale avaient été confiées à un groupe ingénierie multidisciplinaire, créé par le ministère de l'Energie atomique, et qui a reçu le nom de «Kombinat ». A lire la «Pravda », on se demande si Kombinat ne s'est pas assigné le but de saboter la centrale. Ainsi, il pousse l'exploitation de la centrale «dans le sens du rendement» maximum, ce qui entraîne la «dégradation de la qualité des travaux d'entretien et de maintenance d'équipements particulièrement sensibles ». L'année dernière, ces travaux ont été réalisés «sans que la direction, le service technique et l'ingénieur en chef aient procédé à des essais suffisants ». Des équipements nouveaux ont été «mis en service, alors même qu'ils étaient gravement défectueux». Kornbinat, supposé épauler de sa compétence le personnel de la centrale, ne s'est pas donné la peine d'en «étudier à fond la situation ». Le personnel de la centrale a été abandonné à lui-même pour résoudre une série de problèmes négligés par Kombinat, ce qui a abouti à l'«abandon de certaines mesures de sécurité qui avaient été prévues» pour éviter la répétition de la catastrophe de 1986. «L'insouciance et la légèreté » de Kombinat dans le contrôle qu'il devait effectuer, a entraîné des «violations graves et répétées des normes sanitaires ». La réhabilitation de la zone sinistrée entre 10 et 30 km autour de la centrale «se fait de manière désordonnée ». Bref, le bilan technique de Kombinat est catastrophique : «La direction a failli à sa tâche qui consistait à améliorer la sécurité de la centrale et de garantir au personnel des conditions normales de travail et de repos.» En conséquence, le directeur de Kombinat, E. Ignatenko, a été muté et le directeur de la centrale, M. Oumaerz a fait l'objet d'un blâme. Les autres aspects de la gestion ne valent pas mieux. La gestion du personnel a été faite «par copinage et népotisme»; «des tâches exigeant une qualification d'ingénieur ont été confiées à des infirmiers, à des instituteurs ou à des techniciens vétérinaires ». Faute encore plus grave, Kombinat a refusé de se conformer aux recommandations du parti et a nommé à des postes responsables des personnes ayant «un casier judiciaire et des gens qui avaient été exclus du parti ou avaient fait l'objet de blâmes ». Côté finances, «dépassement des devis », «violation de la discipline salariale», «abus de pouvoir », etc. Comme on devait s'y attendre, «ivrognerie, vols et indiscipline» sont la règle chez Kombinat. Le ministère de l'Energie atomique, l'organisme de tutelle de Kombinat, est «indifférent à ce qui se passe sur le site ». A bien lire la «Pravda » une deuxième catastrophe de Tchernobyl est pour demain. La tradition des anniversaires a néanmoins été sauvegardée. Sur la même page, la «Pravda » donne la parole à V. Massol, le président du Conseil des ministres d'Ukraine pour une énumération enthousiaste de tous les travaux réalisés. Mais on comprend pourquoi, en conclusion de son article, sans citer Kombinat, il recommande énergiquement de confier la supervision des travaux à un nouvel organisme.

2 mai 1988..... Deux ans après la catastrophe, c'est la guerre de tranchées à Tchernobyl. Un avant-goût de fin du monde. Dès qu'on pénètre dans la «zone à régime spécial» - un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale nucléaire, - la vie s'arrête. Tout est silencieux, immobile, figé. Dans les villages aux palissades colorées, les maisons commencent à perdre leurs volets et les potagers se transforment en terrains vagues, envahis par de hautes herbes que l'hiver a séchées sur pied. Autour, les champs incultes retournent à la steppe. Pas âme qui vive dans les chaumières. Même les cigognes ont déserté leurs nids. A Pripjat, la ville champignon qui accueillait les employés de la centrale, la désolation est pire, car la nature n'a pas encore repris ses droits dans cet univers de bitume et de béton. Ce que les Soviétiques considéraient comme «la ville atomique la plus pimpante du pays » - en fait, une cité HLM rappelant Sarcelles ou La Courneuve - est devenu un décor de film d'épouvante : façades aux fenêtres ouvertes sur le vide, carreaux cassés, fils à linge en déroute, antennes tordues où se posent les corbeaux. Des pelouses et plates-bandes qui égayaient l'ensemble, il ne reste que des labours recouverts de sable d'où émerge parfois un toboggan ou une balançoire. On dirait que les 49 000 habitants de Pripjat ont quitté leur cité hier, après le sac de la ville par quelques barbares méthodiques. Les routes qui sillonnent ce No man's land, en revanche, connaissent une activité fébrile. Des caravanes de camions se croisent, chargés d'engins de chantier, de sable, de ballast, voire de mobilier à évacuer - il en reste ! Beaucoup de véhicules militaires parmi eux, y compris quelques blindés pour l'accès aux secteurs les plus contaminés. Des camions-citernes passent et repassent pour arroser le bitume, car il faut éviter à tout prix que la poussière entraîne avec elle les radioéléments crachés naguère par le réacteur en folie. De poste en poste, des soldats masqués de coton blanc contrôlent les pneus avec leurs dosimètres en forme de crosse de hockey. Même dans le ciel balayé par le vent d'hiver - il n'est pas fini en Ukraine, - des hélicoptères ratissent l'espace à la recherche de signaux radioactifs. On semble se livrer là à une guerre atomique avec les moyens d'une guerre de tranchée... Deux ans après l'explosion du réacteur numéro 4, Tchernobyl reste donc sur le pied de guerre. Le «kombinat », qui assure en même temps la production d'électricité et la décontamination du site, comprend dix mille personnes. A ces dix mille personnes, il faut ajouter quatre mille hommes chargés du génie civil et un nombre tenu secret de militaires - plusieurs milliers en tout cas. Ces personnels sont répartis entre la centrale nucléaire (quatre mille employés) et la ville de Tchernobyl (ramenée de douze mille habitants à quelques centaines d'administratifs autour de l'état-major du kombinat), trois immeubles de Pripjat qui accueillent aussi quelques centaines de fonctionnaires, et enfin Zeleny-Mis (le cap Vert), la cité de repli où vivent en alternance six mille personnes. Cette ville préfabriquée située au bord de la «mer de Kiev» un lac-réservoir formé par le Dniepr, 36 kilomètres - à 36 kilomètres de l'épicentre, s'est substituée à Pripjat pour l'accueil des travailleurs de la centrale. Ils avaient d'abord été logés dans une colonie de vacances, à une quarantaine de kilomètres, ainsi que dans des bateaux de croisière mouillés au cap Vert. Désormais privés de leur famille, ces ouvriers et techniciens font chaque jour la navette, en



car, pour se rendre à leur travail qu'ils accomplissent par journées de douze heures (pause repas comprise), quinze jours d'affilée. Ils regagnent ensuite leurs foyers pour les quinze jours suivants, afin de ne pas cumuler trop de rems dans leur organisme. «Au lendemain de l'accident, on tolérait des doses de 25 rems, explique Alexandre Kovalenko, le directeur des relations internationales du kombinat. Depuis le 1er janvier 1987, on s'en tient à la norme internationale de 5 rems par an. Mais la dose moyenne enregistrée en 1987, a été de 1,5 rem et on espère descendre à 1,2 rem en 1988. » Pour ce fonctionnaire modèle, accouru volontairement sur le site - avec sa femme - au lendemain de l'accident, la décontamination a été si réussie que le «bruit de fond » radioactif de Tchernobyl n'est que le double de celui de Kiev, lui-même double de la normale. «Mais l'air de la place Rouge avec son granit est plus radioactif qu'à Kiev », précise-t-il avec un clin d'œil. Les techniciens de la décontamination s'efforcent avant tout de maintenir «ouvrable» le périmètre de la centrale, quitte à sacrifier quelque peu les abords désormais interdits. Même à proximité immédiate du «sarcophage » - le réacteur numéro 4 enfoui sous 300 000 mètres cubes de béton, 13 500 tonnes de plomb et serti de tôle d'acier, - la dose actuelle serait de 2 millirems/heure à 120 mètres du réacteur, soit l'équivalent de 17 rems par an. Toutefois, la situation reste évolutive car le bunker n'est pas totalement étanche. On a ménagé une circulation d'air pour le refroidissement du cœur dont la chaleur résiduelle serait de 35 degrés à 2 mètres du réacteur. «Les fuites du sarcophage sont bien inférieures à celles d'une centrale en activité », affirme l'ingénieur en chef Guennadi Yaroslavtsev, qui n'a d'yeux que sur ses courbes de production : 20 milliards de kilowattheures produits depuis la remise en route de trois réacteurs (décembre 1987) et les objectifs du plan (le plan 1987 a été réalisé et celui du premier trimestre 1988 aussi). Mais ce sont des kilowatts particulièrement coûteux. «La catastrophe nous a coûté trente-deux morts, deux cent trente-sept irradiés, cent trente-cinq mille évacués et 8 milliards de roubles », résume sèchement Alexandre Kovalenko. Et ce n'est pas fini : il faut constamment recommencer le découpage des terres contaminées, prendre mille précautions qui entravent la production et payer double un personnel contraint à travailler à mi-temps. Quant aux tranches cinq et six de la centrale - dont la carcasse inachevée ressemble aujourd'hui au réacteur numéro quatre après l'explosion, elles sont gelées jusqu'à 1991 au moins, sinon définitivement abandonnées. Dans tout le pays des voix autorisées supplient le ministère de l'énergie de ne pas construire les six réacteurs encore au programme en Ukraine. Le gouvernement, obligé à un minimum de «glasnost », devra donc dépenser des trésors d'énergie pour convaincre... Il voit aussi se lever un vent de fronde parmi les paysans évacués en 1986. A Nebrat, où nous avons rendu visite aux kolkhoziens nouvellement installés, le soulagement d'avoir retrouvé un toit et une terre a fait place à la morosité. «Ils veulent tous rentrer au village, même les enfants », constate la directrice de la toute nouvelle école. «Ce ne sont pas les radiations qui les minent, mais l'exil », diagnostique le médecin de la communauté. Une kolkhosienne aux dents d'or résume à sa façon la situation : «Notre nouvelle maison est peut-être correcte mais c'est un terrain vague : ici, plus de vergers, plus de rivière, plus d'étang. et on n'a même plus le droit d'avoir une vache à l'étable ! » Certains, n'y tenant plus, sont retournés dans leur village d'origine. Les autorités, tolérantes à l'égard des plus âgés, leur apportent vivres et eau minérale. On compte ainsi aujourd'hui quelque cinq cents auto retournés » dans la zone des trente kilomètres. La tragédie de Tchernobyl, comme disent les Soviétiques, attend toujours son dénouement.

15 mai 1988..... Deux ans après la catastrophe de Tchernobyl, l'académicien Legassov s'est donné la mort. Pratiquement deux ans jour pour jour après la catastrophe de Tchernobyl, l'académicien soviétique Valeri Legassov, qui fut l'un des premiers savants à se rendre sur les lieux de l'explosion, au péril de sa vie, s'est donné la mort, à l'âge de cinquante-deux ans. La presse officielle s'est contentée d'annoncer pudiquement, le 29 avril, que «sa vie avait pris fin » le 27 avril. Mais un responsable de la société Kombinat, qui répare la centrale de Tchernobyl, vient d'affirmer, dans une déclaration citée par l'AFP, qu'il s'était suicidé. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. a simplement démenti que la mort de ce spécialiste de l'énergie nucléaire fût liée à des radiations. Une semaine à peine après la catastrophe (le 26 avril 1986), la Pravda écrivait à propos de M. Legassov, nommé membre de la commission gouvernementale d'enquête : «Personne ne peut compter combien de fois il a volé [en hélicoptère] vers le réacteur...» L'académicien lui-même rapportait, dans le même article, sa vision de l'événement, dès son arrivée près de la centrale, le jour-même de l'explosion: « Je ne cache pas que je ne m'attendais pas que l'accident ait eu de telles proportions. Ce n'est qu'en arrivant à Pripiat [village voisin], en voyant la lueur de l'incendie, que j'ai commencé à deviner le caractère de ce qui s'était produit. Il n'existait dans le monde aucune expérience de combat contre de tels accidents. Il était difficile de deviner comment allaient évoluer les événements, et nous n'avions pas le droit à l'erreur... »

22 mai 1988..... Suites de Tchernobyl : Après le suicide de l'Académicien Legassov, la «Pravda » publie un testament accablant du savant sur-l'industrie nucléaire soviétique. Constat d'incurie, constat d'impuissance, c'est un document dramatique, accablant pour le système soviétique que livre la Pravda du 20 mai, en publiant sur une page et demi le «testament » du savant atomiste Valery Legassov, qui s'est suicidé le 27 avril dernier, deux ans exactement après la catastrophe de Tchernobyl. «Tchernobyl a été l'apogée de tout le mauvais fonctionnement de l'industrie de l'énergie atomique depuis des dizaines d'années » écrit l'académicien, membre de la Commission d'enquête gouvernementale sur l'accident, qui, selon la Pravda, a dicté ces mémoires sous forme de notes quelques semaines avant sa mort. Dans ce document. écrit à la première personne, le savant confirme que les dangers d'une telle catastrophe avaient été perçus, bien avant le 26 avril 1986 mais constamment ignorés voire niés par les



autorités. «Il était difficile d'intervenir dans le processus en tant que professionnel, et les recommandations générales étaient prises pour de l'ingérence », dit-il, en décrivant tous les défauts de construction décelés dans les centrales RBMK du type de Tchernobyl : mauvaise qualité des soudures de tuyaux, problèmes d'écrous, négligence des fournisseurs, etc., tous susceptibles de provoquer un «terrible accident ». «Nous savions que le système de sûreté ne convenait pas », écrit Valery Legassov, mais alors que des experts américains étudiaient les problèmes de sécurité nucléaire, «je n'ai jamais vu une seule organisation soviétique étudier avec compétence le problème ». Le savant soviétique, préoccupé par les risques de la filière RBMK, sur le modèle de laquelle un tiers des réacteurs soviétiques ont été construits, avait entrepris, dit-il, une campagne pour tenter d'imposer une nouvelle génération de centrales, mais ses efforts étaient restés vains : «ils disaient que c'était deux choses différentes, que je n'y connaissais rien, qu'il est impossible de comparer un type de réacteur à un autre », écrit-il. Outre les problèmes strictement techniques, M. Legassov dénonce avec vigueur le système soviétique de «responsabilité collective », principale responsable, in fine, de la catastrophe. «Je dois faire partager ma conviction que la responsabilité doit être mise entre les mains d'un seul homme », dit-il, «la responsabilité collective est une approche incorrecte. Le manque de responsabilité personnelle pour la qualité des équipements a été l'un des facteurs principaux qui ont conduit directement à l'accident de Tchernobyl ». Dans sa conclusion, l'académicien critique la capacité des soviétiques à administrer le système et à diagnostiquer ses problèmes. Le suicide de M. Legassov, indique le quotidien du Parti communiste, dans une introduction à ce testament » était «un reproche adressé à tous ceux d'entre nous qui placent la tranquillité et le bien-être au-dessus de tout ». M. Legassov, né le 1er décembre 1936, membre du presidium de l'académie des sciences soviétiques, avait fait toute sa carrière à l'Institut de l'énergie atomique «Kourtchatov » de Moscou. Il avait été l'un des premiers à se rendre sur les lieux de la catastrophe, et avait survolé à plusieurs reprises les lieux de l'accident.

Septembre 1988..... En URSS, des chercheurs contre le nucléaire : Plus de 4000 officiels (dont des membres du ministère ukrainien de l'énergie), scientifiques et employés de l'industrie nucléaire ukrainienne (région de Tchernobyl) ont lancé un appel à la dix-neuvième conférence du Parti Communiste de l'Union Soviétique, demandant l'abolition du ministère de l'énergie nucléaire, un moratoire de 10 à 15 ans sur la construction de centrales nucléaires en République d'Ukraine et l'élaboration d'une planification énergétique basée sur les combustibles classiques. (source WISE-Paris). Ce n'est pas en France qu'on verrait des horreurs pareilles !

11 octobre 1988..... URSS : Polémique sur une éventuelle destruction de la ville de Tchernobyl (Ukraine). L'agence locale chargée de la décontamination de la zone entourant la centrale nucléaire de Tchernobyl, où se produisit le 26 avril 1986 la catastrophe nucléaire, aurait décidé de raser la ville de Tchernobyl. A l'origine de cette décision, il y aurait l'impossibilité de débarrasser la zone proche du réacteur accidenté de sa contamination radioactive. L'annonce faite par cette agence, créée au lendemain de cet accident qui fit 31 morts et entraîna le déplacement de 135 000 personnes, a déclenché une vive polémique en Union soviétique. La Pravda estime en effet dans son édition du samedi 8 octobre que l'agence locale le Kombinat aurait outrepassé ses droits dans cette affaire, et qu'il est surprenant qu'«une décision d'une telle importance, qui doit en principe revenir à l'Etat, ait été prise par les ingénieurs d'une agence provisoire ». C'est un affront, écrit ce journal, à la politique de transparence (glasnost), qui fait fi des 994 personnes qui sont retournées, sans aucune autorisation, dans leurs villages situés dans la zone contaminée de 30 kilomètres autour de la centrale. Le sort de Tchernobyl, affirme la Pravda, doit être discuté à «tous les niveaux » de l'Etat et du gouvernement. Quelques maisons peuvent être détruites, mais les habitants doivent être dédommagés et relogés «petit à petit, sans négligence ni indifférence », ajoute le quotidien, qui rappelle que des maisons situées dans la zone contaminée de la République voisine de Biélorussie ont été rénovées et que leurs habitants ont été autorisés à rentrer chez eux. «Le Kombinat ne doit pas oublier, conclut l'auteur de l'article, que le ministère de l'énergie (devenu depuis ministère de l'énergie atomique) n'a ni le droit moral ni le droit légal d'oublier sa culpabilité vis-à-vis de cette région ».

26 octobre 1988..... URSS : Le responsable de l'organisation du parti communiste pour la centrale de Tchernobyl, Evgueni Borodavko, a été exclu du PC pour son refus d'habiter dans la nouvelle ville construite à quelques kilomètres de l'usine nucléaire pour loger ses employés et leurs familles, a annoncé hier «la Pravda ».

8 décembre 1988..... Radioactivité : Tchernobyl n'aura plus jamais d'habitants. Les cent trente-cinq mille personnes qui habitaient dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale nucléaire de Tchernobyl ne reviendront jamais chez elles. C'est ce qu'a déclaré au Japon le vice-directeur de l'Académie soviétique des sciences, M. Evgueni Velikov. L'académicien a aussi admis qu'un accident sérieux s'était produit en 1957 dans une installation militaire de l'Oural. C'est la première confirmation officielle de cet accident, qui avait été révélé, en 1976, par le biologiste Jaurès Medvedev après son passage en Occident. L'accident de l'Oural, explosion dans un stockage de produits radioactifs, aurait causé une centaine de décès.



Janvier 1989..... Tchernobyl, deux ans après : Salaire de la peur pour 14 000 travailleurs dans la zone active du «sarcophage ». Tchernobyl enfin ! Après 150 km de tristes routes depuis Kiev, dans un car «Intourist » banalisé. Il nous dépose et retourne aussitôt à la frontière de la «ZONE » interdite de 30 km de rayon autour de la centrale nucléaire accidentée : un autre car qui ne sort jamais de cette «ZONE» nous transportera pendant la journée. Dès l'arrivée nous apparaît ainsi ce que confirmeront les heures suivantes: l'obsession d'empêcher toute diffusion de radioactivité hors de la «ZONE ». A Tchernobyl même, quel taux ? Réponse plutôt rassurante: «4 fois plus fort que les radiations naturelles, soit seulement 2 fois plus qu'à Kiev mais sans doute beaucoup moins qu'à Moscou sur la place Rouge très granitique. » On croirait entendre les propagandistes d'EDF et leur coup de la montre lumineuse. Tchernobyl, c'est aussi du linge qui sèche, des affiches de cinéma... « Oui, après 10 ou 12 heures de travail, on est bien libre d'aller voir un film. » Alors pourquoi soudain, l'agence KOMBINAT créée le 2 octobre 1986 par le gouvernement central pour gérer les séquelles de la catastrophe d'avril, annonce-t-elle son intention de raser Tchernobyl de la carte ? Après deux ans et demi d'expériences durement vécues jour après jour, il semble impossible de décontaminer vraiment les abords de la centrale. Vérité révélée aujourd'hui qui lors de notre visite, nous a échappé, au moins en partie, mais que nous pouvions déduire des chiffres donnés: dans la «ZONE » travaillent 14 000 civils (dont 4000 appartenant au Génie civil) et un nombre massif de militaires (effectif secret mais l'armée est omniprésente) copieusement équipés en chars, camions, arroseuses qui inondent perpétuellement les routes toutes neuves pour que la solution chimique déversée empêche la poussière radioactive de s'envoler ailleurs. Où va cette eau drainée par des rigoles latérales ? Comment se porte la nappe phréatique ? Tous volontaires et payés double salaire, les civils travaillent 10 ou 12 heures par jour mais après deux semaines, ils partent se reposer 15 autres jours à Kiev et ainsi de suite. Se reposer ou se décontaminer ? Un autre chiffre fourni prouve une relève fréquente des travailleurs exposés ici 800 000 personnes se seraient relayées pour décontaminer la «ZONE ». Alors on peut imaginer qu'après plus de deux années de faibles doses d'irradiation quotidiennes, certains examens médicaux, certaines répétitions de résultats inquiétants aient fait apparaître inévitable aux yeux des responsables locaux, la destruction de Tchernobyl puisque des travaux persévérants ne parviennent pas à la décontaminer assez pour que la vie n'y impose qu'un risque supportable. Lors de notre séjour, seule précaution constante sur le seuil de chaque bâtiment avant d'y entrer: tremper nos semelles dans un bac plein de liquide désinfectant. Avant la visite de la centrale, nous avons simplement enfilé une blouse blanche et coiffé un bonnet d'infirmier. Non pas pour nous préserver. Plutôt pour empêcher toute dispersion à l'intérieur de locaux impeccables, de poussières radioactives que nous pouvions avoir récoltées aux alentours. Notamment auprès du «sarcophage» encore chaud qui recouvre de béton armé le réacteur accidenté. Risque non négligeable puisqu'à la fin de notre circuit, nous avons dû nous soumettre tous à deux détecteurs dont l'un évoque les portiques de la police des aéroports à la recherche d'armes. Et soudain, l'une d'entre nous, Anne-Marie Pieux-Gilède de la revue de l'Union Fédérale des Consommateurs «Que choisir ? » déclenche une alerte générale de sonneries et de clignotants rouges. Au point qu'elle doit abandonner blouson et blue jeans contaminés, livrés à la destruction, nous a-t-on dit, et repartir en tenue réglementaire de décontamineur. Auparavant, à la frontière de la «ZONE», un factionnaire avait en promenant son détecteur portatif vérifié pneus et flancs de notre autocar. Cet incident sonore et lumineux qui a déclenché parmi nous un gros rire nerveux, s'est situé au «Cap vert», sorte de village-dortoir rapidement construit aussitôt après la catastrophe entre mai et septembre 1986, pour y loger les travailleurs de la centrale et des zones contaminées. Situé hors de la «ZONE » à 38 km des réacteurs, il fait bénéficier d'un éloignement salutaire 6000 personnes que des cars emportent et rapportent chaque jour. Solution confortable après les improvisations des premiers mois où il a fallu pour héberger évacués et travailleurs, pêle-mêle, réquisitionner une colonie de vacances à 40 km de la centrale et une vingtaine de bateaux de croisières sur le Dniepr, condamnés à l'immobilité et au surpeuplement. Ces précisions nous sont fournies par un personnage qui a certainement eu son mot à dire avant que ne soit annoncée la décision de détruire Tchernobyl : Alexandre Kovalenko. C'est justement à Tchernobyl qu'il nous accueille lui-même au seuil d'un baraquement où le tapis-brosse est remplacé par un bac désinfectant. Dans la salle de conférence de presse, spartiate, sa corpulence de gastronome et son teint fleuri étonnent. Plus encore nous étonne son franc-parler : «A cause du danger de radiations, cette zone où nous nous trouvons, est soumise à un régime spécial, à des règles établies par nous-mêmes et auxquelles vous devrez vous conformer, Ici c'est moi qui dicte les conditions et ceux à qui elles ne plaisent pas n'ont qu'à reprendre le bus et rentrer à Kiev ! » Après quoi deux NIET ont été opposés à nos demandes formulées quand même : interdiction de se déplacer autrement qu'en groupe unique et guidé, et de faire aucun prélèvement de sols ou de végétaux. Explications du camarade Kovalenko: «Les Français ne seront autorisés à faire des prélèvements ici qu'après que la France nous ait autorisés à en faire nous-mêmes aussi librement, autour de vos centrales. Sinon, rien. » Après cette pilule préventive, nous avons cru comprendre que ce préambule servait d'assurance à notre hôte dont le libre discours lui vaut quelques ennemis. Quant à son exigence de ne nous déplacer qu'en un seul groupe, elle vient du même souci de ne pas disséminer la radioactivité. D'ailleurs nous ne nous sommes pratiquement jamais écartés des routes et d'itinéraires prévus. Plus de 100 m nous ont toujours séparés du «sarcophage» encore chaud et beaucoup plus encore des forêts contaminées que nous apercevions. Une fois posées ces conditions, la jovialité du personnage - un peu surprenante en ce lieu où rôde la mort - reprend le dessus, nous rappelant que par sa fonction, il est un homme de communication: «Je me présente : je suis le chef du Service des



Relations Extérieures de l'entreprise KOMBINAT qui gère centrale, transports, santé, contrôle dosimétrique, décontamination (réalisée par l'entreprise KOMPLEX)... En 1987, on s'est aperçu que le problème principal est l'acceptation de l'énergie nucléaire par l'opinion publique. C'est pourquoi on a créé le Service des Relations Extérieures que je dirige et qui a déjà reçu 332 représentants de 38 pays étrangers. Vous êtes la 183e délégation que j'accueille ». Beaucoup de Japonais et d'Américains, semble-il, et beaucoup moins de journalistes que de chercheurs, médecins, techniciens, experts de toutes sortes. Autre bilan plus dramatique: «32 morts pendant l'accident (sous-entendu, d'autres ont pu mourir après), 237 malades irradiés, 135 000 évacués et pendant une génération, 30 000 cancers supplémentaires... Coût provisoire, 8 milliards de roubles », l'équivalent du prix de 16 réacteurs semblables à celui qui a brûlé (soit au cours officiel, 80 milliards de francs : de quoi augmenter très sensiblement le coût du kilowatt nucléaire qu'on prétend si bon marché !). Encore des experts du GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'Information sur l'énergie nucléaire) m'ont-ils affirmé que même provisoire, le coût doit atteindre déjà 10 ou 11 milliards de roubles. Une centaine de milliards de francs lourds ! Sans compter la gigantesque somme de travail et d'énergie dépensée pour émerger peu à peu des décombres d'une tragédie qui deux ans et demi après, oblige encore à décider une amputation aussi douloureuse que la Suppression d'une ville. Il est vrai qu'est déjà supprimée une autre ville toute proche dont la visite est terrifiante: Prypiat, ville totalement neuve bâtie quinze ans plus tôt pour loger les travailleurs et leurs familles à deux pas du complexe industriel autour de la centrale. Aussitôt après l'accident, la contamination s'est révélée si forte que l'évacuation décidée très vite s'est terminée en 36 heures grâce à 1252 voitures où les 50 000 habitants fuyards n'ont rien pu emporter ou presque. Par la suite, les façades ont été lessivées, les appartements vidés par les fenêtres, l'intérieur lessivé, la terre arrachée sur 20 cm d'épaisseur au moins. Encore a-t-il fallu recommencer en certains endroits recontaminés. Aujourd'hui, déserte, livrée aux corbeaux, la ville n'abrite plus qu'un millier d'employés à la décontamination ou à l'administration dont les silhouettes traversent les rues vides et les places envahies d'herbes folles. Quelques mois avant la catastrophe, la télévision soviétique a présenté Prypiat comme la ville du bonheur, modèle de ville jeune et prospère. Aujourd'hui décor de film d'épouvante où le stade qui devait être inauguré le 1er mai 1986, quelques jours avant l'accident, n'a jamais servi, où la grande roue à nacelle du jardin d'enfants ne tournera plus jamais et où reste aveugle la façade du cinéma baptisé «Le Prométhée » avec sur le parvis, une statue métallique de Prométhée s'emparant du feu du ciel. Une histoire qui s'est déjà mal terminée et qui aurait dû servir de leçon aux hommes qui ont la mémoire courte. De cette étrange visite, nous sortons tous tellement abasourdis qu'Alexandre KovaJenko force un peu sur l'humour en nous montrant la serre où sont étudiés les plantes en terre contaminée. Pour nous prouver que les concombres n'absorbent pas la radioactivité, il en distribue un à chacun et croque le sien: «Pas la peine de me photographier, nous dit-il, on a déjà publié que je croque un concombre devant chaque délégation ! » Le cœur n'y est guère... Quand on a vu Prvplat on comprend mieux qu'il faille détruire Tchernobyl. Retrouvé au poste frontière de la «ZONE », notre autocar pour touristes nous éloigne du cauchemar froid où nous avons vécu une journée inoubliable. Dernière image à mi-chemin de Kiev, de larges pancartes en bordure de route: «PRÉSERVONS NOS FORÊTS ». Faut-il en rire ? En pleurer ? S'indigner ? Demander aux Ukrainiens d'être bien gentils avec leurs forêts alors que la radioactivité les a brûlées sur des milliers d'hectares ! Dont les 400 hectares que nous avons vus dénudés, où poussait il y a deux ans la «forêt rousse » détruite en quelques heures près de la centrale Lénine dont trois réacteurs sont remis en service. A Kiev retrouvée, une foule colorée s'appête à fêter le millénaire chrétien.

Février 1989..... Tchernobyl deux ans après : Les mille clandestins de la zone contaminée. «Mourir d'un cancer ? Dans les vingt ans qui viennent ? Je m'en moque! Mourir de ça ou d'autre chose.» Olga Opanatovna ouvre la barrière de son jardinet soigneusement fleuri. Agréable surprise au milieu des enclos en friche du village désert d'Opotchichi à 28 km de la centrale de Tchernobyl, donc à l'intérieur de la «ZONE» interdite parce que contaminée. Comment peut-elle ainsi braver devant nous, sans se cacher, l'ordre formel d'évacuer cette «ZONE» circulaire de 30 km de rayon autour du réacteur accidenté? Parce qu'elle sait qu'aujourd'hui la présence de certains habitants est tolérée malgré l'interdiction. Tolérance confirmée par le fonctionnaire qui nous conduit et qu'elle connaît bien en qualité d'auto-retournée (c'est le mot qu'il emploie). Elle explique: «Je n'ai pas pu supporter l'évacuation. Presque tout de suite, je suis retournée dans «mon» village, dans «ma » maison. Même si j'y vis seule : j'ai été deux fois veuve. Aujourd'hui retraitée, à 66 ans, je n'ai pas peur de mourir. D'autant que je ne suis pas isolée : j'ai une centaine d'amis «auto-retournés» dans les environs. Tous âgés. Jusqu'à présent, un seul est mort, un vieux monsieur de 91 ans. Rien d'extraordinaire ! D'ailleurs on surveille ma santé. Régulièrement on me fait passer des contrôles médicaux, on m'apporte des aliments vérifiés, de l'eau en bouteilles... Je ne touche plus à l'eau du puits mais nous mangeons aussi les fruits de nos vergers, les cochons que nous élevons... On vit très bien ici. Mes deux fils viennent me voir : l'un travaille à la centrale nucléaire, l'autre à Kiev. Mon petit-fils vient m'embrasser... » Ici Olga se reprend: «OU plutôt on m'apporte de ses nouvelles.» Souci peut-être de ne pas avouer que son petit-fils risque la contamination pour venir embrasser sa grand-mère. Tous du troisième âge comme Olga, les «auto-retournés» sont environ un millier (exactement 994, d'après la «Pravda»). Tolérés aujourd'hui, alors qu'au lendemain de la catastrophe, les brigades qui ont réussi l'évacuation-éclair de 135 000 personnes, tentaient de débusquer les vieillards entêtés qui se cachaient pour qu'on les «oublie» dans leurs villages condamnés à mort. Dans le même temps, les plus jeunes ont fini par admettre leur déménagement forcé. Par exemple, les habitants du village de Zalessié situé à 18 km de Tchernobyl et



à 22 km de la centrale. Evacué le 4 mai 1986, une dizaine de jours après l'accident pour donner le temps de préparer un lieu d'accueil. Les enfants, leurs mères, les femmes enceintes ont été envoyés pour l'été, vers le Sud, dans des centres aérés, sous surveillance. En même temps, se construisait en trois mois, de juin à août, un village tout neuf proche de Borodianka, à 95 km de la centrale, donc très loin de la «ZONE» contaminée interdite où était abandonné leur vieux village tandis qu'un autre sortait de terre, pas encore mentionné sur les cartes: Nébrat. 750 belles maisons neuves, toutes semblables ou presque, pour 1700 habitants dont 366 enfants dans une école qu'ils ont vu bâtir. Evacuation totale, maire en tête: Vassili Grigorovitch Timochenko est fier de son village-modèle déjà visité par 55 délégations venues de divers pays. Avec pour les Français, un discours de bienvenue de la directrice de l'école Tatiana Ivanovna Tchechko qui est aussi professeur de français. Bien que trois fois moins vaste (2400 hectares de terres labourables au lieu de 7500) le kolkhoze est riche à cause des subventions qui font mieux supporter l'exil: Monsieur le maire parle de son «kolkhoze millionnaire»! L'autre clef de voûte de ce village sans passé est la doctoresse Tatiana Feodorovna qui a vu naître une bonne partie de ses habitants car depuis 32 ans, elle était déjà responsable de leur santé à Zalessié. Avec sa blouse et son bonnet blanc, elle est la «mamma» de ce village émigré en bloc où, depuis la catastrophe, 52 enfants sont nés qui n'ont pas connu Zalessié. En revanche, certains adultes y retournent parfois, comme aimantés ou poussés par l'envie de récupérer un souvenir ou plus simplement, un objet, un ustensile oublié dans la précipitation de la fuite. Le maire lui-même avoue qu'il y est déjà retourné six fois. Risques de contamination? Bof! Le séjour est si bref. Et puis Tatiana atteste de la bonne santé des 1700 villageois qu'elle examine régulièrement - les enfants surtout - ou qu'elle signale aux spécialistes de Kiev pour des examens plus précis. Donc dans l'ensemble, tout va bien, très bien... Trop bien? Fermière transplantée à Nébrat. Tania n'est pas heureuse et ose le dire. Près de sa maison toute neuve avec dépendances, cave, hangar, tas de bois scié, etc. elle s'accoude à la porte de sa barrière et montre son futur jardin encore tout nu: «Ici je vis dans un terrain vague... Plus de rivière devant chez moi... ma nouvelle maison est moins bien que la mienne, celle d'avant... J'ai quelques cochons mais pas le droit d'avoir de vache... Tout ce que je demande, c'est de revenir dans mon vrai village Zalessié.» Même aveu de la directrice d'école: Tous nos enfants voudraient revenir dans le village qu'ils ont quitté. Leurs parents aussi, d'après quelques confidences. La doctoresse l'avoue moins clairement mais elle finit par résumer d'une phrase: «La nostalgie reste...» A ce rêve collectif, les autorités apportent une réponse embarrassée: «Nous faisons tout pour que tous finissent par apprécier le confort réel de leur situation, malgré des regrets compréhensibles.. A leurs questions souvent répétées, on ne peut répondre ni OUI ni NON. Il est difficile de leur avouer qu'ils ne retourneront sans doute jamais chez eux... D'autant qu'ils ne pourraient plus se promener, se baigner, pêcher, chasser, ramasser des fruits sauvages et des champignons... Ce ne serait plus une vie qui vaut la peine d'être vécue!» Depuis quelques mois, les nostalgiques de Nébrat et d'ailleurs, doivent mieux comprendre qu'il est inutile de s'entêter à poser «leur» question. L'annonce de la destruction prochaine de la ville de Tchernobyl pour cause de constat de décontamination impossible, leur explique pourquoi ils ne retourneront jamais chez eux. Ainsi de la carte d'Ukraine, s'efface un village tandis qu'un autre apparaît. Avec cette impression de nostalgie, nous rapportons de Nébrat une information inattendue, une confidence de la doctoresse Tatiana Feodorovna: «Je savais déjà depuis cinq ans, qu'en cas d'accident grave de Tchernobyl, notre village serait évacué près de Borodianka, justement où nous sommes aujourd'hui.» Cet accident était-il donc prévu? Votre évacuation n'était-elle qu'une petite part d'un vaste plan de secours comparables aux plans ORSEC-RAD établis en France? En fait, cette information nous a été donnée au cours d'une réunion pour la formation des responsables. Formation médicale, notamment. Pour donner les premiers secours, comme les pastilles d'iode qui ont d'ailleurs été distribuées dès le 25 avril, le jour même de la catastrophe. Mais cette réunion traitait surtout des risques en cas de guerre. C'est pour y riposter en cas de besoin que notre évacuation était prévue. - Puisque la centrale de Tchernobyl continue, un autre plan d'évacuation est-il prévu? - Je n'en sais rien.» Quelle meilleure preuve de l'existence de liens indestructibles entre nucléaire civil et nucléaire militaire? De quoi rendre impossible la distinction primaire que s'entêtent à répéter les pacifistes soviétiques: «Le nucléaire militaire c'est mauvais, à supprimer! Le nucléaire civil c'est bon à condition de prendre des précautions, c'est même indispensable». Combien faudra-t-il de catastrophes pour que s'imposent quelques vérités simples? Pour commencer, «précaution» devrait mieux rimer avec «prévention» et «information». Exemple l'expérience du journaliste Piotr Matvevitch qui nous accompagne à Nébrat. Il écrit dans un semi-quotidien régional qui tire à 10 000 exemplaires. C'est donc très près de chez lui que la catastrophe a eu lieu dans la nuit du 25 au 26 avril 1986. Or il ne l'a appris à Borodianka que par hasard, le 26 avril après déjeuner, en écoutant la radio, tranquille. Ce n'est pas seulement en France que les nucléocrates se méfient des journalistes ou mieux, les ignorent! Le journal de Piotr s'appelle «En avant!». Un nom dur à porter quand la nostalgie alourdit les semelles!

27 avril 1989..... Les brumes du mensonge, après le nuage de Tchernobyl. Trois ans après la catastrophe, le bilan s'avère plus lourd qu'annoncé officiellement. En URSS, la zone irradiée s'étend sur plus de 10 000 Km² (et non 3500). En Europe, on continue de mesurer les séquelles L'atome et la Glasnost ne font pas bon ménage: la plus grande catastrophe du nucléaire civil, survenue le 26 avril 1986, qui fit 31 morts et 300 blessés, est commémorée en URSS par une décision du ministre de l'Energie, interdisant désormais la diffusion de toute information sur des accidents, incendies ou pannes survenant à une centrale». Les «Izvestia», seul journal à passer outre cette interdiction, a protesté contre cette décision. Hier, 20 000 participants à un meeting à Kiev pour l'anniversaire de

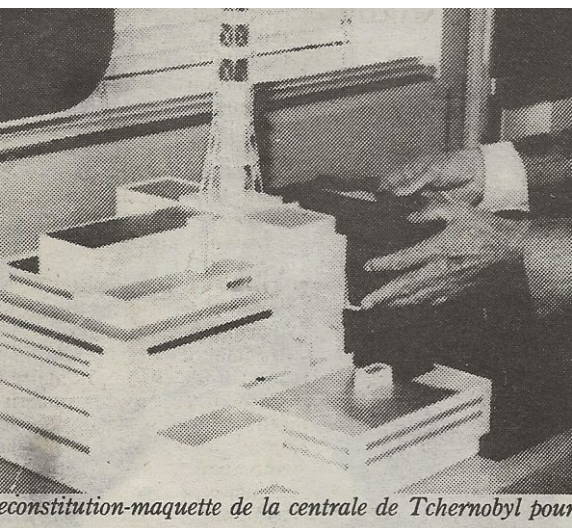


Tchernobyl ont dénoncé la rétention d'informations sur la catastrophe. Quant à la version officielle du niveau de contamination de la région, elle vient de s'effondrer: les zones irradiées s'étirent sur 10 000 km², alors qu'on les disait limitées à 3500 km². Une vingtaine de villages de Biélorussie ont encore été évacués en février. Le premier congrès des clubs verts qui se réunira à Vilnius le 2 mai prochain, veut une modification de la loi sur le secret d'Etat. Boris Semenov, haut fonctionnaire de l'atome soviétique récemment nommé à la commission de la sécurité nucléaire de l'Agence de Vienne (AIEA), a dressé récemment devant la presse réunie dans la capitale autrichienne un bilan «optimiste» de l'après Tchernobyl: «après les 31 morts et les 300 blessés des premiers jours, «l'état sanitaire de la région est OK» même si le taux des cancers y a augmenté d'un petit 0,5%. Il a bien dû admettre, sans beaucoup s'étendre, que le 3 février dernier, une vingtaine de villages de Biélorussie avaient encore été évacués. Leurs populations ont essuyé durant près de trois ans une contamination radioactive hors norme: ils étaient pourtant situés à 250 km au nord de Tchernobyl. C'est la Pravda qui a mis fin à la thèse officielle selon laquelle l'essentiel de la zone irradiée se trouvait dans un cercle des 30 km autour de la centrale, publiant le 20 mars dernier trois cartes établies il y a trois ans et tenues secrètes jusque là. Celles-ci localisent les zones irradiées qui s'étirent en taches sur plusieurs milliers de km². On croyait jusqu'à présent que la contamination par le césium 137, supérieure à 15 curies/km², ne portait que sur 3500 km²; on sait maintenant qu'elle couvre en réalité 10 000 km². Le cercle des 30 km, réputé pour être le plus touché, n'y apparaît plus que comme un endroit parmi d'autres. En conséquence, des milliers d'habitants de ces zones contaminées auraient dû être évacués comme la population de ce «premier cercle». Ainsi, selon l'information donnée le 20 avril par TASS, dans l'arrondissement de Krasna Gora (à 150 km de Tchernobyl) dans la Fédération russe, l'irradiation reçue est trois fois plus forte que la dose maximale admise. Certains secteurs de l'arrondissement, auraient du subir la même décontamination que celle appliquée autour de la centrale ukrainienne: enlèvement de la couche superficielle du sol, lavement des façades, etc. Scion les Nouvelles de Moscou du 19 février dernier, dans l'arrondissement de Naroditchy, à plus de 60 km à l'Ouest de Tchernobyl, plus de la moitié des enfants souffriraient d'affections de la glande thyroïde. Et au cours des 9 premiers mois de l'année dernière, 45 pourceaux et 35 veaux nouveaux-nés auraient présenté des anomalies graves, alors qu'au cours des 5 années précédant la catastrophe on n'avait enregistré que trois naissances de pourceaux anormaux et aucune de veaux. Boris Semenov a écarté avec dédain ces informations: «Vladimir Kolinko (l'auteur du reportage), est un ignorant».

31 mai 1989..... Tchernobyl est en convalescence prolongée. Trois ans après la catastrophe, la centrale nucléaire fonctionne normalement. Mais les populations avoisinantes restent sous haute surveillance. «Ce que j'espère? Continuer à vivre! Vous savez, sans les médecins, je ne serais pas là aujourd'hui pour vous parler.» Agent de la centrale, Vladimir Dissenko a dû se rendre sur les lieux de la catastrophe le 26 avril 1986, à 6 heures du matin. Durant plusieurs heures, il a participé aux premiers secours. Depuis, le cours de sa vie a basculé. Gravement irradié d'une dose qui, en l'absence de tout traitement, tue en moyenne une personne sur deux, cet homme de quarante-six ans se fait hospitaliser en moyenne deux à trois fois par an à l'Institut de radiologie clinique de Kiev. «Je viens de mon propre gré, quand je me sens mal», ajoute-t-il en souriant. A l'automne, il va à l'hôpital numéro 6 de Moscou pour les examens généraux. Le reste du temps, Vladimir Dissenko travaille toujours pour la centrale de Tchernobyl. Mais il reste dans les bureaux à Kiev, où il vit avec sa femme et leurs trois enfants. Aux abords de la centrale, tout ou presque semble pourtant redevenu normal. A perte de vue, des pins, des bouleaux. Parfois de petits lacs, et des maisons de bois disséminées. Un paysage ordinaire, en somme, de la campagne ukrainienne. A une quinzaine de kilomètres de la centrale, où se sont installés l'état-major et l'administration du Kombinat chargé du fonctionnement général des réacteurs et des travaux de décontamination, même la ville de Tchernobyl, malgré les isbas désertées et ses herbes folles, a repris un semblant de vie. Seuls les gardes masqués de gaze blanche, qui contrôlent les entrées et sorties de la «zone interdite» (dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale), les véhicules militaires et les camions-citernes qui, plusieurs fois par jour, arrosent les routes pour maintenir au sol la poussière radioactive, rappellent que s'est produite ici, il y a trois ans, la plus grande catastrophe nucléaire civile connue de tous les temps. Sur le site même, l'impression d'étrangeté est plus forte encore. Mis à part le vide laissé par les 200 hectares de pins situés au pied du réacteur qui, mortellement irradiés, ont dû être abattus et enterrés pour ne pas contaminer l'environnement, la nature a repris pleinement ses droits. A quelques centaines de mètres du lieu de l'explosion, les arbres étincellent sous le soleil printanier. Quant au «sarcophage», cette chape de béton et de plomb sertie de tôle d'acier qui recouvre désormais le réacteur n°4, il semble aujourd'hui bien inoffensif: selon le dosimètre apporté par l'un des visiteurs, il faudrait, à raison d'un dégagement de 5 millirems/heure, stationner un mois et demi durant à ses côtés pour atteindre la dose annuelle admissible, selon les normes internationales, fixée à 5 rems par an. L'année dernière encore, ouvriers et techniciens travaillaient en alternance, quinze jours par mois, afin de ne pas subir en continu les effets des radiations. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux ont retrouvé un régime normal. «De 1,83 rem en 1987, la dose moyenne d'irradiation du personnel était descendue à 1,20 rem en 1988», précise Yuri Risovanny, responsable des relations internationales du Kombinat. Le taux moyen d'irradiation sur le site n'excède pas actuellement 0,1 millirem/heure, permettant ainsi d'opérer bien en deçà des normes admissibles. Mais si les cicatrices laissées par l'explosion s'estompent sur les lieux mêmes de la centrale, c'est que priorité a été donnée à la zone industrielle, afin de ne pas entraver l'exploitation des trois réacteurs remis en route en décembre 1987, qui ont fourni l'année dernière plus de 20 milliards de kilowattsheure. Il n'en est pas de même partout. Loin s'en faut. A



Pripiat, la cité-dortoir située à 7 kilomètres des réacteurs où logeait, avant l'accident, l'essentiel du personnel de la centrale, la vie semble ainsi avoir à jamais disparu. Depuis l'évacuation de ses 50 000 habitants survenue dans les quarante-huit heures suivant l'explosion, les murs en béton de cette ville fantôme, livrés à eux-mêmes, se lézardent dans un silence de fin du monde. Bâtie en 1970, la ville-champignon ne sera pas réhabilitée. Depuis octobre 1988, plus de la moitié du personnel, soit 4 000 agents, ont emménagé avec leurs familles à Slavoutitch, dans ce que l'on appelle ici «la ville des exploitants», construite à 50 kilomètres de Tchernobyl. Les trois mille autres personnes travaillant pour le Kombinat continuent de faire la navette entre la centrale et le village de Zeliony Mis, dans les bâtiments préfabriqués où la majeure partie du personnel avait été provisoirement relogée après l'évacuation de Pripiat. Tous bénéficient d'une alimentation gratuite, provenant exclusivement de l'extérieur de la zone contaminée. Tous également doivent subir chaque trimestre un examen médical approfondi afin de dépister une éventuelle inhalation ou ingestion de radioéléments. En 1988, en effet, cinq personnes travaillant à la décontamination atteignaient encore la dose admissible des 5 rems, et durent cesser immédiatement de travailler sur le site de la centrale. A une tout autre échelle, les problèmes de sécurité subsistent également dans le rayon des 30 kilomètres qui entoure le réacteur. Comment convaincre les populations des soixante-quinze villages évacués dans la zone interdite des dangers de ce poison incolore, inodore et sans saveur qu'est la radioactivité ? L'année dernière, quelque cinq cents personnes étaient déjà spontanément revenues s'installer sur leurs terres. Aujourd'hui elles sont plus d'un millier. «Nous voulons mourir chez nous», disent-elles toutes. Tolérantes envers les personnes âgées de plus de soixante ans, les autorités les ravitaillent en eau et en produits frais, et veillent à ce qu'elles reçoivent une surveillance médicale régulière. Mais que faire lorsque, comme l'été dernier, une cinquantaine d'enfants bravent l'interdiction et empruntent les chemins forestiers pour rendre visite à leurs grands-parents ? Qu'en est-il enfin de la situation au-delà de la zone interdite ? En février dernier, mille jours exactement après l'explosion du réacteur, une carte radiologique détaillée de la Biélorussie région sur laquelle la migration des nuages radioactifs a fait retomber l'essentiel des éléments contaminants - était pour la première fois publiée dans la presse soviétique. Les régions sinistrées y sont divisées en quatre zones selon leur taux de pollution par les éléments radioactifs. Les deux premières, les plus proches de la centrale, comprennent soixante-quinze villages dont les 135 000 habitants ont été évacués. Les deux autres zones, beaucoup plus étendues, englobent un millier de localités où résident 300 000 personnes qui continuent d'être l'objet de contrôles réguliers du taux d'exposition au rayonnement. Et si les spécialistes affirment ici qu'il n'y a aucun danger sérieux pour la santé des hommes, les enfants n'en continuent pas moins, par précaution de passer leurs vacances hors des zones sinistrées. Plus alarmant encore : la Pravda publiait en mars de nouvelles cartes, révélant un niveau de contamination en Biélorussie bien supérieur à celui de la version jusqu'alors officielle. Dans les régions de Gromel et de Moguilev, à une centaine de kilomètres au nord-est de Tchernobyl, subsiste en effet une importante zone de pollution radioactive, due à la présence de césium 131 (15 curies/km² et plus, alors que la teneur du sol en éléments radioactifs est en temps ordinaire inférieure à un curie/km²).



reconstitution-maquette de la centrale de Tchernobyl pour

Plus de 100 000 personnes, réparties en quatre cent quinze points d'habitation, vivent donc là depuis trois ans avec le risque d'être dangereusement irradiés par la nourriture, l'eau, ou la poussière contaminée qu'ils respirent. Bien que des millions de roubles aient été dépensés pour décontaminer ces zones, la population d'une vingtaine de villages supplémentaires de Biélorussie a dû évacuer les lieux en février dernier, venant s'ajouter aux 25 000 personnes déplacées en mai 1986. Plusieurs milliers d'autres pourraient connaître un sort identique dans les prochains mois. Plus de trente morts, environ sept mille irradiés, près de cent cinquante mille personnes évacuées, 9,3 milliards de roubles : le bilan de Tchernobyl ne s'oubliera pas de sitôt. D'autant qu'à ces chiffres s'ajoute une autre réalité, tout aussi cruciale pour l'avenir de la région : en dépit des importants crédits accordés par le gouvernement (900 millions de roubles, auxquels se sont ajoutés 240 millions en février dernier), la Biélorussie n'est toujours pas parvenue à réduire dans les proportions escomptées la pollution de son sol et de ses produits agricoles. Au total, on estime que 18% de son territoire jusqu'alors utilisé de manière intensive pour l'agriculture restent encore aujourd'hui contaminés à un niveau interdisant une exploitation

normale. Quelle attitude adopter, dès lors, pour tenter de minimiser les conséquences économiques de l'accident ? Compte tenu des précautions à respecter et des traitements nécessaires à la reprise des cultures, ces dernières peuvent-elles être rentables ? Ne vaudrait-il pas mieux pour ces régions jusqu'alors objet d'une agriculture traditionnelle, envisager un nouvel avenir économique ? Trois ans après la catastrophe, la question reste sans réponse.

16 novembre 1989..... Tchernobyl: L'ex-directeur accuse. L'ancien directeur de la centrale nucléaire de Tchernobyl, qui purge actuellement une peine de dix ans dans un camp de travail, est sorti de son silence en accordant une interview au journal Industrie socialiste. «Sans entorses aux réglementations, la centrale de Tchernobyl n'aurait jamais été



achevée, a notamment déclaré Victor Briukanov. Les câbles électriques, explique-t-il par exemple, auraient dû être munis de gainages résistant au feu; ceux-ci n'étant pas disponibles, on a utilisé des câbles normaux. Il était inquiet de la situation, mais s'il avait fait du bruit, estime-t-il, il aurait été remplacé par un autre directeur. «Un homme seul n'a pas le pouvoir de remettre en question les relations de management et d'économie instituées depuis des décennies. Il ne devrait pas être tenu pour responsable s'il finit par devenir esclave du système. » Il n'était pas le seul à avoir des inquiétudes, a-t-il indiqué. Bien avant l'accident, des scientifiques de l'Institut de l'énergie nucléaire de Kourchatov avaient prévenu l'académicien Anatoli Alexandrov de défauts dans le réacteur, mais rien n'avait été fait. Pour illustrer la confiance aveugle des responsables, il a également expliqué que, tiré du lit en pleine nuit, il s'était rendu sur le site et avait constaté l'ampleur des dégâts. Il avait appelé Moscou pour demander une évacuation immédiate, mais n'avait pas été entendu, parce que c'était «trop fermement fixé dans leur esprit que rien ne pouvait arriver sur le réacteur ». «Je suis coupable, mais pas autant qu'en a décidé la cour », estime Briukanov. Georgy Korchinsky, directeur du département de l'Energie atomique du bureau du conseil des ministres de l'URSS, a déclaré que la cour n'avait pas jugé l'homme mais le travail.

- 10 avril 1990..... Nouvelles mesures pour les agents de décontamination de Tchernobyl. M. Mikhail Gorbatchev a pris, dimanche 8 avril, une série de mesures en faveur des techniciens qui ont participé en 1986 à la décontamination de la centrale de Tchernobyl et de victimes qui habitaient dans la zone de l'accident. La nouvelle sera d'autant mieux accueillie que les 4000 agents qui avaient participé à cette dangereuse opération ont récemment constitué un comité de défense pour être mieux soignés. Le but essentiel des décisions du président soviétique est, selon la Pravda ? de protéger les droits des personnes irradiées, d'évaluer avec précision les doses qu'ils ont reçues, enfin de les faire bénéficier d'une gratuité des soins.
- 14 avril 1990..... Un réacteur nucléaire soviétique fermé après une fuite d'hydrogène. Un réacteur nucléaire soviétique a été fermé le 1er avril à la suite d'une fuite d'hydrogène, mais il n'y a eu aucune contamination radioactive, a rapporté, vendredi 13 avril, le quotidien soviétique Rabotchaïa Tribuna. Des fissures ont été découvertes dans le système de refroidissement hydraulique de la centrale de Nikolaïev, dans le sud de l'Ukraine, non loin de la mer Noire. Le réacteur a été remis en marche le 8 avril mais a dû être refermé le lendemain à la suite de nouveaux problèmes.(agence Reuter.)
- 25 avril 1990.....Toujours Tchernobyl : Le 26 avril 1986. le réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire de Tchernobyl explose. Quatre ans plus tard, les populations d'Ukraine et de Biélorussie n'en finissent pas de supporter les terribles conséquences de cette catastrophe. Selon la Pravda, quatorze mille personnes doivent encore être évacuées cette année, s'ajoutant aux cent mille habitants au moins, de la «zone interdite» déplacés dans les jours qui ont suivi l'explosion, et aux 90 000 autres qui ont subi le même sort depuis. Le programme d'urgence de 16 milliards de roubles (160 milliards de francs) que le parlement soviétique examine mercredi 25 avril suffira-t-il à panser les plaies de la population ? Beaucoup en doutent, et des milliers d'Ukrainiens ont défilé dimanche 22 avril dans les rues de Kiev pour réclamer des poursuites judiciaires contre les dirigeants de leur République, coupables, selon eux, de ne pas les avoir informés du danger de la radioactivité. Le premier choc passé, Tchernobyl a convaincu Mikhail Gorbatchev de la nécessité de conduire en direct devant l'opinion mondiale une démonstration spectaculaire de «glasnost ». Les déclarations d'Intention du dirigeant soviétique se heurtaient encore, à l'époque, à l'incrédulité. Et au lendemain de Tchernobyl la propagande soviétique s'en est tenue d'abord à la langue de bois. Les journalistes présents à la conférence tenue. en août 1986, par l'Agence internationale de l'énergie atomique n'en furent que plus stupéfaits du luxe de détails sur la catastrophe livré par les représentants de l'URSS. Une «transparence » qui n'était pas toujours la règle dans certains pays occidentaux ! Le limogeage et la condamnation des dirigeants les plus négligents, suivirent. La presse soviétique emboîta le pas et se livra, avec délice, à une débauche de reportages et d'enquêtes sur le sujet. Mais les faits parlent d'eux-mêmes. Ils ont très vite démontré plus encore que la réalité de la «glasnost». l'incroyable incurie du système soviétique. son impuissance à gérer correctement une technologie et une économie modernes. Les autorités reconnaissent aujourd'hui avoir sous-estimé l'étendue réelle de la catastrophe. Si les premières évacuations furent un modèle d'organisation et l'occasion de véritables gestes d'héroïsme, le suivi médical des populations exposées reste déplorable. Quatre ans après la catastrophe, aucune étude épidémiologique un peu crédible n'est disponible et le culte du secret revient en force. Les occidentaux apportent une certaine aide et, surtout, considèrent avec beaucoup d'intérêt ce «laboratoire en vraie grandeur» étudiant les conséquences de l'irradiation sur l'homme. Avec beaucoup de discrétion sur les faiblesses soviétiques : ils ne feraient pas forcément mieux... Tchernobyl restera une leçon qui a «ravivé maintes angoisses, rappelant cruellement à l'humanité qu'elle ne maîtrise pas encore les forces fantastiques auxquelles elle a donné vie », disait Mikhail Gorbatchev en août 1986. Les retombées en sont palpables dans le monde entier. De l'Europe aux Etats-Unis, plus d'un programme électronucléaire s'en est trouvé sérieusement ralenti, voire carrément stoppé.
- 19 mai 1990..... Parlement européen : une semaine verte. Didier Anger se frottait les mains hier matin. En une semaine, son parti a réussi à faire passer au Parlement européen plus de textes que depuis son arrivée, le 25 juillet 1989. Six rapports présentés par les Verts ont été adoptés dont un du député normand concernant la transparence des prix de l'électricité et du gaz. La résolution présentée par le groupe, visait à accorder une aide urgente à l'Ukraine, à la Biélorussie et à la Russie dans les domaines médical et alimentaire a soulevé un véritable raz-de-marée au



Parlement européen. Elle a été votée à la quasi unanimité avec seulement trois voix contre. «Il ne s'agit pas de reprendre le débat pour ou contre les centrales nucléaires », commente Didier Anger. Les Verts considèrent qu'il est impérieux de tirer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. L'étude épidémiologique demandée par les Verts devrait être un enseignement pour tout le monde afin d'en tirer une leçon sur nos propres normes. Normes qui devraient être revues à la baisse surtout pour la France qui se fait tirer l'oreille pour les appliquer. (...)

- 1 août 1990..... Le Parlement ukrainien vote la fermeture de la centrale de Tchernobyl. Le Parlement ukrainien s'est prononcé, aujourd'hui, par 363 voix contre 5 pour la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl et la définition d'un nouveau programme énergétique susceptible d'éliminer totalement le nucléaire. Les députés, selon l'agence Rukh Press International, ont également déclaré l'Ukraine zone de désastre écologique, plus de quatre ans après la catastrophe de Tchernobyl. Dans un projet de loi en onze points, le Parlement donne au gouvernement ukrainien jusqu'au mois de décembre pour «élaborer un programme de fermeture des réacteurs de la centrale de Tchernobyl ». L'article 10 du document enjoint au gouvernement de définir un programme énergétique établissant une limite à la part représentée par l'énergie nucléaire. Quinze réacteurs sont actuellement en service en Ukraine et trois autres sont en cours de construction. Ce vote constitue la dernière en date des mesures radicales prises par le Parlement, qui a proclamé sa souveraineté en juillet.
- 29 août 1990..... Arrêt d'un réacteur à Tchernobyl : L'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl a été arrêté le 27 août à la suite d'une panne des systèmes de contrôle. La nature de l'incident et le numéro de la tranche n'ont pas été précisés. L'agence Tass précise cependant qu'il n'y a aucun risque de fuite radioactive.
- 1 septembre 1990..... Inquiétudes à Tchernobyl sur la tenue du sarcophage de la centrale : Le sarcophage de béton du réacteur accidenté en 1986 de la centrale soviétique de Tchernobyl est-il toujours étanche ? Depuis quelque temps, des voix d'experts, tant occidentaux que soviétiques, s'élèvent pour affirmer qu'il n'en est rien. C'est ainsi que selon le quotidien allemand Die Welt, qui cite des responsables de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les parois du sarcophage seraient devenues poreuses, en raison de l'intense chaleur et des radiations dégagées par les restes du réacteur. Déjà, à la fin du mois de juillet, un ancien ingénieur de la centrale avait déclaré au quotidien allemand Silddeutsche Zeitung que le béton était attaqué sur une surface d'environ 1000 m2 et que la deuxième couche de béton que l'on envisageait de couler connaîtrait sans doute le même sort.
- Février 1991..... Nouvelle alerte à Tchernobyl : A la suite d'une vague de froid persistante en Ukraine, en janvier dernier, la rivière qui assure le refroidissement des réacteurs encore en activité du site de Tchernobyl a commencé à geler. Pour éviter que les réacteurs ne soient plus refroidis, le gouvernement a décidé de casser la glace en faisant appel à l'armée qui, à l'aide d'hélicoptères, a bombardé la rivière. Mais la glace encore mince a laissé passer les bombes et celles-ci sont allées exploser au fond du cours d'eau, projetant en l'air la vase. Cette vase très radioactive a libéré alors des quantités importantes de radioactivité dans l'air. A cent kilomètres de là, à Kiev, l'alerte à la radioactivité a été déclenchée : le taux de radioactivité a atteint dix fois les limites admissibles, provoquant un début de panique dans la population. (information par les ambassades)
- Février 1991..... Tchernobyl - Champignons et animaux dangereux. Une constante pour les ramasseurs de champignons et autres chasseurs de sangliers ou chevreuils des alentours de la centrale : Les animaux et la contamination ne savent pas lire les pancartes dans la zone interdite évacuée. La faune et la nature y sont prospères et dans le calme. Les ornithologues américains ont fait des mesures sur des oiseaux migrateurs, aussi bien en Europe qu'en Afrique. Ils ont trouvé des taux de césium 137 avec plus de 25 fois les normes admissibles.
- 7 février 1991..... Action en justice dans le cadre de l'accident de Tchernobyl : A Moscou, le 7 février 1991, le procureur général de l'URSS, Nikolai Troubine, a examiné les résultats d'une vérification supplémentaire du respect des lois lors de l'élimination des conséquences de l'accident de Tchernobyl et a intenté une action en justice contre plusieurs responsables pour abus de pouvoir et négligences dans l'exercice de leurs fonctions. Cette enquête a été entreprise à la demande des députés du peuple et à la suite de la parution dans les mass médias d'informations sur la dissimulation des données véridiques concernant le taux de radiation dans les régions contaminées, suite à l'accident de Tchernobyl. L'enquête a montré que certains responsables de ministères et administrations, chargés de résoudre les problèmes engendrés par l'accident, ont évalué avec retard l'ampleur de la catastrophe et ses éventuelles conséquences, et n'ont pas pris les mesures nécessaires pour protéger la population contre la radiation, ni pour élaborer et mettre en œuvre un programme d'Etat qui permettrait d'assurer la sécurité de la population des territoires contaminés. Après l'accident, ces personnes n'ont pas organisé l'évacuation immédiate de la population de certaines régions, n'ont pas pris de mesures de prévention, ont passé outre aux données objectives sur la situation radiologique, ont grossièrement violé les normes sanitaires lors de l'enterrement des déchets radioactifs. Des décisions hâtives ont été prises sur la construction de localités dans les territoires pollués par des radionucléides. Il n'y avait pas de contrôle nécessaire des travaux des champs dans les zones de pollution radioactive, ni de la vente de produits alimentaires. Certains employés de la centrale et les personnes qui ont participé à l'élimination des conséquences de l'accident ont reçu de doses de radioactivité élevées. Une partie de la population de Tchernobyl, de Pripiat et des régions attenantes a également été irradiée. Des dégâts matériels énormes ont été causés à l'Etat. L'instruction de l'affaire a été confiée à un groupe d'enquêteurs de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, animé par un magistrat du Parquet de l'URSS. (agence TASS)



- 24 février 1991..... Un aveu des autorités soviétiques : La conception du réacteur de Tchernobyl est officiellement mise en cause. Pour la première fois, les autorités soviétiques ont reconnu que la conception et les insuffisances techniques du réacteur de la centrale de Tchernobyl constituaient la «cause fondamentale» de la catastrophe survenue le 26 avril 1986, qui avait fait - officiellement - 31 morts et entraîné la contamination de plusieurs milliers de personnes. Près de cinq ans après l'explosion du réacteur 4 de la centrale ukrainienne, telle est la «conclusion essentielle» d'une enquête menée par une commission du Comité d'État de l'URSS, chargée du contrôle de la sécurité du travail dans l'énergie industrielle et atomique, et dont une brève analyse a été diffusée par l'agence Tass. L'accident de Tchernobyl «a mis au jour les caractéristiques physiques défavorables du réacteur lui-même », souligne la commission, qui précise avoir relevé, après analyse de tous les documents disponibles, «une dizaine de dérogations aux normes et règles d'exploitation d'un réacteur ». Ainsi, le système de conduite et de protection de l'installation «ne répondait pas aux exigences de la sûreté, en ce qu'il concerne tant la rapidité d'intervention que ses caractéristiques de construction». Préconisant l'élaboration de mesures complémentaires pour la sûreté des centrales nucléaires, la commission souligne en conclusion que les concepteurs de ce réacteur à graphite, qui appartient à la filière soviétique RBMK, «n'ont pas su évaluer les conséquences possibles de son instabilité». Selon la décision prise en février 1990 par le Soviet suprême de la République d'Ukraine, les trois derniers réacteurs de la centrale de Tchernobyl seront définitivement arrêtés d'ici à 1995.
- 28 février 1991..... Le Parlement ukrainien adopte une loi sur Tchernobyl : Le Parlement ukrainien a voté ce 28 février 1991 un projet de loi sur le statut des victimes de l'accident de la centrale atomique de Tchernobyl. Il a clôturé ainsi l'examen d'une série de projets de loi liés à la catastrophe qui avait frappé, il y a cinq ans, un vaste territoire de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie. Les députés ont par ailleurs débattu de la conception de la résidence de la population dans les régions de l'Ukraine à un taux élevé de radiation consécutif à l'accident, ainsi que de la loi sur le statut du territoire contaminé. La loi sur le statut des victimes de l'accident de Tchernobyl qui concerne l'avenir et les intérêts de millions d'habitants d'Ukraine est, selon les députés, le plus important de ces documents. L'introduction d'un système unique d'enregistrement et d'assistance médicale pour les victimes de l'accident, leur déplacement, les indemnités, la protection sociale et les pensions, telles sont les principales dispositions régies par la loi.
- 27 avril 1991..... Le spectre de Tchernobyl : Cinq ans après la catastrophe, Tchernobyl, loin de rassurer, inquiète de plus en plus. Gravement. Les autorités soviétiques, qui, il y a peu encore, minimisaient les conséquences de l'accident et proclamaient, chaque fois que l'occasion se présentait, qu'elles avaient les choses en main, font machine arrière. La transparence du discours officiel résiste mal aujourd'hui à la réalité des faits. La situation est telle que le président de l'Union soviétique a dû lui-même donner un nouveau ton. «La tragédie de Tchernobyl, a-t-il dit le 25 avril, n'appartient pas encore au passé. L'humanité commence juste à réaliser la nature des problèmes sociaux, médicaux et psychologiques créés par la catastrophe.» Aussi a-t-il appelé «les gouvernements de tous les pays, les organisations publiques nationales et internationales, les hommes de bonne volonté, à partager intellectuellement et financièrement» à un programme international sur ce sujet. Même si certains technocrates - pas seulement soviétiques - veulent toujours minimiser le bilan de la catastrophe en rappelant que «cent quarante-cinq personnes seulement (Bhopal a fait plus de trois mille morts) ont été atteintes par la maladie des rayons » et que «vingt-neuf personnes sont mortes par irradiation dans les premiers mois et deux autres dans les cinq ans qui ont suivi. Il leur est difficile de nier que les Républiques de Biélorussie et d'Ukraine vivent avec la peur en héritage. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 28000 kilomètres carrés de terres contaminées par le césium ; 830 000 personnes réparties dans deux mille agglomérations, habitant encore dans des zones polluées à degrés divers ; plus de 200 000 décontamineurs, sur les 600 000 liquidateurs qui sont intervenus sur le site, fortement irradiés. Combien de cancer à venir ? Nul ne sait et nul ne le saura sans doute. Les autorités soviétiques ne se sont toujours pas montrées capables de jouer de cette transparence tant vantée au moment de l'accident. Elles n'ont su ni reconnaître à temps leurs faiblesses et leurs incapacités dans les domaines de la décontamination et du suivi médical des populations, ni gérer la situation sur le terrain et dans le pays.
- 22 mai 1991..... Selon un rapport des Nations Unies, la catastrophe de Tchernobyl aurait eu des conséquences sanitaires moins graves que prévu. Le rapport élaboré sous l'égide de l'Organisation des Nations unies sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl sera discuté à Vienne à partir de ce 21 mai. Selon l'enquête, qui a duré plus d'un an et a permis d'étudier 825 000 personnes, les conséquences sanitaires seraient moins graves qu'on a pu le redouter. Les conclusions du rapport de l'International Tchernobyl Project que viennent d'accepter les membres du comité consultatif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne (Autriche) ne manquent pas de surprendre. Selon ce document, qui a été élaboré sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, et qui devait être discuté à partir de ce mardi 21 mai à Vienne, on n'observe pas, cinq ans après l'explosion de la centrale nucléaire soviétique, d'augmentation notable de la fréquence des maladies liées aux rayonnements, en particulier des cancers et des leucémies, chez les personnes vivant dans un périmètre de 500 kilomètres autour de Tchernobyl (les personnes habitant aux alentours de la centrale, dans un rayon de 30 kilomètres, avaient été exclues de l'étude). En revanche, ce rapport, réalisé sous la direction du docteur Itsuko Shigematsu, qui dirige la Fondation de recherche sur les radiations à Hiroshima (Japon), a mis en évidence une très nette augmentation des symptômes liés à l'anxiété et au stress chez les personnes ayant pu être exposées aux retombées des radiations. L'enquête de l'International



Tchernobyl Project a été réalisée à l'instigation des Nations unies sur la demande des autorités soviétiques. Plus de deux cents médecins et scientifiques de vingt-cinq pays et pas moins de sept organisations internationales (dont l'Organisation mondiale de la santé) y ont participé. L'enquête, qui a duré plus d'un an, a permis d'étudier 825 000 personnes. Du point de vue des conséquences sanitaires de la catastrophe, elle conclut qu'«aucun désordre sanitaire directement lié aux expositions aux radiations n'a pu être mis en évidence dans ces zones». Le document insiste, en outre, sur les «conséquences psychologiques négatives en termes d'anxiété et de stress, dus en particulier aux incertitudes quant aux risques de contamination», qui ont pu être fréquemment observées. Le rapport «n'indique pas qu'il ait pu se produire une augmentation marquée de l'incidence des leucémies ou des cancers. Cependant, ces données ne sont pas suffisamment précises pour exclure la possibilité d'une augmentation de l'incidence d'un autre type de tumeurs». Les rapporteurs ajoutent qu'il leur semble que les mesures de protection prises par les autorités soviétiques, juste après l'accident et par la suite, ont été «dans l'ensemble raisonnables». En matière de contrôle de la contamination de l'environnement et des denrées alimentaires, «les capacités d'analyse des laboratoires soviétiques semblent adéquates», estiment les auteurs du rapport, dont les conclusions ne remettent pas en cause les données officielles. Ces dernières ont même tendance, disent-ils, à «surestimer» la pollution par le strontium. Les mesures et vérifications menées dans le cadre de l'étude ont, en revanche, corroboré les niveaux de contamination de surface des cartes publiées en URSS pour le césium, et les analyses d'échantillons de sol ont abouti aux mêmes chiffres pour le plutonium. Les concentrations en radionucléides mesurées dans l'eau potable et, «dans la plupart des cas», dans la nourriture se révélèrent «significativement au-dessous» des niveaux autorisés pour le commerce international et même, parfois, «au-dessous des limites de détection». En ce qui concerne les doses de radiation dues aux poussières radioactives déposées sur le sol, la campagne de mesures menée de façon indépendante sous les auspices de l'AIEA a montré qu'elles étaient inférieures aux données officielles. Sur les huit mille dosimètres distribués aux habitants de sept zones d'habitation, 90% ont donné des résultats inférieurs au seuil de détection des appareils (0,2 millisievert pour une période de deux mois). A titre de comparaison, la limite annuelle d'exposition acceptée pour les populations ne doivent pas dépasser 5 millisievert. De même, pour ce qui est des doses d'irradiation internes reçues par les populations du fait de l'ingestion involontaire de particules radioactives, l'AIEA estime que les chiffres avancés par les officiels pour le césium et le strontium ne sont pas sous-estimés. On peut évaluer la dose totale qui sera reçue par ces populations surveillées à environ 60 à 130 millisieverts (80 à 160 pour les officiels) pour les doses d'irradiation externes et à 20 à 30 millisieverts (60 à 230) pour les doses d'irradiation internes pour les soixante-dix années postérieures à l'explosion de la centrale. D'une manière générale, les mesures de protection à long terme prises en matière d'évacuation des populations et de protection des aliments ont été cohérentes et conformes aux recommandations internationales. Toutefois, ajoute le rapport, elles auraient pu être moins importantes.

26 mai 1991..... Jugé trop optimiste, le rapport de l'Agence de Vienne sur Tchernobyl est contesté par l'Ukraine et la Biélorussie. A la conférence de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui s'est achevée à Vienne vendredi 24 mai, des représentants de l'Ukraine et de la Biélorussie ont contesté le rapport officiel de l'Agence sur les conséquences radiologiques de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. «Trop optimistes» : confortant les sceptiques, fournissant leurs propres preuves, des délégués d'Ukraine et de Biélorussie à la conférence de l'AIEA de Vienne sur les conséquences radiologiques de l'accident de Tchernobyl, ont contesté les conclusions de l'étude commandée à l'Agence par les autorités soviétiques. Les éléments présentés par M. Bar'Yakhtar, vice-président de l'Académie des sciences d'Ukraine à Kiev, donnent une image de la situation sanitaire du pays plus inquiétante que celle du rapport. Ainsi, sur les 500 «liquidateurs» de vingt-cinq à quarante ans, choisis parmi les 120 000 qui habitent actuellement en Ukraine, 80% présenteraient une baisse des défenses du système immunitaire. 30% auraient des problèmes sexuels et 40% des troubles de l'ouïe et de l'équilibre. Une autre étude effectuée dans les régions les plus contaminées d'Ukraine, à Pelesskoe et Narodichi, va dans le même sens. Mais la «dépression» du système immunitaire observée chez les enfants (8000 ont reçu des doses élevées en Ukraine) s'améliorerait. En revanche, depuis 1989, les cas d'anémie se seraient multipliés par trois chez les enfants et les femmes enceintes et les naissances prématurées par un et demi à trois. Si les experts du groupe de l'AIEA se montrent extrêmement réservés en ce qui concerne les troubles thyroïdiens, M. Bar'Yakhtar a affirmé que la clinique spécialisée de l'institut de Kiev aurait opéré vingt cancers de la thyroïde sur des enfants (contre un ou deux en 1988). Pour M. Bar'Yakhtar, il existe des «preuves» que certains de ces problèmes sont en relation directe avec l'exposition aux radiations et qu'il est absolument nécessaire de concentrer les études futures sur les groupes à hauts risques: les liquidateurs, «ces cinq mille travailleurs qui se trouvent depuis J 986 dans la zone interdite», et les enfants qui ont reçu des doses élevées et les personnes évacuées. Les conclusions du rapport de l'AIEA ne nous permettent pas de baisser la garde», estime le scientifique ukrainien. Constat similaire du côté de la délégation de Biélorussie dont le vice-premier ministre a affirmé que «des chiffres du rapport ne coïncident pas avec ceux qui ont été relevés dans sa République». Ainsi, en 1990, auraient été enregistrés dans la région de Gomel quatorze cas de cancer de la thyroïde (contre un seul en 1985), chiffres vérifiés par les autorités de Minsk et de Moscou. A propos de ces informations, le vice-président de la conférence de Vienne, M. Morris Rosen, n'a pas hésité à parler de «oui-dire».

5 juin 1991..... Tchernobyl, l'appel aux règles. «Un réacteur nucléaire, c'est comme un samovar. C'est plus simple qu'une centrale thermique. Nous avons un personnel expérimenté et jamais rien n'arrivera.» Le 26 avril 1986, le réacteur n°4 de la



centrale de Tchernobyl explose et crache ses cendres radioactives sur des milliers de kilomètres carrés. A qui la faute ? Le coupable est vite désigné : le personnel d'exploitation. Une accusation simple, pour ne pas dire simpliste, qui permet d'étouffer les questions et, surtout, d'éviter de montrer le vrai rôle de chacun dans la longue chaîne des responsabilités. La méthode a souvent fait ses preuves, au point que nombre de conférences consacrées à la catastrophe de Tchernobyl fausseront «la réalité en faisant porter le chapeau aux seuls opérateurs du réacteur». Ce rappel à la rigueur et à la réflexion est le fruit d'une déclaration remarquable faite, fin mai, à Moscou, par quatre experts de la sûreté nucléaire, deux Français, un Allemand et un Soviétique, à l'occasion du premier congrès international organisé à la mémoire de Sakharov. Le ton tranche avec le discours habituel, sédimenté par cinq années de colloques «internationaux» et de transparence «organisée» sur les causes réelles de l'accident. «L'erreur dans les processus de conduite [d'un réacteur], soulignent-ils, se produit généralement parce qu'on a mis le personnel en situation de la commettre ». Et d'énoncer tous les manquements des autorités nucléaires soviétiques à ce qui aurait dû être la règle. «Les vices de conception des réacteurs RBMK d'origine, dont sont dérivés ceux de la centrale de Tchernobyl, étaient tels, disent-ils, qu'il était inévitable qu'un accident grave survint. » Le constat est sévère. Mais ce qui est plus grave, c'est que personne ne voit très bien comment les choses

pourraient radicalement changer. Comment convaincre les exploitants d'une «culture de sûreté ? Comment leur faire comprendre qu'il faut modifier quelque chose quelconque hiérarchie pétri de certitudes, qui s'étonne aujourd'hui qu'on refuse toujours la poursuite des travaux pour les réacteurs 5 et 6 et des règles d'exploitation écrites, et non au flair d'ingénieurs sous-estimés ? Les Tchèques et les Allemands de l'Est, qui ont reçu en héritage des RBMK, ont une évidence. Reste que les bonnes volontés, comme les propositions de la Commission de Lille, pour aider les Soviétiques et changer les mentalités, risquent d'être étouffées par des bureaucraties. Une situation d'autant plus inquiétante qu'il faudra attendre l'autre famille de réacteurs nucléaires soviétiques, les VVER dont on

Août 1991..... Les enfants tristes de Tchernobyl - Défense de

croquer les pommes du jardin. Défense de jouer dans les bois. Défense de se baigner dans la rivière. En Union soviétique, pour des centaines de milliers d'enfants, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (1986) a changé la vie sur une vaste région Est, en une

série de punitions, de dangers et de tabous. Plus de cinq ans après l'accident, les experts de l'atome sont toujours circonspects. Cloîtrés dans les écoles, couvés à la maison, surveillés, piqués, ponctionnés, drogués par les médecins, tous ces gosses au regard vieilli sont devenus les cobayes d'une industrie énergétique mal contrôlée et imbue de puissance. Ancienne collaboratrice du mouvement écologiste Greenpeace, Johanna Wieland, porte sur leur destin un regard ému et passionné. L'humanité est-elle sous la menace d'autres Tchernobyl ? Sergueï vit et parle à 15 ans comme un vieillard. Sa vie, c'était hier. Les beaux jours d'été quand «on se baignait dans la rivière». Les beaux jours d'automne quand «on cueillait les baies et les champignons dans la forêt». Les beaux jours d'hiver quand «on sillonnait à skis les champs enneigés», autour du village d'Ostroglij. En ce temps-là, Sergueï avait 10 ans. Son chien Bimchek trottait à ses côtés. Plus de cinq ans ont passé. Assis sur son lit, Sergueï fume à la chaîne des cigarettes sans filtre ; il a oublié le goût des pommes qu'on croque sans réfléchir. Confiné dans sa chambre, il commente d'une voix brisée les souvenirs du paradis perdu. Au mur, sont adossés des skis qui ne servent plus. Et une photo de chien remplace le compagnon disparu... «Nous n'irons plus au bois, ils sont contaminés»: à force d'entendre rabâcher cette comptine par les adultes, les enfants de Tchernobyl sont devenus des retraités ; ils pleurent le bon vieux temps d'avant le 26 avril 1986. La veille de ce jour de malheur, Sergueï est allé pêcher avec son père dans la rivière Pripiat. Ce cours d'eau paresseux et poissonneux sillonne la Pologne, une riche plaine d'Ukraine et de Biélorussie qui lèche presque les pieds d'une orgueilleuse centrale nucléaire de 4000 mégawatts culminant à 71,30 mètres. Cette centrale, on la voit de partout. Les journaux du parti ne cessent de vanter ses records de production. On l'a baptisée Vladimir Ilitch Lénine, en hommage au fondateur du régime, qui disait: «Le socialisme, c'est les soviets, plus l'électricité.» Il fait très beau, même un peu chaud. La tente a été plantée au ras de l'eau. A 14 heures, au poste de manœuvre du bloc 4, un ingénieur zélé mais incompétent coupe pour un «essai électrique » les systèmes de refroidissement de secours d'un réacteur de type RBMK, réglé à puissance réduite. Au fil de l'après-midi, puis de la soirée, tandis que Sergueï et son père pêchent dans la rivière, les techniciens de la centrale vont réduire au minimum la puissance du réacteur : ils vérifient ainsi le débit électrique des turbines tournant par leur seule inertie. Mais ils ignorent qu'à ce régime les réacteurs graphite-gaz de type RBMK deviennent terriblement instables. A la nuit tombée, après avoir cuisiné leurs poissons sur un feu de camp, Sergueï et son père dorment sous la tente. A 1 heure 23 minutes 58 secondes du matin, deux explosions successives déchirent le réacteur et le toit du bâtiment de la centrale. Un couvercle de béton pesant 2000 tonnes est projeté en l'air et retombe à la verticale. Le cœur a pratiquement disparu, fondu en un magma de matériaux et de combustibles irradiés, ou volatilisé en poussières radioactives qui montent très haut dans le ciel. On estime à cinquante fois la bombe d'Hiroshima la quantité de radionucléides expulsés dans le nuage qui se met alors à tourner autour de la Terre. Avant de toucher l'Europe et la France, la majeure partie retombera sur l'Ukraine et la Biélorussie. Le samedi matin, quelques heures après l'explosion, Sergueï et son père regagnent Ostroglij sous une pluie invisible d'iode 131, de césium 137 et de strontium 90. A Pripiat, ville la plus proche de la centrale, personne n'est averti du danger. Il fait très beau. Les enfants jouent dans les bacs à sable.



Des camions d'arrosage lavent les rues couvertes d'un mystérieux dépôt de poussière blanchâtre. Mais on se marie gaiement et on pratique les sports en plein air. La ville ne sera évacuée que quarante heures plus tard. Quant à Sergueï, il attendra une semaine pour gagner en autobus une colonie de vacances sur la mer Baltique. Jamais, depuis, il n'a remis les pieds dans sa maison natale. Car Ostrogladij se trouve au bord de la zone interdite, contaminée à plus de 40 curies par kilomètre carré. Maintenant, Sergueï habite Bragin, à 60 kilomètres du gigantesque sarcophage de béton à claire-voie qui abrite les restes brûlants et rayonnants du réacteur accidenté. Le vigoureux fils de paysans épris de nature est devenu un être sans âge, frêle et voûté, cloîtré dans une cité neuve, mais sinistre et boueuse. Samedi maussade à Bragin. Des files d'attente s'étirent sous la pluie, devant les magasins. Serviette éponge sous le bras, les femmes se rendent vers les bains-douches. L'ennui court les rues le week-end. L'angoisse se cache. Sur les arbres des allées fleurissent des affiches proposant des logements dans des zones indemnes de la Biélorussie. Déjà, beaucoup de maisons sont abandonnées. «Qu'allons-nous devenir ?» se lamente une dame qui escorte un couple de jeunes mariés à la mairie. Elle n'a pas le cœur à la noce. Chaque mètre carré de la ville - déclarée «normale» par le ministère de la Santé - est contaminé de césium 137 à la dose moyenne de plus de 1 million de becquerels. Zone normale, donc, mais «contrôle permanent», précisent les consignes officielles. Sur 7000 kilomètres carrés, la Biélorussie (ou Russie blanche) est polluée en peau de léopard avec des taches de césium 137 variant de 37000 à 2 millions de becquerels. Parfois, une simple route sépare un verger normal d'un autre qui regorge de fruits défendus.

17 août 1991..... Incident technique à la centrale de Tchernobyl : Une défaillance d'équipement survenue dans un des réacteurs de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl (Ukraine) a entraîné, le 15 août, une importante fuite d'eau radioactive à l'intérieur de l'installation. Selon l'agence soviétique indépendante Interfax news agency, cet incident, considéré par les responsables de la centrale comme «mineur». Sur l'échelle de gravité internationale des accidents nucléaires, il n'a provoqué ni dommages ni radiations à l'extérieur du bâtiment. A la suite de l'explosion survenue, le 26 avril 1986, sur le réacteur n°4 de Tchernobyl, le Soviet suprême de la République d'Ukraine a décidé en février 1990 que les trois premiers réacteurs, toujours en fonctionnement, devraient être définitivement arrêtés d'ici à 1995.

11 octobre 1991..... A Tchernobyl (Ukraine), un incendie démolit totalement la salle des machines génératrices du réacteur n°2 et réduit le toit du bâtiment à l'état de débris. La partie nucléaire de la centrale n'a pas été touchée. Le réacteur n°2 est mis cependant définitivement hors-service.

L'UKRAINE DEVIENT INDÉPENDANTE

Décembre 1991..... Disparition de l'URSS : Le 8 décembre, les Présidents des Républiques de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine, se réunissent près de Minsk en Biélorussie et constatent que l'union soviétique n'existe plus. Il signe un accord créant une Communauté d'Etats Indépendants (CEI) à laquelle d'autres Républiques ex-soviétiques peuvent adhérer. Le 13 décembre, les cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan) se rallie à l'idée de CEI. La Communauté proclame un commandement unique des armes nucléaires et s'engage également à réduire les arsenaux atomiques au-delà des dispositions du traité Start signé par Gorbatchev. Le 30 décembre, les Présidents de la CEI débattent à huis clos pour s'accorder sur le commandement unique des forces stratégiques et conventionnelles militaires qui sont confiées à l'ex ministre de la défense soviétique. La portée de ces accords est limitée par des imprécisions concernant le sort des armes nucléaires tactiques.

26 janvier 1992..... CEI (Communauté des Etats Indépendants de Russie) : Lors de la visite de M. Roland Dumas, un accord franco-ukrainien sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. L'Ukraine et la France ont signé, vendredi 24 janvier à Kiev, un accord sur l'utilisation technique de l'énergie nucléaire, à l'occasion de la visite du ministre français des affaires étrangères. «Je suis convaincu que l'Ukraine est prête à satisfaire plus rapidement (que prévu) au statut de pays dénucléarisé », a déclaré M. Roland Dumas lors d'une conférence de presse à l'issue de son séjour dans la capitale ukrainienne. Il a estimé que l'Ukraine pourrait se défaire de ses armes tactiques d'ici à juillet prochain, et des armes stratégiques d'ici à 1994. La France et l'Ukraine ont également conclu un protocole concernant leurs relations diplomatiques. La France a l'intention de transformer en ambassade son consulat à Kiev. Un accord sur les conditions de voyage entre les deux pays a également été signé à cette occasion. Le ministre français a en outre indiqué que la France et l'Ukraine allaient coopérer dans le domaine de l'énergie, de la construction, de la construction automobile et de l'agriculture. M. Dumas, qui se trouvait jeudi 23 à Moscou, a rencontré vendredi à Kiev le président ukrainien Leonid Kravtchouk, le premier ministre Vitold Fokine, le ministre de la défense, le général Constantin Morozov, et le ministre de la reconversion, M. Antonov. A l'issue de ces entretiens, qui ont notamment porté sur le problème de la reconversion de l'industrie militaire ukrainienne, M. Dumas est parti pour Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan. Le ministre français doit conclure sa tournée dans les quatre Etats nucléaires de la CEI par une étape à Minsk (Biélorussie).

20 mars 1992..... Incident dans une centrale nucléaire ukrainienne. Le réacteur de 1000 mégawatts de la centrale nucléaire de Khmel'nitski, située dans l'ouest de l'Ukraine, a dû être stoppé, le 18 mars, en raison de la rupture d'une conduite du système de refroidissement. Un tube de 57 millimètres a en effet cédé brutalement. Selon les autorités, cet incident n'a donné lieu à aucune augmentation de la radioactivité dans l'environnement.



6 mai 1992..... Les morts inconnus de Tchernobyl : Six ans après la catastrophe, il est très difficile d'évaluer le nombre des victimes qui ne pourra probablement jamais être déterminé avec exactitude. Six mille, huit mille ou dix mille ou seulement... trente et une ? Régulièrement, le nombre des victimes de Tchernobyl est sujet à polémique. En particulier à l'approche de la date anniversaire de l'explosion du réacteur n°4 survenue le 26 avril 1986. Selon des chiffres publiés le 22 avril par le ministère ukrainien chargé de la population, «six à huit mille» habitants de cette République seraient morts des suites de la catastrophe. De leur côté sans cependant avancer de chiffres, les Biélorusses rétorquent, à juste titre, qu'ils ont été plus touchés que leurs voisins. Enfin, M. Vladimir Tchernoussenko, de l'Institut de physique théorique de l'Académie des sciences de l'Ukraine, estimait l'an dernier que sept à dix mille des «liquidateurs» ayant participé aux travaux d'assainissement de la «zone interdite» auraient été victimes des suites de l'irradiation. Ces déclarations contredisent, notamment, le rapport élaboré sous l'égide des Nations unies par l'International Tchernobyl Project. Après plus d'une année d'enquête, menée sur 825 000 personnes (excluant les quelque 650 000 liquidateurs), ce groupe d'experts internationaux n'avait pas observé d'augmentation notable de la fréquence des maladies liées au rayonnement, en particulier des leucémies et des cancers. Qu'en est-il exactement ? Certes, personne ne pousse, aujourd'hui, le ridicule jusqu'à soutenir que le bilan officiel de trente et une victimes n'a pas été largement dépassé. Mais de combien ? Les chiffres avancés en 1991 pour les décès des «liquidateurs » correspondent, en gros, au taux de décès moyen «normal» pour la tranche d'âge de vingt-neuf ans en ex-URSS (soit 1,26%). Cela tendrait donc à prouver que la catastrophe n'a eu aucun effet sur leur mortalité. C'est peu probable, mais les experts sont tout aussi sceptiques. Quand les autorités ukrainiennes affirment que le taux de mortalité des sauveteurs est de trois à cinq fois plus important que la normale. Quand leurs propos ne visent pas directement les pourvoyeurs de fonds d'aide occidentaux, les experts les plus sérieux restent dans le flou le plus total, faute de moyens d'évaluation précis. «Un ministre ukrainien n'a pas craint d'affirmer, il y a trois ans, que des gens mouraient de leucémie dans la rue à Kiev, se souvient le docteur Jean-Claude Nenot, de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire français (IPSN). C'était évidemment faux, il faut faire la part du racolage électoral. Je ne dis pas que les gens sont bien portants, mais, malheureusement, on ne dispose pas d'enquête épidémiologique vraiment sérieuse, ou de suivi d'ensemble qui permette de se faire une idée précise. Malgré toutes les bonnes volontés, c'est une gigantesque pagaille.» Pour le médecin français, s'il est vrai qu'un certain nombre de personnes, notamment chez les «liquidateurs», ont «pris des doses conséquentes», il est impossible que celles-ci aient pu provoquer un nombre très important de décès dans un délai aussi restreint. Reste que les seuls effets indirects sont suffisants pour rendre caduc le bilan officiel de 31 morts, fondé sur les victimes immédiates, comptabilisées dans les premières semaines après la catastrophe. Ainsi l'irradiation provoque-t-elle des problèmes hématologiques et une baisse des défenses du système immunitaire. Des habitants de la région ou des sauveteurs ont pu mourir d'affections opportunistes, faute d'un suivi médical suffisant. Le bilan a pu aussi s'aggraver avec ce qu'on appelle sur place la «radiophobie». Il s'agit, en fait, du «post traumatic stress disorder» des Anglo-Saxons, une pathologie secondaire des grandes catastrophes qui, selon les experts, constitue pour l'instant la conséquence la plus grave de l'accident de Tchernobyl. Aggravée encore par la détérioration des conditions économiques et sociales, elle se manifeste par une augmentation de l'anxiété, des états dépressifs, diverses maladies psychosomatiques, la consommation d'alcool, l'abus de médicaments et même des suicides. Les effets directs les plus redoutés à court terme porteraient sur les affections de la thyroïde touchant les enfants. Mais, souligne l'IPSN, «les examens cliniques et échographiques sont normaux, même chez les 8000 enfants de la région de Kauhkaya, dont certains ont reçu jusqu'à 10 sieverts à la thyroïde ». Mais un autre bilan présenté récemment par des médecins de Biélorussie semble contredire ces observations. Il fait état d'une augmentation du nombre des nodules thyroïdiens et des cancers de la thyroïde, particulièrement chez les enfants âgés de moins de trois ans au moment de la catastrophe. L'étude devrait être approfondie et étendue aux deux autres Républiques les plus touchées (Ukraine et Russie). «Il ne serait pas étonnant que l'on trouve des pathologies, avec tout l'iode radioactif qui a été relâché au moment de l'accident », estime le docteur Nenot. Cependant, ajoute-t-il, les cas ne sont pas rares, même en temps normal, dans ces régions carencées en iode. Selon l'IPSN, la mise en œuvre d'appareils performants comme les échographes, «inusités auparavant, risque de surestimer les conséquences attribuées à l'accident ». Si l'on en croit les données recueillies par le centre d'Obninsk, qui centralise (avec beaucoup de difficultés, semble-t-il) les données cliniques sur les victimes de Tchernobyl, les taux de leucémie n'ont pas augmenté après 1986. Mais il est trop tôt pour en tirer des conclusions : les leucémies se déclarent plusieurs années après l'irradiation, avec un pic à sept ans, soit en 1993. Le nombre des cas décroît ensuite. Les autres types de cancers induits ne se sont pas encore manifestés. Ils ne se déclareront pas, selon les spécialistes, avant 1996, et même beaucoup plus tard pour certaines autres formes comme les cancers des voies digestives, par exemple, dont le taux a enregistré une progression importante ces dernières années chez les irradiés d'Hiroshima et Nagasaki. Ils seront, par ailleurs, très difficiles à détecter, pour des raisons purement mathématiques. «Considérons, par exemple, le cas d'une ville de dix mille habitants, explique le docteur Nenot. On évalue à environ deux mille le nombre de ceux qui, en temps normal, mourront d'un cancer. En appliquant les estimations les plus pessimistes, le nombre des cancers mortels passera, à cause de Tchernobyl, de 2000 à 2050, soit bien en deçà des marges d'incertitude statistiques, surtout dans ces pays.» Sur les seuls 650 000 «liquidateurs», une telle projection donnerait 3250 décès supplémentaires. Le bilan réel de Tchernobyl risque donc d'être effectivement très lourd. Mais on n'en connaîtra



probablement jamais le chiffre exact. Il sera perdu dans le «bruit de fonds » que constituent les marges d'erreur des études épidémiologiques...

- 6 mai 1992..... Voyage au centre du «sarcophage » de Tchernobyl : Coffrage de béton et d'acier édifié à la hâte autour du réacteur numéro quatre éventré par l'explosion du 26 avril 1986, le sarcophage de Tchernobyl est probablement, avec le Kremlin, l'un des «monuments» de l'ex-URSS les plus connus à l'étranger. Ce n'est pourtant qu'en 1989 que l'on a pu y pénétrer assez loin pour avoir une idée précise de ce qui se passait à l'intérieur de ce mausolée pas très étanche. On s'est ainsi rendu compte que le combustible nucléaire, mélangé à des métaux, du sable et à divers matériaux déversés sur le cœur après l'accident, s'était écoulé dans les locaux inférieurs du bâtiment du réacteur sous forme d'une sorte de «lave». La description qu'en donnent aujourd'hui les experts de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) fait frémir. «La dalle supérieure en béton, d'une masse de 2000 tonnes, se dresse, presque à la verticale, en appui sur le bord de la cuve métallique, écrivent-ils dans un rapport publié récemment en avril. La «lave », initialement très dure, se désagrège lentement sous l'effet des rayonnements, de l'air et de l'eau. Par ailleurs, l'ensemble des locaux est recouvert d'une poussière de combustible finement dispersée, qui a été l'un des principaux obstacles pour pénétrer dans le réacteur ou effectuer des sondages. «Cette poussière se trouve dans l'air, sous forme d'aérosols (particules en suspension). Elle sort de l'édifice par les orifices du toit et des murs (...). Les rejets radioactifs sont actuellement très faibles, de l'ordre d'un demi-million de becquerels (15 microcuries) par jour en césium 137. Toutefois, l'éboulement de grandes structures à l'intérieur du sarcophage pourrait provoquer une contamination supplémentaire du site de la centrale et de ses abords immédiats. Enfin, il faut noter que les structures sous le réacteur, partiellement brûlées, supportent d'importantes charges, pour lesquelles elles n'ont pas été dimensionnées.» «Le maintien en l'état de l'édifice actuel n'est donc pas envisageable à moyen terme », concluent sobrement les experts de l'IPSN. Les autorités russes et ukrainiennes discutent actuellement de différents projets de renforcement (envisagés dès 1990) avec des entreprises étrangères. Notamment Bouygues, en France.
- 26 mai 1992..... La centrale nucléaire de Tchernobyl est arrêtée à ce jour : Elle a été arrêtée par les autorités ukrainiennes, a annoncé hier à Dusseldorf le ministre allemand de l'Environnement Klaus Toepfer au cours d'une conférence sur la sécurité dans le nucléaire. En avril 1986, un incendie dans l'un des quatre réacteurs (le n°4) de la centrale avait entraîné la plus grave catastrophe mondiale de l'histoire du nucléaire civil. Le ministre ukrainien de l'environnement a annoncé à son homologue allemand que les trois derniers réacteurs de la centrale n'étaient plus en activité. Le n°2 a été arrêté en 1991. Les n°3 et 1 viennent d'être arrêtés.
- 4 juillet 1992..... Un accord est signé à Kiev : La France va aider l'Ukraine à améliorer la sûreté de ses centrales nucléaires. La France et l'Ukraine ont signé un important accord sur la sûreté des installations nucléaires ukrainiennes à l'occasion de la visite, du 29 au 30 juin, du ministre français de l'industrie à Kiev. Ce voyage de M. Dominique Strauss-Kahn a également été l'occasion de promouvoir l'industrie française, qui pourrait nouer des contacts ou offrir ses compétences dans les domaines des gros porteurs, du transport aérien militaire et des lanceurs de satellites (Aérospatiale) de l'équipement aéronautique (Aéroports de Paris), du téléphone (Alcatel) et de l'énergie nucléaire (Cogema, Cegelec, Framatome, Merlin-Gérin, Bouygues). «Soyons réalistes. Il nous est très difficile de nous passer de l'énergie nucléaire, explique M. Georgyi Kopchinsky, directeur adjoint du tout nouveau Comité d'Etat ukrainien pour la sûreté nucléaire et la radioprotection. Du point de vue énergétique, nous sommes exactement dans la situation de la France en 1973. Nous n'avons pas de réserves de gaz, pas de réserves de pétrole et l'exploitation du charbon diminue. Nous cherchons donc à développer une stratégie globale en matière énergétique dans laquelle le nucléaire aurait sa part ». La tâche ne sera pas facile. Le gouvernement français est prêt à financer une étude sur la situation énergétique globale de l'Ukraine. Des conventions sur ce point pourraient être signées avec EDF. Si le parc électronucléaire ukrainien, fort d'une douzaine de réacteurs représentant une puissance installée de 10 000 mégawatts, assure actuellement 27% de la production totale d'électricité, il semble bien difficile au gouvernement de Kiev d'imposer aujourd'hui à l'opinion publique la mise en service de nouveaux réacteurs. L'Ukraine est toujours sous le coup d'un moratoire de cinq ans qui devrait s'achever en 1995, et s'apprête à fermer, vraisemblablement en 1993, les deux réacteurs encore en service de la centrale de Tchernobyl. Alors, en attendant «que les choses changent, il nous faut, insiste M. Kopchinsky, montrer que nous, autorité de sûreté, sommes capables de faire fonctionner nos centrales nucléaires sans incident ». Bref, être vigilant et prêt à donner aux installations nucléaires du pays des standards de sûreté analogues à ceux appliqués en Occident. Ce qu'un expert résume d'un commentaire lapidaire : «Améliorer les réacteurs existants et fermer les plus pourris.» C'est à ce prix seulement que l'Ukraine peut convaincre sa population de la nécessité de mettre en service les quelques réacteurs VVER de 1000 mégawatts (six réacteurs Qvver de 1000 MW sont en construction sur quatre sites) dont la construction est pratiquement achevée (Bovno, Khmelnytski, Zaporozhzh et Ukraine-Sud). Mais cela suppose un changement dans les mentalités, la volonté réelle d'acquiescer ce que les spécialistes appellent une culture de sûreté et celle, tout aussi importante, de mettre en place une autorité de sûreté forte et indépendante. Des premiers pas dans ce sens viennent d'être faits, à l'occasion du voyage de M. Strauss-Kahn avec la signature à Kiev d'un accord général entre la direction française des installations nucléaires (DSIN) et le Comité d'Etat ukrainien pour la sûreté nucléaire et la radioprotection, dont le directeur, M. Nicolai Shteynberg, est un chaud partisan d'une véritable autorité de sûreté. Cette mesure devrait s'accompagner de



la mise en place prochaine dans la capitale ukrainienne d'une antenne commune à l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et à son homologue allemand, le GRS. Grâce à l'appui technique de ces deux organismes, les choses devraient aller plus vite, d'autant que le ministre français de l'industrie s'est engagé auprès du président de l'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, à transférer gratuitement les codes de calcul et les matériels nécessaires à la simulation des incidents dans les centrales nucléaires. Cette opération, d'environ 2,5 millions de francs, devrait permettre de mieux former les équipes de conduite des centrales ukrainiennes dans les centres de Cadarache (Bouches-du-Rhône) et de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine). Une action d'autant plus nécessaire qu'elle devrait s'accompagner d'une analyse globale de la sûreté des réacteurs 1, 2 et 3 de la centrale de Rovno, préliminaire à toute modification de ces installations. Cette étude, longue et difficile, que mèneront l'IPSN et le GRS, devrait coûter quelque 9,5 millions d'Ecus (environ 66 millions de francs) sur quatre ans et être financée, dès maintenant, à hauteur de 4 millions de francs par la France et l'Allemagne pour les six prochains mois d'étude. «Tant que de telles expertises ne seront pas menées à bien, précise un expert, il serait absurde d'intervenir matériellement sur tous ces réacteurs. Ici, comme sur les autres centrales des pays de l'Est (l'Ukraine craint de la part de la Russie des difficultés d'approvisionnement en combustible et des problèmes avec les déchets nucléaires).» C'est la raison pour laquelle la France, appuyée par le gouvernement ukrainien, mais aussi l'Allemagne, devraient, lors de la prochaine réunion du G7 à Munich, demander la constitution d'un fonds d'aide multilatéral de 700 millions de dollars destiné à l'amélioration de la sûreté des installations nucléaires dans les pays de l'Est. L'Ukraine pourrait, bien sûr, bénéficier d'une partie de cette aide. Sous réserve toutefois, souligne M. Dominique Strauss-Kahn, «que sa stratégie énergétique s'appuie sur une réelle politique d'économies d'énergie et sur un abandon progressif de la quasi gratuité du kilowattheure, ce qui permettrait au gouvernement ukrainien de dégager des ressources pour de futures améliorations du parc de centrales ». Une thèse que M. Jean Syrota, patron de la Cogema, partage, affirmant même que la mise en place de mesures d'économie d'électricité permettrait très rapidement aux autorités ukrainiennes d'arrêter les réacteurs nucléaires les plus dangereux, comme les RBMK de type Tchernobyl et les VVER-440 à eau pressurisée de deuxième génération, sans priver pour autant les citoyens.

- 29 août 1992..... Accord franco-ukrainien sur la sûreté nucléaire : L'Ukraine et la France vont coopérer étroitement dans le domaine de la sûreté nucléaire. Les spécialistes français vont notamment procéder à une évaluation de la sûreté des réacteurs de la centrale nucléaire de Rovno et à un examen approfondi de l'état du sarcophage de la centrale de Tchernobyl. Ce protocole de «travail en commun », signé le 27 août entre le Comité d'Etat ukrainien pour la sûreté nucléaire et la radioprotection (GANU), et, pour la partie française, par la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), fait suite à un accord conclu fin juin par le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn. Aux termes de cet accord, quelque 66 millions de francs devraient être débloqués pour que soit menée à bien par l'IPSN et son homologue allemand, le GRS, l'étude de la centrale de Rovno, tandis que 2,5 millions de francs supplémentaires devraient aider à améliorer la formation des équipes de conduite des centrales ukrainiennes. Enfin, l'IPSN devrait transférer gratuitement au GANU des codes de calculs (Cathare et Escadre) permettant de simuler le comportement des réacteurs nucléaires en situation accidentelle.
- 18 octobre 1992..... Remise en marche d'un réacteur de Tchernobyl : Le troisième réacteur de Tchernobyl a été remis en marche, vendredi 16 octobre, et un autre devrait refonctionner à partir de novembre afin d'assurer à l'Ukraine une production d'électricité suffisante pour affronter l'hiver. Selon M. Viktor Vasilchenko, ingénieur en chef des installations, la centrale de Tchernobyl, où s'est produit en 1986 l'accident le plus grave de l'histoire du nucléaire civil, ne devrait pas moins être définitivement mise hors service en 1993, ainsi que l'avait décidé en 1991 le gouvernement ukrainien.
- 3 janvier 1993..... Signature du traité de désarmement Start II : Les présidents russe Boris Eltsine et américain George Bush signent à Moscou le traité de désarmement Start II. Celui-ci prévoit la réduction des deux tiers des forces nucléaires stratégiques des deux superpuissances, et notamment l'élimination en dix ans des missiles balistiques intercontinentaux à têtes multiples basés au sol, point fort de l'armement ex soviétique. Une inconnue réside dans l'attitude des républiques d'Ukraine et du Kazakhstan où sont encore stationnées des armes nucléaires stratégiques, mais des négociations sont en cours.
- 15 janvier 1993..... Incendies sans gravité à la centrale de Tchernobyl : Un incendie s'est produit, mardi 12 janvier, à la centrale de Tchernobyl (Ukraine), dans un bâtiment annexe du réacteur numéro 3, abritant des équipements électriques. Selon les responsables de la centrale, il n'y a pas eu de fuites radioactives, et les réacteurs numéro 1 et 3, les seuls en fonctionnement sur les quatre que compte la centrale, n'ont pas été arrêtés. Outre la tranche numéro 4, détruite lors de la catastrophe d'avril 1986, le réacteur numéro 2 est inutilisable à la suite de plusieurs incendies dont l'un, en octobre 1991, avait ravagé sa salle des turbines. Deux jours plus tard, le jeudi 14 janvier, un second incendie en l'espace de quarante-huit heures. Comme le premier, il s'agit d'un incident sans gravité, qui n'a entraîné ni rejet de radioactivité ni arrêt des deux réacteurs en fonctionnement, affirment les autorités ukrainiennes de sûreté.
- 5 mars 1993..... Nouvel incident à Tchernobyl : Le réacteur numéro un de la centrale nucléaire de Tchernobyl est arrêté depuis lundi 1^{er} mars en raison d'une fuite dans les canalisations d'eau de la première enceinte. "L'incident n'a pas eu de conséquences sur le personnel ni sur la population des environs de la centrale car aucune radiation ne s'est



échappée", affirme le comité d'Etat à l'énergie nucléaire, qui exploite les cinq centrales ukrainiennes, et qui le situe au niveau zéro sur l'échelle internationale.

1 avril 1993..... Dans le cadre d'un accord bilatéral, des responsables ukrainiens ont visité des centrales nucléaires françaises. Trois responsables de la sûreté nucléaire ukrainienne viennent de passer trois semaines en France pour découvrir les méthodes de travail de leurs homologues français de la Direction de la sûreté nucléaire (DSIN) et la manière dont EDF applique la réglementation en la matière. En retour, des inspecteurs français de la DSIN se rendront l'été ou l'automne prochain en Ukraine. Cet échange s'inscrit dans le cadre d'un accord franco-ukrainien signé en juin dernier à Kiev. MM. Vladimir Chougounov, chef de l'inspection de la sûreté opérationnelle au Comité ukrainien pour la surveillance et le contrôle de l'énergie nucléaire, Boris Baranov, inspecteur, et Viktor Nikouline, chef de l'inspection de la centrale de Rovno, ont pu, durant leur séjour en France, «inspecter» les centrales de Dampierre (Loiret), Saint-Laurent (Loir-et-Cher), Chinon (Indre-et-Loire) et Belleville (Cher). Plusieurs de leurs collègues ont effectué des stages similaires aux Etats-Unis et en Allemagne. Ces expériences devraient permettre aux autorités de sûreté ukrainiennes d'élaborer de nouvelles réglementations «en tenant compte de toutes les expériences valables en Occident». Selon eux, «cinq à sept ans» d'efforts seront encore nécessaires pour aboutir dans leur pays à un système vraiment opérationnel. En attendant, les services de M. Chougounov s'efforcent de parer au plus pressé. Ils aimeraient fermer rapidement les réacteurs les plus vétustes de leur parc. Mais, le nucléaire assurant 27% de la production électrique du pays, cela risquerait de porter un coup fatal à une économie nationale déjà bien malade. Il faudrait, estiment-ils, autoriser en contrepartie la mise en service des quelques réacteurs VVER de 1000 mégawatts, très proches des normes de sûreté occidentales, dont la construction est presque achevée. Cela implique la levée, par le Parlement ukrainien, d'un moratoire de cinq ans décidé en 1990.

22 mai 1993..... A 200 mètres d'un réacteur, explosion dans une centrale nucléaire ukrainienne : Une explosion s'est produite, vendredi 21 mai, dans un bloc électrique de la centrale nucléaire de Zaporozjje (Ukraine), faisant un mort et un brûlé grave. L'accident, survenu dans un atelier se trouvant à 200 mètres du réacteur n°5, ne semble cependant présenter aucun risque de fuite radioactive ou de contamination. Le réacteur, de type VVR, était fermé depuis le 8 mai pour réparation. C'est au cours des travaux menés sur le système de refroidissement du générateur électrique que s'est produite une fuite d'hydrogène. L'incendie, provoqué par les étincelles d'un fer à souder, aurait été rapidement maîtrisé. En fonctionnement depuis 1984, la centrale de Zaporozjje, l'une des plus grandes d'Europe (5000 mégawatts), est située à 400 kilomètres au sud de Kiev, et à 50 km de la ville de Zaporizhe (900 000 habitants).

23 mai 1993..... Accident mineur mais inquiétant : L'accident de la centrale nucléaire de Zaporozjje : un de plus... Des experts ont entamé hier une enquête sur l'explosion survenue vendredi 21 mai au soir à la centrale nucléaire de Zaporozjje (400 km au sud-est de Kiev) alors que des officiels assuraient que l'incident était sans gravité et n'avait pas provoqué de

fuite radioactive. L'explosion s'est produite alors que l'on était en train de réparer une conduite d'hydrogène alimentant les générateurs dans le bloc numéro 5 de la centrale. Un ouvrier a été tué, et un autre, brûlé à plus de 50% hospitalisé. Selon Nikolai Oberkovich, expert technique de la centrale, l'accident s'est produit lorsque l'hydrogène servant au refroidissement d'un générateur électrique dans le bâtiment des turbines s'est enflammé, déclenchant un incendie. L'endroit où, a eu lieu cet accident "ne contenait pas de substances radioactives" a ajouté M. Oberkovich. Les équipements de production énergétique "n'ont pas été endommagés" et l'incident "ne met pas en danger l'environnement", a-t-il encore affirmé en précisant que les taux de radioactivité à la centrale se situaient entre 8 et 14 microroentgen, soit des taux normaux. Un porte-parole du ministère russe de l'Energie nucléaire a également déclaré que "rien de grave ne s'est

passé" dans la centrale ukrainienne, ajoutant que l'incident était dû à une négligence humaine. Il n'en reste pas moins vrai que ce dernier allonge encore une longue liste d'incidents "mineurs" ravivant les inquiétudes quant à la sécurité des centrales nucléaires de l'ex-URSS. En avril, notamment une explosion a contaminé une région de 123 km² autour d'une centrale nucléaire de la cité interdite de Tomsk-7 en Sibérie. Un mois avant à la suite d'une fuite radioactive, il a fallu arrêter d'urgence un réacteur de modèle RBMK-1000 dans une centrale proche de la ville de Sosnovy Bor, dans le nord de la Russie. En février, le réacteur numéro 2 de Zaporozjje a été déconnecté du réseau électrique et arrêté pour des réparations rendues nécessaires par un "incident mineur" non précisé.

Août 1993..... Tchernobyl ruine l'Ukraine : Sur les 600 000 "liquidateurs" venus travailler à la décontamination du site de Tchernobyl après l'accident de 1986, environ 150 000 sont ukrainiens. Or depuis l'éclatement de l'URSS, l'Ukraine se trouve obligée de prendre elle-même en charge les frais de santé de ces personnes aujourd'hui toutes grièvement malade. Et cela coûte cher un quart du budget national en 1992 ! Le gouvernement a donc décidé de limiter ses aides face au déficit du pays. Comme les médicaments sont vendus par des pharmacies commerciales, les "liquidateurs" ne peuvent se soigner eux-



mêmes. 35 d'entre eux ont fait une grève de la faim devant le parlement de Kiev en juillet.

- 3 septembre 1993..... La Russie et l'Ukraine se mette d'accord sur les armes stratégiques et sur la flotte de la mer Noire : Lors d'une rencontre en Crimée, les présidents russe et ukrainien concluent un accord sur la cession à la Russie des armées stratégiques stationnées sur le territoire ukrainien, contre la livraison d'uranium non enrichi. Kiev accepte d'examiner le transfert à Moscou de sa part de la flotte de la mer Noire en échange de la remise de la dette ukrainienne à l'égard de la Russie. La question de la location à la Russie des bases maritimes situées en Ukraine n'est pas définitivement réglée, mais les deux pays évoquent la possibilité d'une union militaire dans la région.
- 21 octobre 1993..... Le parlement ukrainien décide, à une majorité écrasante (par 221 voix contre 39) de mettre un terme au moratoire de 1990 qui gelait la construction de nouveaux réacteurs et de maintenir en activité la centrale de Tchernobyl. Des raisons économiques expliquent cette décision, l'Ukraine manquant en effet terriblement de ressources énergétiques et de devises. «La centrale de Tchernobyl restera ouverte tant que le lui permettront ses capacités techniques. Le moratoire sur la construction de nouvelles centrales est annulé et à la fin de 1993, trois nouveaux blocs seront mis en fonctionnement à Rovno, Khmieleinntsky et Zaporojie » selon les trois points de la résolution parlementaire.
- 23 octobre 1993..... La lente mise en place de l'aide internationale à Tchernobyl : L'argent ne suffit pas. Si l'on s'en tient aux chiffres et aux intentions affichées, tout va bien dans le meilleur des mondes possibles. L'ensemble du monde occidental se presse au chevet du nucléaire malade des pays d'Europe de l'Est. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'Organisation mondiale des exploitants de centrales nucléaires (WANO), la Communauté européenne, les pays dotés d'un parc électronucléaire multiplient expertises et programmes d'assistance. Les sept principaux pays industrialisés (G7) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) financent. Le coût d'une mise à niveau de tout le parc électronucléaire d'Europe de l'Est a été évalué à plus de 100 milliards de dollars. On en est loin, si l'on en croit les responsables de Bruxelles, l'aide de la CEE sur la période 1990-1993 atteint 330 millions d'écus (MUC), auxquels il faut ajouter une centaine de MUC d'engagements bilatéraux de ses Etats membres. Soit un total de 430 MUC (près de 2,9 milliards de francs). Les Etats-Unis interviennent pour quelque 200 millions de francs, le Japon pour 72 millions de francs. En fait, cette manne n'est que difficilement débloquée. Seulement 90 MUC d'aide européenne avaient été libérés en juin; des crédits le plus souvent consacrés à financer des études et des déplacements d'experts. Les pays concernés en conçoivent une certaine amertume. Les torts, ou les réticences, sont partagés. Touchés dans leur orgueil national, Russes et Ukrainiens (les autres pays de l'est semblent moins rigides) souhaitent que les aides servent à financer des travaux qu'ils auraient définis et exécutés eux-mêmes. De leur côté, les Occidentaux tiennent évidemment à contrôler la destination de leurs crédits, et à sauvegarder les intérêts de leurs industriels. Le temps aidant, les relations s'améliorent cependant, surtout quand elles se lient au niveau des spécialistes. techniciens ou responsables de centrales. En Ukraine. L'Europe aide à l'amélioration de la sûreté des centrales de Rovno et, à un degré moindre, de Zaporojie. Elle assiste aussi l'autorité de sûreté ukrainienne (GANU) dans ses efforts pour mettre sur pied une réglementation et une organisation opérationnelles. L'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), son homologue allemand GRS et EDF jouent un rôle prépondérant dans ces actions. Pour Rovno, la France a fourni une aide de 1,8 million de francs, et la Communauté européenne 5 MUC (33,5 millions de francs). Dans le cadre d'un accord bilatéral franco-ukrainien, EDF, dont la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne) s'est jumelée avec celle de Rovno, a fourni des codes de calcul et des ordinateurs qui permettent de simuler le comportement des réacteurs lors d'un accident grave. Comme l'IPSN, elle organise, à Paris et sur place, des sessions de formation pour les techniciens et les ingénieurs de sûreté. Mais, même dans ce domaine, où les Ukrainiens sont demandeurs et les intérêts commerciaux négligeables, les choses avancent très lentement. Créée l'an dernier, la GANU a beaucoup de mal à profiter des offres de formation qu'elle a pourtant sollicitées et obtenues de Paris, mais aussi de Washington ou de Tokyo. La raison ? «Un manque d'effectifs, mais aussi des difficultés d'organisation sur place, où la lutte d'influence est chaude entre tous les acteurs du nucléaire ukrainien », diagnostique un expert français. Mais un autre problème, beaucoup plus préoccupant, provoque, actuellement, un quasi-blocage de toute aide technique. La Russie et l'Ukraine n'ont, en effet, toujours pas signé la convention de Vienne, qui stipule que, partout dans le monde, l'exploitant de la centrale concernée est civilement responsable en cas d'accident. De crainte de se voir impliqués dans un «nouveau Tchernobyl», les industriels occidentaux évitent évidemment toute livraison de matériel pour l'instant.
- 18 novembre 1993..... Le Parlement ukrainien ratifie le traité Start 1 signé en juillet 1991 par les Etats-Unis et l'URSS, qui prévoit une réduction de 30% de leurs armements stratégiques. Il assortit toutefois cette ratification de conditions qui la rendent inopérante. Il affirme que l'Ukraine, troisième puissance nucléaire mondiale, n'est pas lié par le protocole de Lisbonne signé en 1992, qui l'engageait à remettre ses armes stratégiques à la Russie et à ratifier le traité de non-prolifération. Il demande une importante aide financière de la Russie et de l'Occident afin d'assurer le démantèlement de ses armements. Il exige enfin que des garanties de sécurité lui soient assurées visant ainsi le comportement impérialiste de la Russie vis-à-vis des anciennes républiques de l'URSS.
- 14 janvier 1994..... A l'occasion du voyage de Bill Clinton à Moscou, deux accords marquant la fin de la guerre froide sont signés entre les présidents russe, ukrainien et américain du nord. Ainsi les autorités ukrainiennes s'engagent à éliminer progressivement les 1500 têtes nucléaires basées sur leur territoire contre compensation financière. Quant aux missiles russes et américains ils ne seront plus pointés les uns sur les autres et l'Histoire ne dit pas où ils sont maintenant pointés. Le président ukrainien Léonid Kravtchouk menace cependant quinze jours plus tard de remettre en cause les accords devant les tentatives de sécessions en Crimée qu'il estime soutenues par les USA.



- 10 mars 1994..... Ukraine: incendie sans gravité dans une centrale nucléaire. Un incendie s'est déclaré mardi 8 mars, à la suite d'une surtension, dans un transformateur en sortie de la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporozhe (sud-est). L'incendie a été éteint et n'a en aucune façon affecté le fonctionnement de la centrale, qui n'a pas été arrêtée, a précisé la direction.
- 10 avril 1994..... A la suite d'un litige au sujet de la propriété de matériel de navigation, des unités de la marine ukrainienne investissent une petite base navale russe dans le port d'Odessa. Cette opération constitue un nouveau rebondissement du contentieux russo – ukrainien relatif au partage de la flotte de la mer Noire. Composée de 440 navires, celle-ci est placée théoriquement sous commandement commun russo – ukrainien depuis l'accord d'août 1992, soumis aux autorités militaires russes.
- 15 avril 1994..... En marge du sommet de la CEI, réuni à Moscou, le président russe Boris Eltsine et son homologue ukrainien concluent un nouvel accord de principe qui concède 80 à 85% de la flotte de la mer Noire à la Russie. Celle-ci conserve l'usage du port de Sébastopol situé en Crimée, région actuellement dirigée par des partisans du rattachement à la Russie. Cet accord s'inscrit dans la nouvelle doctrine militaire russe qui consiste à conserver des bases dans tous les pays de l'ex URSS et à unifier, à terme, les forces des pays membres de la CEI. Les dispositions du nouveau partage de la flotte de la mer Noire sont aussitôt l'objet d'interprétations contradictoires à Kiev et à Moscou.
- 21 avril 1994..... Double incident à Tchernobyl en Ukraine : Un nouvel incident s'est produit avant-hier à la centrale nucléaire de Tchernobyl, au lendemain d'un premier incident qui concernait une diminution du niveau dans le système hydraulique. Le réacteur N°3 était toujours à l'arrêt, mardi 19, lorsque les attaches d'un monte-charge se sont rompues. Le conteneur qu'il transportait a heurté le balcon du dépôt de combustible nucléaire. Une enquête est en cours pour «déterminer la gravité de l'incident ».
- 12 mai 1994..... Ukraine : Chantage à l'apocalypse. En proie au chaos économique et politique, Kiev n'a pas les moyens d'assurer la paix sociale. Ni la sécurité de Tchernobyl. C'est l'Occident qui devra payer s'il veut éviter le risque d'une explosion. A tous les sens du terme. Situation explosive et qui impose «notre extrême attention.» Tel est le diagnostic établi, la semaine dernière, sur l'Ukraine par Alain Lamassoure, ministre délégué aux Affaires européennes, et par une poignée d'experts. Un bref voyage officiel, le premier effectué depuis un an par la France dans ce pays sinistré, leur a apporté la conviction que, à la vitesse où la situation se dégrade à Kiev, il serait irresponsable de la part de l'Occident, et plus particulièrement de l'Union européenne, de ne pas intervenir pour éviter la catastrophe. «L'Ukraine est un pays où n'importe quoi peut arriver, n'importe quand!» estime Alain Lamassoure. Certes, ses entretiens avec les dirigeants de cet Etat, indépendant depuis deux ans et demi, mais quasi ingouvernable faute de majorité parlementaire, ont abouti à des accords bilatéraux en matière économique et culturelle. Un accueil favorable a même été réservé aux principes du pacte de stabilité en Europe proposé par Edouard Balladur. Peu de chose, en vérité, au regard de l'ampleur des problèmes en suspens. A commencer par celui du chantage exercé par Kiev à propos de l'abandon de ses missiles stratégiques. Et de cette véritable bombe à retardement que constitue la centrale nucléaire de Tchernobyl. Son indispensable fermeture sera l'un des principaux sujets de la prochaine réunion du G7, le sommet des grands pays industrialisés, qui doit se tenir à Naples, au mois de juillet prochain. «Sur le site nucléaire tout fuit, y compris la chasse d'eau du directeur de la centrale. » Cette plaisanterie grinçante d'un expert traduit bien l'état de délabrement général de l'Ukraine. Dans ce pays grand comme une fois et demie la France et jadis si prospère, les Russes de passage sont désormais qualifiés de «riches étrangers ». Le salaire moyen mensuel n'atteint pas 60 francs et l'inflation dépasse les 6000 % par an. Faute de liquidités, les administrations, les entreprises ne paient plus leurs employés depuis plusieurs mois. Du coup, les ingénieurs russophones travaillant à la centrale de Tchernobyl, qui fourniraient, selon certaines estimations, 7% de l'électricité du pays, abandonnent leur poste pour aller gagner leur vie à Moscou. L'esprit de sacrifice de la population qui régnait alors que, sans broncher, des milliers de kamikazes ukrainiens allaient mourir pour cerner de ciment (aujourd'hui fissuré !) le réacteur n°4 responsable de la catastrophe de 1986 n'est plus de mise. « Si l'Occident a peur, qu'il nous aide et nous offre une nouvelle centrale ! » disent, en substance, les dirigeants ukrainiens. Devant l'urgence, les émissaires européens, comme le commissaire européen sir Leon Brittan, se précipitent au chevet de l'Ukraine, tout en exigeant d'elle d'importantes réformes économiques. Alain Lamassoure propose, quant à lui, que la France prenne en charge les salaires d'une dizaine de responsables locaux de la sûreté nucléaire qui ne sont plus payés et risquent, eux aussi, de désertir. Modeste mais indispensable acompte sur la faramineuse ardoise que l'Occident devra payer pour limiter les dégâts commis à l'Est par soixante-dix ans d'incurie communiste.
- 29 mai 1994..... Ukraine: M. Kravtchouk veut 14 milliards de dollars pour fermer Tchernobyl. Le président Leonid Kravtchouk a affirmé vendredi 27 mai que son pays avait besoin de 14 milliards de dollars pour fermer la centrale de Tchernobyl et développer son industrie nucléaire selon des normes de sécurité satisfaisantes, lors d'une visite à la centrale de Tchernobyl, la première depuis la catastrophe d'avril 1986.
- 16 juin 1994..... L'Ukraine conclut un accord de partenariat avec l'Union européenne. L'Ukraine, représentée par son président Leonid Kravtchouk, a signé un accord de coopération et de partenariat avec l'Union européenne, mardi 14 juin à Luxembourg. L'Ukraine devance ainsi de dix jours la Russie, dont le président, Boris Eltsine, signera à son tour un accord de partenariat avec l'Union en marge du conseil européen de Corfou, le 25 juin (les dernières difficultés concernant notamment les échanges d'uranium enrichi viennent d'être levées). «C'est un calendrier auquel les Ukrainiens ont été sensibles », a noté Alain Lamassoure, le ministre chargé des affaires européennes. Soucieux d'aider l'Ukraine à redresser la



situation très dégradée de son économie et de lui donner ainsi les moyens de consolider son indépendance, les Douze ont cependant comme principale préoccupation immédiate d'écartier le risque d'une nouvelle catastrophe nucléaire à Tchernobyl. Leur offre sera précisée, notamment sur le plan financier, à Corfou, en vue de parvenir à un arrangement avec les Etats-Unis, le Japon et le Canada, lors du sommet des sept principaux pays industrialisés, à Naples, en juillet. L'initiative de l'Union vise à obtenir des autorités de Kiev la fermeture rapide des deux réacteurs RBMK (le modèle le plus dangereux) qui fonctionnent encore à Tchernobyl (unités 1 et 3) et l'engagement de ne pas faire redémarrer le réacteur n°2, qui a été fermé à la suite d'un incendie, et que les Ukrainiens menacent régulièrement de rouvrir, comme seul moyen de faire face à leurs besoins en énergie. En contrepartie, l'Union, avec l'appui de ses partenaires du G7, s'engagerait à prendre en charge le coût de l'achèvement de trois réacteurs nucléaires (centrales de Zaporoujé, de Rovno et de Khmelnytzki), dont la construction, très avancée, a été interrompue à la suite de l'accident de Tchernobyl. Ces nouveaux réacteurs seraient dotés des mêmes installations de sécurité que les centrales occidentales. Certains, les Belges notamment, se sont interrogés sur l'opportunité de contribuer à la mise en route de nouvelles centrales atomiques, alors que l'Ukraine regorge de charbon et pourrait faire fonctionner à bon compte des centrales thermiques. L'argument n'a pas été retenu pour des raisons de délais, l'option nucléaire, vu l'état d'avancement des travaux, étant la seule qui permette d'espérer une fermeture rapide de Tchernobyl. L'aide des Douze, et demain du G7, sera cependant subordonnée à des engagements en matière de politique énergétique. L'Ukraine, bien moins industrialisée que la France, consomme à peu près autant d'électricité qu'elle : le gaspillage est énorme et les prix de vente très bas. Les Douze se montrent discrets sur le coût de l'opération envisagée. La Commission européenne parle de 1,5 milliard d'euros (10 milliards de francs), auxquels il faudrait ajouter 500 millions d'euros (3,3 milliards de francs) pour la consolidation du «sarcophage» de béton qui est censé isoler le réacteur n°4 de Tchernobyl, celui qui avait explosé en 1986. Leur discrétion et le caractère approximatif des montants cités s'expliquent par la nécessité de négocier le partage des efforts avec les Américains, les Canadiens et les Japonais. On compte dans l'ex-URSS et les pays de l'Est une dizaine de réacteurs du type RBMK ayant des normes de sécurité insuffisantes (l'Union contribue à la modernisation des centrales bulgares et lituaniennes). L'opération proposée pour Tchernobyl, pourrait servir d'exemple. L'Ukraine, présentée jadis comme le grenier à blé de l'URSS, possède une agriculture potentiellement puissante, mais aujourd'hui fragilisée faute de pouvoir importer ses moyens de production (engrais, semences, pesticides...). Pour remédier à cette situation, la Commission proposait que l'Union fournisse, sur ses stocks, 800 000 tonnes de céréales fourragères et que le produit de leur vente soit utilisé pour acheter à l'extérieur les intrants dont elle a besoin. Les Douze ont écarté cette formule, craignant que de telles livraisons ne contribuent à davantage désorganiser l'agriculture ukrainienne et ne servent de prétexte pour encore retarder les nécessaires réformes. L'Union devra donc réfléchir à d'autres interventions pour aider à la remise sur pied du secteur agricole. Au titre du partenariat qui vient d'être signé, les Douze et les Ukrainiens s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée. A terme, la possibilité de créer une zone de libre-échange entre les deux parties est envisagée, rendez-vous étant pris en 1998 pour évaluer les progrès accomplis par l'Ukraine dans la voie de l'économie de marché. Dans l'immédiat, des arrangements spécifiques organiseront les exportations vers l'Union des produits sensibles que sont le charbon, l'acier, le combustible nucléaire et les textiles. Certaines dispositions de l'accord libéralisent les conditions d'établissement d'entreprises communautaires en Ukraine. L'accord de partenariat a été signé, mais, dans l'esprit des Douze, il ne sera ratifié et, donc, n'entrera pleinement en vigueur (un accord intérimaire, signé également mardi, permet d'appliquer sans délai les clauses commerciales) qu'après que les autorités de Kiev auront signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires.

- 1 juillet 1994..... Ukraine : Accord avec l'AIEA sur les sites nucléaires. L'Ukraine a accepté le principe de soumettre ses installations nucléaires aux règlements des Nations unies en matière de sécurité, a annoncé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le 29 juin. Un projet d'accord stipule que l'Ukraine autorisera des inspections régulières de ses sites par l'AIEA. Un porte-parole de l'agence s'est félicité de cette décision «politique significative». Le président Leonid Kravtchouk s'est prononcé, au cours de la campagne pour l'élection présidentielle, pour une ratification rapide par le Parlement ukrainien de l'adhésion de son pays au traité de non-prolifération nucléaire (TNP).
- 3 juillet 1994..... Le ministre de l'Environnement Michel Barnier se rend dimanche 3 et lundi 4 à Tchernobyl et à Kiev (Ukraine). Cette mission s'inscrit dans la perspective du sommet du G7 à Naples, du 8 au 10 juillet, afin que M. Barnier puisse rendre compte, avant cette réunion, de "l'évolution de la situation à Tchernobyl". Les Douze se sont déclarés prêts à apporter 575 millions de dollars pour aider l'Ukraine à fermer "le plus rapidement possible" cette centrale. La Commission européenne a chiffré à près de 2 milliards de dollars le coût de la fermeture définitive du site où deux réacteurs sur quatre fonctionnent toujours.
- 8 juillet 1994..... Lors du vingtième sommet des dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde, à Naples en Italie, les dirigeants approuvent le plan européen de fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl et prévoient des financements de plus de 300 millions de dollars afin d'aider les autorités ukrainiennes.
- 12 juillet 1994..... La fin du sommet du G7 à Naples (Italie) - Le sort de Tchernobyl : Comme prévu, le G7 a repris à son compte le plan d'action mis au point par l'Union européenne, à l'initiative de Paris et de Bonn, pour la fermeture jugée «d'une extrême urgence» de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Il s'engage à mettre sur la table jusqu'à 200 millions de dollars sous forme de dons, qui s'ajouteront aux 120 millions offerts par les Douze au sommet de Corfou. Optimiste, François Mitterrand estime que «ce chiffre sera dépassé ». Au nom du G7, l'Italie est maintenant chargée d'ouvrir une



délicate négociation politique et technique avec le gouvernement ukrainien, qui a exprimé des réserves envers le plan. A ce propos le G7 invite aussi les institutions financières internationales, la Banque mondiale étant principalement visée, à consentir dans ce domaine des prêts à l'Ukraine. Celle-ci, de manière plus générale, est incitée à «mettre en œuvre rapidement les mesures de stabilisation et les réformes structurelles, notamment la libération des prix et la privatisation ». Soulignant que la situation de l'Ukraine «est pire que celle de la Russie il y a deux ans», Jacques Delors estime à 4 milliards de dollars l'effort que la communauté internationale devrait consentir pour aider les autorités de Kiev à redresser leur économie. Les officiels américains ont même parlé de 5 milliards de dollars. Toutefois le G7 n'a fait à Naples aucune promesse chiffrée.

15 juillet 1994..... Ukraine : M. Koutchma repousse la signature du traité de non-prolifération nucléaire. Le nouveau président ukrainien, Leonid Koutchma, a remis en question l'urgence d'un règlement de la question du nucléaire militaire dans son pays, en laissant entendre, le 13 juillet lors de sa première conférence de presse depuis son élection à la présidence, que Kiev ne signerait pas le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) avant 1995. «Je vais revenir sur cette question [du TNP]. Il faut l'étudier très précisément. Ce traité vient à expiration en 1995 et un nouveau traité doit alors être renégocié », a déclaré M. Koutchma, élu dimanche en remplacement de Leonid Kravtchouk. Le TNP, signé en 1968, est entré en vigueur en 1970 pour une période de vingt-cinq ans, et doit être renégocié en 1995. Le précédent Parlement ukrainien avait accepté de ratifier le protocole de Lisbonne de 1992 qui prévoit, à terme, l'adhésion au TNP en tant qu'Etat non nucléaire, mais s'était refusé à ratifier le traité lui-même.

4 août 1994..... Ukraine : Washington incite Kiev à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire. Le vice-président américain, Al Gore, a appelé l'Ukraine qui a hérité après l'éclatement de l'URSS du troisième arsenal nucléaire de la planète à adhérer «aussitôt que possible au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ce qui nous permettra de mettre en vigueur le traité Start 1 », a-t-il déclaré, le 2 août à Kiev, à l'issue de sa visite d'une journée en Ukraine. Le nouveau président ukrainien, Leonid Koutchma, ainsi que le premier ministre, Vitali Massai, ont «tous indiqué leur détermination à progresser sur ce dossier », a indiqué M. Gore. Le président Koutchma n'a néanmoins pas précisé de délai pour une adhésion au TNP, que son pays a sans cesse repoussée depuis 1992. M. Koutchma, élu le 10 juillet, a en revanche affirmé à son hôte qu'il restera fidèle aux engagements de dénucléarisation pris par son prédécesseur, Leonid Kravtchouk.

20 octobre 1994..... Nucléaire : la centrale de Tchernobyl est à l'arrêt total pour réparations. La découverte d'une fissure dans un tube de combustible a entraîné, le 17 octobre, l'arrêt du réacteur n°3 de la centrale nucléaire ukrainienne de Tchernobyl. Le réacteur n°1 étant lui aussi à l'arrêt pour une période de révision normale de cinquante jours, L'Ukraine risque de connaître de sérieux problèmes d'approvisionnement en électricité à l'orée de l'hiver. Les deux autres unités de la centrale sont, en effet, hors d'usage : le réacteur n°4 a explosé en 1986 et la tranche n°2 a été ravagée par un incendie en 1990.

2 novembre 1994..... Huit ans après l'explosion de la centrale nucléaire ukrainienne, les maladies des «liquidateurs» de Tchernobyl intriguent les médecins. Les premières études épidémiologiques menées sur les personnes les plus exposées lors de l'explosion de la centrale nucléaire ukrainienne de Tchernobyl en 1986 ont été présentées mercredi 26 octobre à Paris. Les résultats, qui sont différents de ceux observés chez les survivants de Hiroshima et de Nagasaki, étonnent les médecins. Combien étaient-ils ? Huit cent mille ? Six cent mille ? Huit ans après la catastrophe de Tchernobyl, personne ne connaît le nombre exact des «liquidateurs », ces jeunes hommes - le plus souvent des soldats - qui, volontairement ou non, participèrent au péril de leur vie à la lutte contre l'incendie de la centrale ukrainienne et au «nettoyage » de la région proche. Leur travail terminé, ils furent, pour la plupart, renvoyés discrètement chez eux. Certains ont émigré en Israël et aux Etats-Unis. Sur le territoire de l'ex-URSS, les avantages matériels liés à l'obtention, très convoitée, de la carte de «liquidateur» et la désorganisation du pays ont favorisé toutes les fraudes. Résultat : leur état de santé réel est aujourd'hui largement méconnu. C'est pourquoi les travaux présentés le 26 octobre par le docteur Alexei Nikiforov ont intéressé tous les spécialistes réunis à Paris pour un congrès international sur le risque radiologique. Le Centre de médecine écologique de la Fédération de Russie, qu'il dirige, suit médicalement, depuis sa création en 1992, 75 000 liquidateurs installés dans la région de Saint-Petersbourg. Outre les soins aux malades, son équipe s'efforce d'obtenir des données épidémiologiques utilisables par tous les experts en radioprotection. Dans ce but, on a sélectionné un groupe (une «cohorte» dans le jargon des épidémiologistes) de 14 000 hommes ayant été particulièrement exposés et dont les conditions de travail sous rayonnement et les doses reçues peuvent être reconstitués avec une relative fiabilité. S'y ajoutent 22 000 militaires de carrière envoyés à Tchernobyl et qui, à la différence des civils ou des appelés, ont fait l'objet d'un suivi médical attentif. Le ministère de la défense a levé le secret l'an dernier seulement et transmis le registre les concernant au centre de Saint-Petersbourg. Les premières données ainsi obtenues étonnent les spécialistes. «Tout se passe comme si les liquidateurs subissaient un vieillissement accéléré de l'organisme, explique le docteur Nikiforov. Ils ont, en gros, les mêmes maladies que tout un chacun, mais plus souvent, et de manière plus aiguë.» On observe ainsi chez eux un accroissement significatif des affections cardiovasculaires, des maladies des voies digestives, des troubles articulaires et des désordres psychiques. Le taux des leucémies ne semble pas différent de celui de la population normale. En revanche, on observe une hausse de celui des «tumeurs solides », cancers du poumon et de l'estomac. Dans l'état actuel des études, il est impossible de quantifier ces données, et même de déterminer si ces affections représentent la conséquence directe des rayonnements ou doivent être attribués à des effets secondaires comme le stress intense subi par ces personnes qui se savent très menacées. Quoi qu'il en soit, ces premières observations diffèrent sensiblement de celles effectuées depuis quarante-cinq ans à Hiroshima et Nagasaki, où l'excès de maladies cardiovasculaires n'apparaît qu'aujourd'hui. Chez les survivants de la bombe A,



l'augmentation du taux des cancers à tumeurs solides a commencé une trentaine d'années après l'irradiation. En revanche, l'accroissement des leucémies a été observé au cours des dix premières années. Le cas des liquidateurs intéresse énormément tous les spécialistes de radioprotection. Jusqu'à présent, en effet, la «cohorte» des survivants d'Hiroshima et Nagasaki servait de base principale aux études pour l'établissement des limites réglementaires d'exposition. Or, explique le docteur Jean-Claude Nenot, directeur de recherche à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire français (IPSN), «les liquidateurs sont physiologiquement plus proches de nous que la population d'Hiroshima, composée surtout, à l'époque, de femmes, d'enfants et de vieillards sous-alimentés en raison de la guerre. Les habitudes alimentaires des Japonais sont, par ailleurs, très différentes des nôtres et cela a des conséquences non négligeables sur la résistance aux radiations.» Le docteur Nikiforov va recevoir une aide internationale (notamment de l'OMS, de l'Union européenne) pour poursuivre ses études épidémiologiques et vient de passer un accord de coopération avec l'IPSN.

15 novembre 1994..... Ukraine : la Russie suspend ses livraisons de combustible aux centrales atomiques. La Russie a suspendu ses livraisons de combustible destiné aux centrales atomiques ukrainiennes et ne les reprendra que quand les députés ukrainiens auront ratifié l'adhésion de Kiev au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), déclare ce jour le président ukrainien Leonid Kouchma. Les députés ukrainiens devaient débattre, demain, de la ratification de leur pays au TNP, quelques jours avant la visite du président Kouchma aux Etats-Unis, qui lie l'octroi de nouveaux crédits à l'Ukraine à cette ratification.

16 novembre 1994..... Le Parlement ukrainien ratifie le traité de non-prolifération nucléaire qui entrera automatiquement en vigueur, début décembre, dès l'obtention définitive des garanties américaine, russe et britannique sur la sécurité du pays.

24 novembre 1994..... Ukraine : Soutien américain après la ratification du traité de non-prolifération nucléaire. Le président américain, Bill Clinton, s'est félicité, le 22 novembre, de la décision de l'Ukraine de devenir un Etat non nucléaire, lors d'une cérémonie marquant le début de sa visite officielle de deux jours à Washington de son homologue ukrainien, Leonid Kouchma. Au cours de ce voyage, M. Clinton devrait confirmer l'octroi d'une aide supplémentaire de 100 millions de dollars à Kiev après la ratification, dernièrement, par le Parlement ukrainien du traité de non prolifération nucléaire (TNP), sous réserve de la signature par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie d'un mémorandum garantissant la sécurité de ce pays. Cette signature, et donc l'adhésion automatique de l'Ukraine au TNP, devrait intervenir le 5 ou le 6 décembre lors du sommet de la CSCE à Budapest.

31 janvier 1995..... Arrêt d'un réacteur à Tchernobyl à la suite d'une erreur humaine. Le troisième réacteur de la centrale nucléaire a été arrêté peu après 22h, le 29 janvier, lors d'une erreur d'un technicien, qui vérifiait un système hydraulique, et qui a déclenché par erreur le signal d'alarme. Aucune fuite radioactive n'a été détectée et le réacteur devrait redémarrer demain après des tests de routine.

18 mars 1995..... La centrale de Tchernobyl inquiète : Le sarcophage n'est pas fiable. Il y a neuf ans Tchernobyl explosait. Aujourd'hui, le sarcophage qui recouvre le quatrième bloc de la centrale nucléaire, conçu pour durer 50 ans, se révèle précaire. Il devra être remplacé à brève échéance. Telles sont les conclusions d'une mission occidentale qui réalise une étude sur la construction d'un nouveau sarcophage. «Des oiseaux entrent et sortent, l'air circule. Le sarcophage ne peut pas empêcher la pollution de l'atmosphère et de la nappe phréatique», Ce constat fait frémir. Selon les conclusions alarmistes du consortium, conduit par la société française de bâtiments-travaux publics Campenon Bernard, la nappe phréatique est polluée et la radioactivité de la rivière voisine, le Pripiats, affluent du Dniepr, qui approvisionne près de 30 millions d'habitants, est supérieure aux normes européennes autorisées. Les photos prises montrent notamment que les tubes métalliques qui forment le toit du sarcophage sont posés sur une poutre adossée à un mur ébranlé... «Construit dans l'urgence, dans les six mois qui ont suivi l'explosion, le sarcophage ne pouvait être que fragile. C'est un couvercle posé sur des fondations branlantes», explique un expert. " Le sarcophage n'a d'autre part pas été conçu pour résister aux secousses telluriques conclut encore le consortium -Bouygues, SGN (France), Taywood engineering, AEA Technology (GB) et Walter Bau (Allemagne). Or le site de Tchernobyl aurait une probabilité de séisme de force 5 tous les 27 ans, de force 6 tous les 100 ans et de force 7 tous les 10 000 ans... Le réacteur accidenté contient des éléments hautement radioactifs qui vivront plusieurs dizaines de milliers d'années. Aucun ouvrage de travaux publics ne pourra subsister à cette échelle de temps. Que faire ? Si ce n'est construire un nouveau sarcophage, qui permettra ultérieurement le démantèlement des déchets à l'intérieur. Pour l'un des membres de la mission, «ce sont des travaux herculéens, qui prendront plusieurs dizaines d'années». Ils exigeront l'arrêt du troisième réacteur, actuellement en exploitation. Or les Ukrainiens, engagés dans des pourparlers délicats avec les sept pays les plus industrialisés pour la fermeture de Tchernobyl, ne se sont toujours pas résolus à stopper les réacteurs 1 et 3, toujours en activité, Le sarcophage actuel contient : 670 kilos de divers plutoniums, dont 440 kg de plutonium 239, utilisé pour fabriquer les bombes atomiques et qui a une durée de demi-vie de 24 000 ans ! «S'il n'y avait que du plutonium et du strontium, on pourrait travailler dans le sarcophage avec une tenue de protection et trier les déchets



à la main », remarque Jean-Marie Lavie. Or le réacteur contient également 5 millions de curies de césium, hautement radioactif. «Une personne qui resterait une demi-heure dans le sarcophage recevrait une dose semi-léthale de césium ». Les travaux devront donc être effectués par des machines pilotées de l'extérieur.

13 avril 1995..... Ukraine: La fin du nucléaire ? Alors que les firmes européennes du nucléaire espéraient se refaire une santé en redéveloppant une filière nucléaire dans les pays de l'Est, un accord passé entre l'Ukraine et la Banque Mondiale pourrait engager sérieusement les pays à regarder de plus près les autres solutions possibles: l'hydraulique et le gaz en attendant les énergies renouvelables. Les prêts que la BERD, banque européenne de développement, voulait accorder aux pays de l'Est pour améliorer leur parc nucléaire sont actuellement le centre d'une violente polémique entre les Etats de l'Union Européenne, le Danemark menaçant de quitter l'Union Européenne si ces prêts sont accordés. L'entrée récente de l'Autriche et de la Suède dans les processus de décisions est venue renforcer l'opposition du Danemark. Il n'est donc pas du tout sûr que le lobby nucléaire (essentiellement français et allemand) arrive à ses fins. Pendant ce temps, début avril, le gouvernement ukrainien a passé un accord important avec la Banque Mondiale. Cef accord prévoit une restauration des installations hydrauliques existantes afin de prolonger la vie des barrages actuels d'une vingtaine d'années, une amélioration des réseaux de distribution, une amélioration de l'efficacité énergétique et la création d'usines électriques au gaz. Une de ces usines de 3000 MW est notamment prévue pour assurer [a continuité du site de Tchernobyl avant l'an 2000. L'accord en question ne prévoit aucune aide en faveur du nucléaire. Il est à noter que la Banque Mondiale, alignée sur la politique américaine, n' a jamais financé la filière nucléaire. l'estimant trop proliférante. Autre motivation de la Banque Mondiale : il faut 3 ans pour construire une centrale au gaz et 4 à 5 ans pour l'amortir... alors qu'il faut de 7 à 10 ans pour construire une centrale nucléaire que personne n'est sûr d'amortir.

18 avril 1995..... Le bloc 3 de la centrale nucléaire ukrainienne de Tchernobyl est arrêté hier pour 53 jours afin de procéder «à des opérations de réparation » annonce le comité d'État nucléaire de l'Ukraine.

25 avril 1995..... Le grand chantage de Tchernobyl : Après la catastrophe de 1986, Tchernobyl est apparu comme un boulet à traîner par l'URSS, puis par l'Ukraine et la Biélorussie. Enfin par la communauté internationale. Aujourd'hui, l'Ukraine, au plus bas, tente de s'en servir pour recevoir une aide massive du monde entier. Faute de quoi, menace Kiev, les réacteurs arrêtés seront remis en service pour une quinzaine d'années encore ! Un chantage auquel les Occidentaux sont tentés de céder, tant il est de leur intérêt aussi que la centrale maudite soit définitivement arrêtée. Lorsque le ministre français de l'environnement, Michel Barnier, est revenu de Kiev, où il s'était rendu, le 13 avril, pour négocier l'arrêt définitif de Tchernobyl au nom de l'Union européenne, il était satisfait : le président, Leonid Koutchma, lui avait promis de fermer la centrale... avant l'an 2000. «C'est la première fois que l'Ukraine s'engage officiellement sur une date de fermeture », avait-il observé, fier de sa mission accomplie. Mais cette promesse est assortie de tellement de conditions qu'on peut douter de sa valeur. Dans un communiqué publié le 21 avril, le premier ministre par intérim, Yevhen Martchouk, a carrément demandé 4 milliards de dollars (un dollar vaut environ 5 francs) à la communauté internationale. Et c'est un minimum : d'après les calculs du directeur de la centrale de Tchernobyl, Mikhaïl Parachine, et du responsable ukrainien de l'énergie nucléaire, Mikhaïl Oumanets, on ne peut envisager l'arrêt complet de Tchernobyl que si les banques mettent sur la table un chèque de 4,5 milliards de dollars: 1,5 milliard pour reconstruire le sarcophage du réacteur numéro 4 et fermer l'ensemble du site; 2 milliards pour construire une centrale thermique à gaz de remplacement à Slavoutitch, à 45 kilomètres de Tchernobyl; et enfin 1 milliard pour compenser la différence entre le combustible nucléaire et le gaz russe payé au prix fort. Ni le Fonds monétaire international, ni la Banque mondiale, ni la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ni le club des riches du G7 ne sont évidemment prêts à signer un tel chèque. En admettant même qu'ils offrent des prêts couvrant cette somme, l'Ukraine serait bien incapable de les rembourser dans la situation où elle se trouve : son produit national brut a diminué de moitié entre 1989 et 1994 ! «Tchernobyl n'est pas un problème pour nous, mais pour vous », répondent cyniquement les Ukrainiens aux Occidentaux. Ce n'est pas tout à fait vrai, pour deux raisons majeures: l'exploitation de la centrale de Tchernobyl n'est pas si bon marché que cela, puisqu'il faut doubler les équipes qui travaillent en alternance tous les quinze jours (soit plus de 5000 employés) et que des milliers d'autres participent à la décontamination du site. D'autre part, le sarcophage édifié à la hâte en 1986 menace de s'effondrer et continue à fuir. Ce qui contraint les autorités à prendre des mesures très coûteuses pour préserver les populations. Outre les 162 000 personnes évacuées à grands frais depuis 1986, le gouvernement s'est engagé à en reloger 700 000 autres vivant toujours dans des zones à risque. Selon le ministère ukrainien de la protection de l'environnement, ce sont au total 35 millions d'habitants qui ont subi, d'une façon ou d'une autre, les conséquences de la catastrophe, dont 150 000 directement dans leur chair. Il a fallu créer, pour «liquider» les conséquences de la catastrophe, une administration spécifique, appelée couramment «le ministère de Tchernobyl », qui absorbe 10% du budget national. Il est vrai, aussi, que les Occidentaux désirent ardemment se débarrasser de cette épée de Damoclès. D'abord, parce que les trois réacteurs encore en état de marche - mais souvent arrêtés - font peser la menace d'un nouvel accident qui pourrait avoir des retombées directes chez eux, sous forme de nuage radioactif. Ensuite et surtout, parce qu'un nouvel accident nucléaire risquerait de sonner définitivement le glas de cette forme d'énergie, déjà très contestée. Les grands électriciens du monde, réunis dans le club «E7», calqué sur le G7, redoutent comme la peste le mauvais exemple des centrales soviétiques de première génération, dont l'image désastreuse rejailit sur toute l'industrie nucléaire. Celle-ci ne fournit qu'un tiers de l'électricité consommée en Ukraine. La moitié provient de centrales thermiques au fioul ou au gaz, achetés pour l'essentiel à la Russie et au Turkménistan. Achetés mais pas toujours payés, étant donné l'état des finances du pays. A la fin de 1994, le montant des impayés pour le gaz importé dépassait 2 milliards de dollars !



Kiev et Moscou ont dû trouver un compromis, car, autant l'Ukraine a un besoin vital du gaz et du pétrole russes, autant la Russie a besoin de l'Ukraine pour le contrôle des 33 000 kilomètres de tuyaux par où passe son carburant. La dette ukrainienne envers Gazprom, le géant russe du pétrole, a donc été convertie en obligations d'Etat. Avec Tchernobyl, l'Ukraine détient un formidable levier dont elle use et abuse. L'Europe a déjà offert 700 millions de dollars pour le sarcophage, la Banque mondiale 500 millions en 1994 et le FMI 1,5 milliard. Sans que le moindre progrès apparaisse. L'Ukraine a bien promis de présenter un calendrier de fermeture à la mi-mai, mais personne ne se fait d'illusion: Kiev a trop intérêt à maintenir en activité une centrale qui lui vaut tant de sollicitude de la part des pays riches. Le cauchemar des Occidentaux est devenu une poule aux œufs d'or pour l'Ukraine.

- 27 juin 1995..... Nucléaire : le réacteur numéro 3 de la centrale de Rovno (au nord-ouest de l'Ukraine) a été arrêté, le 25 juin, à la suite d'une fuite d'eau dans le générateur, provoquée par une défaillance du circuit de refroidissement, a annoncé le Comité d'Etat à l'énergie nucléaire ukrainien. L'incident, survenu sur un réacteur VVER (à eau ordinaire sous pression) de 1000 mégawatts, est classé au niveau 3 sur l'échelle des événements nucléaires, qui en compte six.
- 21 décembre 1995..... La fermeture de la centrale de Tchernobyl est reportée, au mieux, à l'an 2000. Le mémorandum signé mercredi 20 décembre par l'Ukraine reste vague sur le calendrier. Après des années de négociation, les autorités ukrainiennes ont signé, mercredi 20 décembre, à Ottawa, avec les représentants du G7, un «mémorandum» sur la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl. L'Ukraine a accepté formellement ce qu'elle refusait encore le 30 novembre, à Vienne, sous prétexte que le chèque proposé (2,25 milliards de dollars) ne couvrirait pas les frais de la fermeture de la centrale. En novembre, la facture présentée par les Ukrainiens était de 4,5 milliards de dollars. Le négociateur ukrainien, Youri Kostenko, ministre de l'environnement et de la sûreté nucléaire, a finalement accepté ce que proposait le G7 : un don de 500 millions de dollars, comme preuve de générosité des Sept, et un crédit de 1,8 milliard. Mais il n'est plus question de date butoir impérative : l'an 2000 est indiqué comme «l'objectif à atteindre», comme si chacun savait pertinemment que le délai ne sera pas tenu. Pour faire plier les Ukrainiens, le G7 a dû menacer de couper tout crédit de modernisation ou de développement. Mais il a dû accepter un calendrier pour le moins flou. Le problème, c'est que les deux partenaires ne veulent pas la même chose. Le C7 - et son ombre portée, baptisée E7, qui regroupe sept grandes compagnies d'électricité -, voudrait ne plus entendre parler de la centrale de Tchernobyl, considérée comme une menace potentielle à l'industrie nucléaire civile. En cas de nouvel accident, en effet, à Tchernobyl ou à Kozlodouy (Bulgarie), c'en serait fait des derniers espoirs de relance du nucléaire dans les pays occidentaux. Il y va donc de l'image, et donc de la survie d'une industrie de plus en plus critiquée. Pour les Ukrainiens, le sort de l'industrie nucléaire n'est pas en cause : «L'énergie atomique représente l'avenir», lançait lors de sa visite à Paris Mikhaïl Pavlovsky, président de la commission de sûreté nucléaire. Et les députés qui l'accompagnaient, dont une bonne partie étaient des physiciens nucléaires ou des ingénieurs atomistes, répétaient à l'unisson que, de tous les pays de l'ancienne URSS, l'Ukraine est à cet égard «le plus expérimenté et le plus fiable». Ce que Kiev veut régler en priorité, c'est la reconstruction du sarcophage qui menace ruine... afin de pouvoir produire les kilowatts en toute tranquillité dans les trois réacteurs voisins. Et ce jusqu'en 2007, date limite de fonctionnement raisonnable du site. Une chose est sûre: les Ukrainiens refusent de mettre à pied du jour au lendemain les 30 000 salariés qui se relaient sur le site de Tchernobyl. Or on imagine mal une centrale à gaz de remplacement en employer même le quart. Le coût du nouveau sarcophage, selon les estimations des experts de l'Union européenne, est au minimum de 1,3 milliard. En admettant que le chèque du G7 lui soit consacré en priorité, ce qui est vraisemblable, il ne restera plus qu'un milliard disponible pour tout le reste. L'autre priorité, alors, pour les Ukrainiens, serait le remplacement des tubes de force des réacteurs en activité pour permettre à la centrale de Tchernobyl de passer le cap de 1997. Après quoi, il ne restera plus grand-chose pour moderniser le reste du parc électrique ukrainien. Autant dire que la fermeture effective du site accidenté en 1986 n'est pas pour demain, ni même pour l'an 2000. Mais l'accord d'Ottawa permettra à Kiev et au G7 d'affronter la tête haute la date fatidique du 26 avril 1996 : pour le dixième anniversaire de la catastrophe, un début de commencement de solution pointera pour le réacteur numéro 4, responsable de tous les maux actuels de l'Ukraine et de l'industrie nucléaire mondiale.
- 7 janvier 1996..... Fuite radioactive en Ukraine : Une fuite radioactive a contaminé pendant des semaines un périmètre restreint autour d'une centrale nucléaire ukrainienne (laquelle?) avant d'être détectée. L'incident, qui a contaminé une trentaine de m2 autour du conduit, a été classé au degré 1 de l'échelle internationale qui en compte sept. (Cet accident est a priori introuvable sur internet)
- 13 avril 1996..... Ukraine : Des chiffres controversés ont été avancés le 11 avril en marge de la conférence de Vienne sur le bilan sanitaire de l'accident de Tchernobyl. Alors que le bilan officiel fait état de trente et un morts dans les trois mois qui ont suivi le 26 avril 1986, et de quarante-deux morts ensuite, un médecin ukrainien présenté par Greenpeace a affirmé que, d'après les chiffres du ministère ukrainien de la santé, soixante mille «liquidateurs» avaient succombé des suites de leur intervention autour de la centrale nucléaire accidentée.
- 19 avril 1996..... Les dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde, plus la Russie, se réunissent à Moscou pour un sommet consacré aux problèmes de la sécurité nucléaire. L'essentiel des débats porte sur les risques que font courir au monde 26 réacteurs nucléaires soviétiques (en Russie, en Bulgarie, en Ukraine, notamment) ainsi que de nombreux stocks de matières radioactives. Sans doute pour ne pas gêner le candidat Eltsine à quelques semaines des élections, aucune mesure réellement contraignante n'est envisagée. Seule décision notable : l'engagement russe à signer avant fin septembre le traité d'interdiction complète des essais nucléaires.



- 23 avril 1996..... Tchernobyl : Le réacteur numéro 1 sera arrêté définitivement cette année. L'Ukraine a confirmé hier sa résolution, elle a fait un pas décisif au lendemain du sommet nucléaire de Moscou en confirmant hier qu'elle allait arrêter définitivement cette année l'exploitation du réacteur numéro 1 de Tchernobyl, le plus ancien du site (1978). Hier, le ministre de l'Environnement et de la Sûreté nucléaire Iouri Kostenko a indiqué à Kiev que ce réacteur allait être fermé «avant la fin 1996 » et que sa mise hors d'exploitation serait ensuite préparée. Considéré comme "à bout de souffle" par les spécialistes, le réacteur numéro 1 de Tchernobyl avait connu plusieurs incidents ces derniers mois. Il devait faire l'objet d'un arrêt technique, le 26 mai, pour des vérifications des tubes de force, «très fatigués ». Un incident sérieux s'était encore produit le 17 novembre 1995, d'abord déclaré à l'AIEA (Agence internationale de l'Energie atomique) en niveau 1 de l'échelle internationale. Ce n'est que le 7 mars que les autorités ukrainiennes reclasèrent l'incident en niveau 3, qualifié d'incident grave. Malgré tous ces problèmes et le vieillissement accéléré de la machine, la direction de la centrale et plusieurs hauts responsables avaient annoncé jusqu'à ces derniers jours que le réacteur allait continuer à être exploité jusqu'en l'an 2000.
- 26 juillet 1996..... Fuite radioactive dans une centrale nucléaire ukrainienne : Un accident mortel et une fuite radioactive se sont produits en l'espace de trois heures à la centrale nucléaire ukrainienne de Khmel'nitski. Un ouvrier a succombé à des brûlures et à diverses blessures occasionnées mercredi 24 juillet par la rupture d'une canalisation de vapeur lors d'un contrôle de pression. Dans la même centrale, l'absence de vérification d'un joint a entraîné une fuite d'eau radioactive. Les cinq mètres carrés de la zone contaminée ont été nettoyés et il n'y a eu aucune fuite radioactive à l'extérieur de la centrale.
- 26 décembre 1996..... Ukraine : Le premier réacteur (n°1) de la centrale nucléaire de Ioujno-Oukraïna (sud de l'Ukraine) a été arrêté, mardi 24 décembre, à la suite d'un incident jugé sans gravité par le Comité d'Etat ukrainien à la sûreté nucléaire. La veille, un incident similaire, «dû à une erreur humaine », s'était produit à la centrale de Zaporojie.
- Février 1997..... Extraits du témoignage de l'ukrainienne Alia Yarochinskaya, prix Nobel alternatif, à propos des mensonges du Parti Communiste Soviétique sur Tchernobyl. Sa famille habite Jitomir, une petite ville de la région de Polessié en Ukraine. «En ce jour du 25 avril 1986, lorsque je me promenais là avec ma famille. C'était le printemps. Une sensation de libération, de renouveau, flottait dans l'air. Les pétales bleus, frémissants, des crocus se frayaient un chemin sous les feuilles flétries de l'année passée. Mon petit garçon de deux ans, Sacha, s'accroupissait près de chaque fleur pour la contempler. Nous ne savions pas, et personne ne le savait sans doute encore, que quelques heures plus tard, il se passerait près de là une chose qui nous transformerait à jamais, qui transformerait cette terre ancienne et merveilleuse, cette forêt, ces champs, ces prairies, toute la vie. Et que désormais, la vie sur Terre ne se diviserait plus seulement en époques, en ères, en civilisations, en religions, en régimes politiques, mais aussi en "avant" et "après" Tchernobyl. La Terre ne serait plus jamais ce qu'elle était avant le 26 avril 1986 à 1h 24 minutes. Jitomir est situé à 130 km de la capitale de l'Ukraine, Kiev. Mon mari et moi allons parfois y passer une soirée au théâtre. Nous rentrons en général après le spectacle et nous arrivons chez nous vers minuit-une heure du matin. Par une ironie du sort, le 27 avril, ne soupçonnant rien - ni la radio, ni la télévision, ni les journaux, personne n'avait annoncé l'explosion survenue à la centrale nucléaire de Tchernobyl nous sommes allés à Kiev. (...) Nous repartîmes tard dans la soirée, d'excellente humeur. La route de Kiev à Jitomir était noyée dans les forêts printanières, en pleine floraison. À mi-chemin, nous nous sommes arrêtés et nous sommes descendus pour respirer la verdure enivrante. Tout était silencieux. Des étoiles froides brillaient. (...) Bien qu'aucune information concernant l'explosion à la centrale de Tchernobyl n'ait été fournie par les médias officiels soviétiques, dans les villes avoisinantes, Kiev, Jitomir, Tchernigov, la panique grandissait de jour en jour. Personne ne savait exactement ce qui s'était passé et les bruits les plus incroyables circulaient. L'iode disparut des pharmacies. Beaucoup de gens pensaient qu'il protégeait contre les radiations et ils en buvaient à l'état pur, se brûlant la gorge et l'appareil digestif. La médecine officielle était muette. Enfin, au bout de dix jours, le ministre de la Santé de la République d'Ukraine, A. Romanenko, donna de précieuses recommandations : fermer les fenêtres et s'essuyer soigneusement les pieds sur une serpillière humide en entrant dans les maisons. Passer un chiffon mouillé sur les sols et les meubles. C'était là toutes les précautions à prendre contre la radioactivité. C'est par les radios étrangères que nous avons appris que le bloc numéro 4 de la centrale de Tchernobyl avait explosé et que le niveau de radioactivité avait augmenté. Nos moyens officiels d'information ne l'ont annoncé que deux jours plus tard. (...) La Pravda administrait chaque jour des tranquillisants à des millions d'exemplaires sous forme d'articles lénifiants. J'ai encore honte en pensant aux titres des articles de mes collègues: «Le chant des rossignols au-dessus du Pripjat », "Petits souvenirs pris sous le réacteur", etc. Ces "souvenirs" ont coûté la santé à des millions de personnes de notre région. Mais je parlerai de cela plus tard. Il me semble que de tout l'été 1986 pas une seule goutte de pluie n'est tombée sur la ville. Le ciel était uniformément bleu pâle, décoloré par le soleil impitoyable. Le réacteur fut enfin abordé, après qu'on eut déversé dans ses entrailles une quantité invraisemblable de sable, de plomb et d'autres matières encore. On célébra ses «funérailles ». Les proches sanglotèrent sur les cercueils de plomb des victimes des radiations. Les ingénieurs de la centrale furent jugés. Tout était donc fini ? Non, c'était seulement le début ».
- 27 avril 1997..... Tchernobyl, onze ans après... Le président ukrainien Léonid Koutchma a appelé hier la communauté internationale à «faire face» aux conséquences de Tchernobyl, onze ans après la catastrophe survenue le 26 avril 1986. L'Ukraine est restée seule face aux problèmes de Tchernobyl et «nous devons crier pour que le monde entier nous entende », a déclaré M. Koutchma. En 1996, 20 000 des victimes de Tchernobyl sont mortes, a annoncé par ailleurs Iouri Andreïev, président de l'organisation publique "Union Tchernobyl" , lors d'une manifestation, tenue près du monument aux liquidateurs de Tchernobyl à Kiev. Plus de deux millions d'habitants vivent toujours dans les zones contaminées.



- 24 septembre 1997..... Ukraine: l'Union européenne va verser 1 million d'écus (6,6 millions de dollars) en faveur des victimes de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, en Biélorussie et dans la Fédération de Russie. Au total, l'Office humanitaire de la Communauté européenne a déjà versé 8,14 millions d'écus (53,7 millions de francs) d'aide en faveur des victimes de l'explosion du réacteur n°4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl qui a entraîné la contamination d'une grande partie de l'Ukraine et de la Biélorussie.
- 25 octobre 1997..... Tchernobyl : Quelque 260 fissures ont été détectées dans les tubes du système de refroidissement du réacteur n°3 de la centrale nucléaire (les autres sont définitivement arrêtés). Ces fissures ont été repérées à temps et il n'y a eu aucune fuite de l'eau contaminée transportée dans ces tubes, ont aussitôt affirmé les responsables de la centrale. Ce réacteur est à l'arrêt depuis fin juillet pour réparations planifiées.
- Février 1998..... Ukraine : Grave déficience en matière de sûreté à la centrale de Tchernobyl. Le réacteur 3 de Tchernobyl est le seul en exploitation sur le site où s'est produit l'accident de 1986. A l'invitation de la centrale, un groupe d'experts de l'Association mondiale des exploitants nucléaires (WANO), organisation non gouvernementale internationale composée d'exploitants de centrales nucléaires du monde entier, a effectué une revue de sûreté du réacteur 3. (...) Le groupe a constaté le très mauvais état de certains équipements de sûreté, une insuffisance de la culture de sûreté chez les personnes d'exploitation du réacteur, des éléments indiquant que la protection du réacteur est inadéquate en cas d'incendie grave comme celui qui a conduit à la fermeture définitive du réacteur 2 en 1991, et noté que certaines réparations recommandées à la suite de l'accident de 1986 au réacteur 4 n'ont jamais été effectuées au réacteur 3. Toutes ces déficiences en matière de sûreté ont conduit à la conclusion que la centrale présente une marge de sûreté inacceptable, et que c'est de loin le réacteur le moins sûr de la cinquantaine de réacteurs examinés par WANO. (...) Le G7 et en particulier la France sont préoccupés depuis longtemps par les réacteurs de conception soviétique les plus anciens et les moins sûrs, comme ceux de Tchernobyl. La France et ses partenaires du G7 se sont attachés à améliorer la sûreté à court terme de ces réacteurs tout en cherchant à obtenir leur fermeture le plus rapidement possible. C'est avec la plus grande attention qu'ils examineront le rapport de l'autorité de sûreté ukrainienne sur le réacteur 3 de Tchernobyl.
- 8 mars 1998..... L'Ukraine cède aux pressions américaines dans le domaine du nucléaire. Une semaine à peine après avoir signé un traité, contesté, de «coopération économique sur dix ans» avec la Russie, l'Ukraine a fait volte-face : elle a conclu avec les Etats-Unis, vendredi 6 mars, un accord pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique après que Washington eut reçu des assurances formelles que Kiev allait cesser sa coopération nucléaire avec l'Iran. La signature de cet accord devrait briser le contrôle qu'exerçait Moscou sur son voisin dans ce domaine stratégique. Le traité, prévu sur trente ans, ouvre en effet légalement le marché ukrainien du nucléaire aux entreprises américaines, mettant fin à une bataille feutrée de près d'un an. Son enjeu immédiat était le projet de livraison à l'Iran, par le canal de la Russie, de turbines nucléaires construites en Ukraine. Les dirigeants ukrainiens ont annoncé y avoir renoncé, lors d'une visite vendredi à Kiev de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright. Un de ses assistants a précisé que l'Ukraine a donné «des assurances écrites confidentielles» en ce sens. Reconnaissant que cela fut, pour Kiev, une décision «difficile à prendre», Madeleine Albright a souligné que «l'Ukraine cimentait ainsi sa place dans la coalition internationale contre la prolifération d'armes de destruction massive.» La Russie a réagi en affirmant qu'elle poursuivra sans problèmes l'achèvement de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr (Iran), à laquelle les turbines ukrainiennes étaient destinées. Elles devaient être construites dans l'usine d'Etat Turboatom, une des plus importantes de la ville de Kharkov, en Ukraine orientale. L'annulation de cette commande entraînera pour elle les «pertes substantielles», a remarqué le ministre ukrainien des affaires étrangères, Guennadi Oudovenko, lors d'une conférence de presse. Mais le président Leonid Koutchma, qui y assistait, a estimé cette remarque «un peu exagérée», affirmant que ces pertes ne s'élevaient qu'à 45 millions de dollars et pourraient être compensées par d'autres contrats. L'entreprise américaine Westinghouse Electric était intéressée à un projet de 1,2 milliard de dollars pour achever la construction de deux centrales nucléaires ukrainiennes. Projet crucial pour Kiev, qui estime ne pas pouvoir fermer définitivement Tchernobyl avant cela. Lors d'une visite à Kiev, fin février, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, aurait promis un crédit de quelque 185 millions de dollars pour achever ces centrales soviétiques. Mais la «carotte» américaine l'a emporté : l'accord de coopération nucléaire avec Washington, signé en échange de l'abandon du projet de Bouchehr, ouvre la voie à celui de Westinghouse ou à d'autres, notamment dans le domaine cosmique. Reste à voir la forme que peut prendre le «bâton» russe. Leonid Koutchma devait intervenir publiquement hier dans la capitale ukrainienne pour défendre son accord de coopération économique signé à Moscou. Accusé d'avoir «vendu» le pays aux «oligarches» russes, il devait souligner que 60% des entreprises du pays dépendent du marché ou des fournisseurs russes et que certains secteurs en dépendent à 100%. Ce ne sera plus le cas du nucléaire, mais la sortie du marasme, pour l'économie ukrainienne, dépend encore largement de Moscou, où un nouveau protocole sur les livraisons de gaz russe et de paiement de la dette de Kiev, estimée à 1,2 milliard de dollars, a été signé vendredi 6 mars. Quant au point marqué par Washington en Ukraine sur son front anti-iranien, il a aussi reçu une riposte russe, sous la forme de déclarations faites à Téhéran par le premier vice-premier ministre en charge du nucléaire, Vladimir Boulgak. Ce dernier, qui y présidait une réunion de la commission bilatérale de coopération économique, a annoncé un accord de principe, à l'horizon de l'année 2003, pour construire un troisième et un quatrième réacteur à Bouchehr. Des problèmes, financiers et techniques, étaient apparus lors de la construction, toujours en cours, du premier réacteur. Mais un porte-parole du ministère russe de l'énergie atomique, confirmant le nouvel accord de principe, a affirmé vendredi qu'il sera facile de trouver un remplaçant russe à Turboatom, «par exemple à Saint-Petersbourg». Les Etats-Unis et Israël accusent l'Iran de chercher à se doter



d'armes nucléaires et demandent à la Russie de cesser de l'aider. Le ministre israélien du commerce et de l'industrie, Nathan Chtcharansky, était à Moscou cette semaine pour plaider cette cause. Moscou a réaffirmé dans un communiqué que les réacteurs fournis à Bouchehr, «au même type que ceux que les Etats-Unis livrent à la Corée du Nord », ne permettent pas de production à usage militaire. Cependant, selon une source diplomatique à Moscou, la Russie «prend discrètement des mesures montrant qu'elle cède aux pressions occidentales, comme par exemple le renvoi récent d'étudiants iraniens qui travaillaient ici sur des sujets sensibles ».

- 10 avril 1998..... Ukraine : un incident «sans gravité » est survenu, le 8 avril, à la centrale nucléaire de Zaporojia (Sud), le cinquième depuis le début du mois, a rapporté un responsable de cette centrale. Une «petite fuite» a été constatée dans le système de refroidissement d'un réacteur, qui a été stoppé. Zaporojia, la plus grande centrale nucléaire d'Europe, de type soviétique VVER-1000, produit 5 % de l'électricité ukrainienne.
- 26 avril 1998..... Plus de 330 microfissures ont été détectées lors d'une récente vérification de la tuyauterie du réacteur N°3 de la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine). Aujourd'hui, affirme un responsable de cette centrale, elles «ont été réparées et ne présentent aucun danger ». Une opinion tempérée par l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et son homologue allemand, le GRS (Gesellschaft für Anlagen und Reaktorsicherheit), qui se sont dits «fortement préoccupés » par ces fissures. Ce réacteur, le seul encore opérationnel à Tchernobyl, a été arrêté en juillet 1997 pour des travaux de réparation. Il doit redémarrer le 5 mai.
- 6 mai 1998..... Ukraine : Le directeur de la centrale nucléaire de Tchernobyl, Sergei Parachine, a été limogé «pour manquement au règlement, indiscipline et abus de pouvoir» par EnergoAtom, chargé depuis janvier 1998 de l'exploitation des centrales ukrainiennes: Cet organisme lui reproche d'avoir avancé «des arguments erronés sur la sécurité nucléaire ». Cette mesure vivement contestée par M. Parachine, intervient à la veille de la remise en route du réacteur n°3 de Tchernobyl, qui présente pourtant de nombreuses microfissures sur certaines de ses tuyauteries.
- 15 mai 1998..... La centrale de Tchernobyl redémarre : Le seul réacteur nucléaire encore opérationnel de cette centrale, le n°3, a été remis en marche hier. Il avait été arrêté en juillet 1997 pour des travaux de réparation durant lesquelles 338 fissures avaient été découvertes dans la tuyauterie. Son redémarrage, prévu initialement pour le 5 mai, avait été retardé sur la demande de la BERD.
- 18 juin 1998..... Tchernobyl : fuite radioactive. Une «fuite d'eau légèrement radioactive» a provoqué l'arrêt d'urgence mardi 16 juin du seul réacteur encore opérationnel à la centrale de Tchernobyl, a indiqué un responsable du ministère ukrainien de l'Environnement et de la Sûreté nucléaire. «Toute contamination radioactive est exclue » autour de la centrale, a-t-il assuré sans préciser l'échelle de gravité de l'incident.
- 21 juin 1998..... Ukraine : la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) s'oriente vers le financement de 2 réacteurs nucléaires en Ukraine. La banque va proposer à ses membres l'acceptation d'un prêt très controversé à l'Ukraine pour l'achèvement de deux réacteurs nucléaires, conçus pour compenser la fermeture de Tchernobyl, a-t-on appris le 19 juin à Londres, siège de la BERD, qui est destinée à aider les anciens pays communistes dans leur conversion à l'économie de marché.
- 23 juin 1998..... Tchernobyl relancé malgré les risques : Un réacteur de la centrale nucléaire ukrainienne a été remis en route hier après un énième incident, au grand dam de spécialiste qui dénoncent l'attitude inconsciente des autorités. Le réacteur numéro 3, le seul encore opérationnel, a été relancé après avoir été stoppé mardi 16 juin en raison d'une «fuite d'eau légèrement radioactive » dans le système de propulsion d'une des turbines. «Je ne peux pas croire que les défauts soient réparés. Ce n'est pas la première fois que les autorités nous trompent », lance Natalia Preobragenskaïa, une responsable des problèmes de Tchernobyl auprès du Conseil de l'Ukraine pour la Paix, qui décrit la centrale comme une casserole trouée. Un responsable gouvernemental, du ministère ukrainien de l'Environnement et de la sûreté nucléaire, Vadim Grichenko, avait lui-même qualifié l'incident de «pas normal après de longs travaux », ajoutant que «cela prouvait que les réparations avaient été mal faites ». «Nous ne considérons pas le réacteur numéro 3 comme étant au niveau de sécurité minimal requis », a de son côté estimé Gunther Burghardt, directeur général du département pour les relations extérieures avec l'Europe centrale et orientale de l'Union européenne. L'Ukraine s'est engagée en 1995 à fermer la centrale de Tchernobyl en l'an 2000 en échange d'une aide financière de 3,1 milliards de dollars, promise par l'Occident.
- 18 août 1998..... Centrale défectueuse en Ukraine : Un incident dans le système de refroidissement des turbines s'est produit dans la nuit de dimanche 16 août à lundi 17 à la centrale nucléaire de Zaporijia (sud de l'Ukraine), la plus grande d'Europe, provoquant une baisse de puissance de 20%. Des travaux de vérification sont en cours sur un des six réacteurs.
- Septembre 1998..... Tchernobyl : «Les fissures dans le sarcophage de protection se sont agrandies. On peut presque y passer la main. Les poussières radioactives s'échappent, poussées par les vents. Mais il y a plus grave : le réacteur en fusion continue de s'enfoncer et, dans un an, il touchera la nappe phréatique. Là ce sera définitivement trop tard...» «De Tcherkassy à Kirovograd où habitent 20 millions de personnes, la radioactivité est trois fois supérieure aux normes admises. » Témoignage de David Varlet, chercheur au CNRS, dans le cadre d'une mission à Tchernobyl du 1er au 15 avril



1998 de la Commission européenne.

- 7 mars 1999..... Tchernobyl redémarre : Il était prévu hier, mais en raison de "problèmes" ("peu graves", assure l'ingénieur Andri Chatsman), c'est ce matin qu'a lieu le redémarrage de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Elle avait été arrêtée le 15 décembre dernier, notamment pour réparer "cinquante et une soudures défectueuses" dans les tuyaux transportant l'eau radioactive... La centrale semble aujourd'hui à bout de souffle avec la multiplication des "réparations et vérifications". "Le réacteur numéro trois (le seul encore en activité à la centrale accidentée) a été rebranché à 15h 55 et tout s'est bien passé", a annoncé un ingénieur, qui a assuré que les cinquante soudures défectueuses dans les tuyaux transportant l'eau radioactive étaient terminées. La Commission européenne va réclamer la fermeture immédiate du réacteur numéro trois de la centrale nucléaire de Tchernobyl moins de deux jours après sa remise en service par les autorités ukrainiennes. C'est le réacteur numéro 3 qui a subi d'importantes réparations depuis le 15 décembre.
- 30 mars 1999..... Incident à Tchernobyl : L'activité du réacteur opérationnel de Tchernobyl a été réduite à cause d'une fuite de lubrifiant dans le système de rotation des turbines. «Il n'est pas normal qu'un tel dysfonctionnement survienne après des travaux de réparation », a reconnu un responsable en assurant qu'aucune hausse de radioactivité n'avait été relevée. La centrale doit être arrêtée en juillet pour travaux.
- 16 juillet 1999..... Un incident classé niveau 1 sur l'échelle internationale INES de sécurité nucléaire est survenu hier à la centrale ukrainienne de Tchernobyl durant les travaux de réparation sur le troisième réacteur, le seul encore opérationnel.
- Août 1999..... Ukraine : Le KGB de Kiev s'attaque aux antinucléaires. La mafia nucléaire d'Ukraine détourne les fonds destinés à la sécurité et menace de mort ceux qui les dénoncent. Si nous laissons faire, c'est tout le continent qui risque d'en souffrir. En Ukraine, le mouvement antinucléaire opère dans un contexte particulier, celui de Tchernobyl; du traumatisme d'une population irradiée, puis bernée par son gouvernement; et enfin des magouilles du gouvernement qui compte bien profiter jusqu'au bout de cette poule aux œufs d'or que sont devenues l'aide humanitaire et technologique après l'explosion du réacteur n°4, le 25 avril 1986. C'est dans ce décor que se joue un nouvel épisode de la lutte contre le nucléaire : il s'agit d'empêcher le gouvernement d'achever la construction de deux réacteurs, qui se présentent comme ruines modernes depuis la fin du régime communiste. Il s'agit du réacteur n°2 à Khmelnytsky et du réacteur nucléaire n°4 à Rivne, plus connus sous leur abréviation K2/R4. (...) Les services de sécurité ukrainiens (SSU), héritiers du KGB, se sont donnés pour but d'empêcher toute critique conséquente de la politique nucléaire. (...) Ainsi, d'importants documents de travail disparaissent, ainsi que l'ordinateur d'organisations, des documents... Les militants des Rainbow Keepers reconnaissent la signature des services de sécurité qui n'ont pas cessé de les poursuivre depuis que le groupe fait campagne contre le projet de la Banque européenne de reconstruction et développement (BERD) de financer l'achèvement des deux nouveaux réacteurs K2/R4. (...)
- 3 octobre 1999..... Problème dans une centrale ukrainienne : Le réacteur de la centrale nucléaire de Khmelnytskaïa, en Ukraine, a été arrêté automatiquement vendredi 1 octobre au soir via le système de sécurité qui a constaté un problème dans le système de refroidissement, a annoncé hier l'ingénieur en chef de la centrale. Selon lui, aucune radiations ne s'étaient échappées de la centrale, située à 270 kilomètres de Kiev.
- 27 novembre 1999..... Le réacteur n°3 de la centrale ukrainienne de Tchernobyl, le seul encore opérationnel, a redémarré vendredi 26 novembre au petit matin après cinq mois de réparation. «Il ne fonctionne actuellement qu'à 5% de sa capacité », a indiqué l'ingénieur Mykola Suvorov. Le redémarrage, initialement prévu le 9 novembre, avait été repoussé en raison d'un dysfonctionnement dans le système de sécurité. Le réacteur n°4 avait explosé le 26 avril 1986. Le réacteur n°2 a été arrêté en 1991 à la suite d'un incendie, tandis que le n°1 a été mis hors service en 1996 dans le cadre d'un accord international. Kiev s'était engagé en 1995 à fermer Tchernobyl en 2000 en échange d'une aide internationale de 3,1 milliards de dollars. Le réacteur n°3 va retomber en panne le 1^{er} décembre en raison d'un dysfonctionnement du système de refroidissement, une preuve de plus du délabrement de ce réacteur.
- 8 décembre 1999..... Tchernobyl : l'UE et l'OTAN au menu d'une tournée du président ukrainien. Le président ukrainien, Leonid Kouchma, a entamé, le 6 décembre, une tournée officielle à Moscou, Paris et Washington, où il s'entretiendra de la fermeture de la centrale de Tchernobyl, de l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN. Symboliquement, M. Kouchma effectue à Moscou sa première visite d'Etat depuis sa réélection à la mi-novembre. «L'économie détermine la politique. La Russie, c'est 80% de nos fournitures de gaz et 40% de nos échanges commerciaux», a-t-il déclaré dans un entretien à l'AFP. A Paris, M. Kouchma tente de s'assurer du soutien de la France pour renforcer les liens entre l'Ukraine et l'UE et obtenir les fonds nécessaires à la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl, prévue en l'an 2000. A Washington, la coopération au sein de l'OTAN sera un des dossiers abordés lors des entretiens avec le président Bill Clinton. Ces entretiens porteront aussi sur Tchernobyl, l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et les relations bilatérales. Extrait d'un interview à Paris - Q : Allez-vous fermer Tchernobyl en l'an 2000, centrale qui n'a fonctionné que quatre mois cette année à cause des pannes ? R : Tchernobyl ne peut être fermé qu'à condition que le G7, avec lequel nous avons signé un accord en 1995, tiennent ses engagements autant que nous. Mais il n'a pas déboursé un seul sou des crédits annoncés pour l'achèvement des deux centrales de Rivne et Khmelnytsky [censées compenser la fermeture de Tchernobyl, qui produit 7% de l'électricité ukrainienne]. Q : Cherchez-vous l'appui de la France sur ce dossier ? Lors de sa visite à Kiev, le chancelier allemand Gerhard Schröder a appelé l'Ukraine à se détourner du nucléaire. R : La décision du G7 existe. J'ajoute que l'argent que la France placera dans Rivne et Khmelnytsky sera en réalité un investissement dans votre propre économie. Car les crédits seront utilisés pour l'achat d'équipements produits dans l'Union européenne.



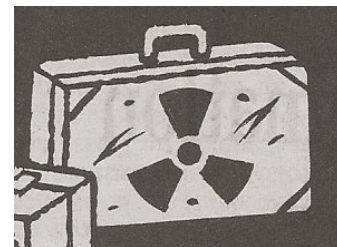
Dans la seconde partie, la suite de Tchernobyl, mais aussi le conflit entre l'Ukraine et la Russie qui tourne souvent autour de menaces nucléaires de la part de la Russie de Poutine.

+++++

Rappel des ex spéciaux de la DEV :

- 1 Le lynx (16 pages)
- 2 Les écologistes aux élections européennes (16 pages)

- 3 Le bruit (74 pages)
- 4 Les élections municipales à Voiron (Isère) (45 pages)
- 5 les élections municipales en France (22 pages)
- 6 L'Ours blanc en péril (19 pages)
- 7 L'Empreinte écologique et le jour du dépassement (34 pages)
- 8 Bouquetin
- 9 Marée noire sue le littoral atlantique (1ère partie)
- 10 Marée noire sue le littoral atlantique (2ème partie)
- 11 Marée noire sue le littoral atlantique (3ème partie)
- 12 Marée noire sue le littoral atlantique (4ème partie)
- 13 Marée noire sue le littoral atlantique (5ème partie)
- 14 Marée noire sue le littoral atlantique (6ème partie)
- 15 Le Plomb (1ère partie)
- 16 Le Plomb (2ème partie)
- 17 Le Plomb (3ème partie)
- 18 Pierre Rabhi
- 19 Small Modular Reactor
- 20 Le gazoduc Nord Stream et l'influence du gaz sur le conflit Russie/Ukraine
- 21 Le nucléaire dans le conflit Russie/Ukraine (1 – La catastrophe de Tchernobyl)



Vous pouvez demander un envoi sur un de ces points (gratuit) par mail, mais ces travaux n'ont pas été réactualisés
Certains travaux d'écologie politique non cités ici restent réservés aux cadres EELV et certaines grandes associations impliquées.

+++++

